



« Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. »

(Lénine, 1902, *Que faire ?*)

## Les dossiers du PCMLM La révolution française (1789-1871)



DANTON. .

## Table des matières

1. La monarchie absolue comme étape historique.....	2
2. A l'aube de 1789.....	5
3. La prise de la Bastille et la Constitution.....	7
4. Le jacobinisme réalise la république.....	10
5. Thermidor et phase napoléonienne.....	15
6. La période de restauration.....	19
7. Monarchie de juillet et naissance de l'anticapitalisme plébéien antisémite.....	21
8. 1848 et la 2 <sup>e</sup> république, la fin de la bourgeoisie progressiste.....	24
9. Le bonapartisme comme tremplin vers la 3 <sup>e</sup> République.....	26
10. Naissance de la République sur les ruines de la Commune.....	30
11. Victor Hugo comme mythe républicain.....	35
12. Paul Lafargue, La légende de Victor Hugo.....	39

### 1. La monarchie absolue comme étape historique

Le point de vue communiste concernant la période de la monarchie absolue est connu et facile à comprendre. Néanmoins, il est important de le rappeler en préambule à l'histoire de la révolution française qui s'étale de 1789 à 1871.

Pour les communistes, qui s'appuient de fait sur le matérialisme historique, l'histoire est l'histoire de la lutte des classes et chaque palier historique marque la transformation d'un mode de production.

La monarchie absolue est une phase de transition très particulière dans la lutte entre l'aristocratie et la bourgeoisie. L'aristocratie maintient ses positions et domine la société, notamment au moyen du clergé. Cependant, les villes se sont développées, le commerce s'est élargi, l'industrie se développe, même si elle s'appuie surtout sur l'artisanat.

De ce rapport nouveau entre aristocratie et bourgeoisie sort un régime nouveau : la monarchie absolue. La monarchie absolue est, selon le matérialisme historique, un régime

progressiste à son apparition.

Karl Marx, qui a largement rendu explicite son point de vue dans *La critique moralisante et la morale critique* (1847), explique :

« L'historiographie moderne a démontré que la monarchie absolue fait son apparition dans les périodes de transition, où les vieux ordres féodaux déclinent et où l'ordre des bourgeois, l'état bourgeois, se transforme progressivement en classe bourgeoise moderne, devient la classe bourgeoise, sans qu'un des partis en lutte ait encore pu venir à bout de l'autre.

Les éléments sur lesquels s'édifie la monarchie absolue ne sont, par conséquent, nullement son produit ; ils en constituent plutôt la prémisses sociale. »

Avec la monarchie absolue, la bourgeoisie se voit reconnaître son existence, en tant qu'état, le fameux « tiers-état ». Dans les conditions sociales où les villes se sont développées, avec un pouvoir économique et militaire, culturel et idéologique, l'aristocratie ne peut plus maintenir aussi simplement sa domination et le nouvel équilibre donne la monarchie absolue.

Dans le régime de la monarchie absolue, la bourgeoisie influe sur les décisions du régime. C'est ce qui explique, sous le régime de Louis XIV, la cohabitation culturelle auprès du roi de l'idéologie aristocratique avec la tragédie (Racine, Corneille) et de l'idéologie bourgeoise avec la comédie (Molière).

C'est ce phénomène qui donne naissance aux « despotes éclairés », dont des figures connues sont Frédéric II de Prusse, Catherine II de Russie, Charles III d'Espagne, Marie-Thérèse et Joseph II d'Autriche.

Néanmoins, ce « despotisme éclairé » était forcément extrêmement limité historiquement, puisque le roi pouvait bien sûr s'opposer à la noblesse bloquant le progrès technique et économique, sans pour autant aller jusqu'à abolir celle-ci, ce qui était pourtant nécessaire.

Cela fait que rapidement, historiquement, la monarchie absolue prend un caractère réactionnaire, après avoir épuisé sa dimension progressiste.

Karl Marx constate ainsi ce retournement en son contraire de la nature de la monarchie absolue :

« Lorsque les conditions de vie matérielles de la société se sont développées jusqu'à un point point où la transformation de son organisation politique officielle est devenue pour elle une nécessité vitale, toute la physionomie de l'ancienne puissance politique subit un changement.

Ainsi la monarchie absolue, au lieu de centraliser – et c'était là son activité civilisatrice proprement dite – tente-t-elle de décentraliser. Issue de la défaite des ordres féodaux, participant elle-même très activement à leur destruction, elle tâche de sauvegarder ne fût-ce que l'apparence des distinctions féodales.

Ayant jadis favorisé le commerce et l'industrie, donc simultanément l'essor de la classe bourgeoise, comme autant de conditions nécessaires de la puissance nationale ainsi que de sa propre splendeur, la monarchie absolue fait, désormais et

partout, obstacle au commerce et à l'industrie, qui sont devenus des armes de plus en plus dangereuses entre les mains d'une bourgeoisie déjà puissante.

De la ville, berceau de son élévation, elle jette un regard angoissé et terni sur la campagne qu'ont engraisés les cadavres de ses anciens adversaires à la taille de géant. »

Karl Marx rend ici très claire la situation, à la lumière de la contradiction entre villes et campagnes, entre travail manuel et travail intellectuel.

La bourgeoisie, se renforçant, prête à la monarchie absolue pour ses projets, qui la servent indirectement. La sphère financière de la bourgeoisie prend ainsi de plus en plus le dessus, contrôlant par les prêts bancaires l'orientation de la monarchie absolue.

Mais le passage d'une monarchie absolue à une domination bourgeoise absolue étant impossible, puisque la bourgeoisie a différents secteurs qui ont intérêt au libéralisme et non pas à une alliance unilatérale avec la monarchie absolue voire l'aristocratie (sauf si le processus se déroule trop tardivement et que la classe ouvrière est déjà trop avancée, trop forte, forçant alors comme en Allemagne à une alliance aristocratie – bourgeoisie).

Karl Marx a lourdement averti sur l'erreur qui consisterait à penser que la révolution bourgeoise pourrait se transformer en révolution prolétarienne, simplement parce que le prolétariat participe à la révolution bourgeoise.

Le prolétariat ne peut réaliser les exigences historiques de la révolution bourgeoise que dans des situations historiques où la bourgeoisie est faible et en retard, et où la classe ouvrière dirige le processus. C'est le sens de la révolution de nouvelle démocratie formulée par Mao Zedong, dans le prolongement par ailleurs de la révolution de février 1917 en Russie.

En France, le prolétariat n'était pas du tout assez développé, la bourgeoisie elle très forte,

comme nous le verrons. Karl Marx notait à juste titre, en 1847 donc, que :

« Si donc le prolétariat renverse la domination politique de la bourgeoisie, son triomphe ne sera que passager, ne sera qu'un facteur au service de la révolution bourgeoise elle-même, tout comme en l'an 1794, tant que, dans le cours de l'histoire, dans son « mouvement », ne sont pas créées les conditions matérielles qui rendent nécessaire l'abolition du mode de production bourgeois et, par conséquent, la chute définitive de la domination politique bourgeoise.

C'est pourquoi le régime de la Terreur ne devait servir en France qu'à faire disparaître comme par enchantement, sous ses puissants coups de marteau, les ruines féodales du sol français.

Timorée et conciliante comme elle l'est, la bourgeoisie ne fût pas venue à bout de cette besogne même en plusieurs décennies. Par conséquent, l'action sanglante du peuple n'a fait que lui préparer les voies.

De même, la chute de la monarchie absolue ne serait que momentanée, si les conditions économiques voulues pour la domination de la classe des bourgeois n'étaient pas encore parvenues à maturité.

Les hommes se construisent un monde nouveau, non pas au moyen de « biens terrestres », comme le croit la superstition grossière, mais grâce aux conquêtes historiques faites par leur monde, qui est en train de sombrer. Au cours de leur évolution, ils doivent d'abord produire aux-mêmes les conditions matérielles d'une nouvelle société, et nul effort de l'esprit ou de la volonté ne peut les libérer de cette destinée. »

C'est justement la faiblesse de la bourgeoisie après sa victoire de 1848 qui amènera la période particulière où régnera Napoléon III.

Karl Marx a ainsi souligné que la monarchie absolue a joué un rôle progressiste, que la bourgeoisie a joué un rôle progressiste, que le prolétariat a donc soutenu le mouvement de la bourgeoisie, mais sans qu'il faille se faire des

illusions à ce sujet.

Karl Marx explique :

« Les travailleurs savent fort bien que la bourgeoisie est obligée non seulement de leur faire des concessions politiques plus larges que ne le fait la monarchie absolue, mais qu'au service de son commerce et de son industrie, elle fait naître, contre son gré, les conditions favorables à l'union de la classe laborieuse, et cette union des travailleurs est la première condition de leur victoire.

Les travailleurs savent que la suppression des rapports de propriété bourgeois ne peut être obtenue si l'on maintient les rapports féodaux.

Ils savent que le mouvement révolutionnaire de la bourgeoisie contre les ordres féodaux et la monarchie absolue ne peut qu'accélérer leur propre mouvement révolutionnaire. Ils savent que leur propre lutte contre la bourgeoisie ne pourra débuter que le jour où la bourgeoisie aura triomphé. [...]

Ils peuvent, ils doivent prendre à leur compte la révolution bourgeoise comme une condition de la révolution des ouvriers. Mais ils ne peuvent la considérer un seul instant comme leur but final. »

Les communistes comprennent qu'il existe des étapes historiques, que chaque étape anéantit le stade précédent en l'assimilant de manière dialectique. Aux yeux des communistes regardant l'histoire de France, tant la monarchie absolue que la révolution bourgeoise ont été des phénomènes historiques progressistes.

Le regard porté sur l'histoire de France allant de 1789 à 1871 ne peut se fonder que sur le point de vue de Karl Marx :

« Toute évolution, quel que soit son contenu, peut être présentée comme une série de divers degrés d'évolution qui sont reliés de manière que l'un d'eux constitue la négation de l'autre.

Quand, par exemple, un peuple évolue de la monarchie absolue à la monarchie

constitutionnelle, il nie son existence politique antérieure. En aucun domaine, on ne peut traverser une évolution sans nier son mode d'existence antérieur. »

## 2. A l'aube de 1789

La révolution française commencée en 1789 n'a pas triomphé du féodalisme dans une version médiévale, mais d'une version extrêmement avancée, la monarchie absolue. Sous Louis XIV, la bourgeoisie avait commencé à avoir un droit de cité, et un savant équilibre était organisé par la royauté pour maintenir sa toute-puissance, aux dépens de la noblesse et du clergé et en intégrant relativement la bourgeoisie.

La révolution française n'aurait, ainsi et paradoxalement, pas pu avoir lieu sans la constitution par la monarchie absolue d'un État centralisé. La monarchie absolue avait triomphé des anciennes forces féodales qui faisaient obstacle au développement social et culturel, à l'apparition d'un État moderne et à la constitution d'un marché le plus large possible et d'une bourgeoisie, ces commerçants des « bourgs » qui deviendront les villes.

La bourgeoisie n'aurait pas pu se développer et s'enrichir si le féodalisme étranglait tout développement social, et c'est une grande différence entre la France et, par exemple, l'Espagne ou l'Autriche-Hongrie, empires qui en restent à un féodalisme puissant empêchant l'émergence de la monarchie absolue comme phase de la construction de l'État national.

Les forces centrifuges de ces empires resteront donc extrêmement puissantes, maintenant la féodalité, bloquant le développement du capitalisme et de la bourgeoisie, provoquant une crise prolongée dans la construction nationale.

La monarchie absolue française a, quant à elle, réussi à unifier administrativement la France. Une conséquence sera sa capacité à contrebalancer le pouvoir de l'Église et des féodaux, faisant que l'idéologie baroque n'a pas

pu se diffuser en France alors qu'elle précipitait les sociétés d'Espagne ou d'Autriche-Hongrie dans l'obscurantisme.

Cela a été un apport d'une importance capitale pour l'avancée dans le progrès historique. Alors qu'au niveau local, les seigneurs maintenaient le féodalisme autant qu'il le pouvait, s'appropriant les terres non cultivées pendant dix ans et celles des condamnés à mort, exigeant de nombreuses corvées annuelles, forçant à ce que ses terres soient labourées, qu'il y soit semé, qu'elles soient moissonnées, exigeant de multiples redevances, taxes et droits.

Il y avait, dans ce chaos féodal, de grandes disparités régionales quant au degré d'exploitation des couches paysannes, celles-ci étant taxés grosso modo entre 10 et 57 %, selon les zones, et, par conséquent, démotivées pour développer leurs activités.

Chaos féodal et mode de production dépassé, tel est le panorama alors que les classes dominantes disposent de la majorité des terres, mais aussi de la richesse, puisqu'elles possèdent des nombreuses bâtisses, des palais, des châteaux, des couvents, des cathédrales, du mobilier de grande valeur, des objets d'art...

La bourgeoisie, elle, se montre la classe la plus entreprenante, la plus intelligente, la plus cultivée bientôt aussi. Le XVIIIe siècle devient le siècle des Lumières, le siècle de sa prise de conscience, de son affirmation, parallèlement à son renforcement économique, avec le capitalisme qui se développe, notamment avec les manufactures qui se développent, avec comme horizon triomphant l'industrie et le commerce.

Karl Marx parle de la manière suivante de l'éclosion du capitalisme suite à une période d'accumulation :

« Les différentes méthodes d'accumulation primitive que l'ère capitaliste fait éclore se partagent d'abord, par ordre plus ou moins chronologique, le Portugal, l'Espagne, la

Hollande, la France et l'Angleterre, jusqu'à ce que celle-ci les combine toutes, au dernier tiers du XVIIIe siècle, dans un ensemble systématique, embrassant à la fois le régime colonial, le crédit public, la finance moderne et le système protectionniste.

Quelques-unes de ces méthodes reposent sur l'emploi de la force brutale, mais toutes sans exception exploitent le pouvoir de l'État, la force concentrée et organisée de la société, afin de précipiter violemment le passage de l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste et d'abrèger les phases de transition. Et, en effet, la force est l'accoucheuse de toute vieille société en travail. La force est un agent économique.

»

(*Le Capital*, I)

A l'aube de 1789, la bourgeoisie française n'a pas réussi à arracher ce que la bourgeoisie anglaise a pu se procurer : un cadre facilité avec une monarchie constitutionnelle née du compromis entre aristocratie et bourgeoisie. Son objectif est donc de réaliser le modèle anglais. C'est ce qu'expriment, par exemple, Montesquieu, Voltaire et nombre de penseurs des Lumières.

Pourtant, en raison de la situation historique différente, la révolution ira jusqu'au bout de la destruction de l'État féodal, et la philosophie révolutionnaire passera de Montesquieu à Rousseau, de la monarchie constitutionnelle à la République.

Comme l'a expliqué Karl Marx :

« L'ordre économique capitaliste est sorti des entrailles de l'ordre économique féodal. La dissolution de l'un a dégagé les éléments constitutifs de l'autre. »

(*Le Capital*, I)

La révolution française naît de la dissolution de l'ordre féodal, dans une dissolution bien plus forte qu'en Angleterre politiquement, mais,

pourtant, de moindre degré sur le plan économique, principalement dans les campagnes.

La révolution française a pu être considérée ainsi comme un « modèle » de l'affirmation bourgeoise contre le féodalisme, de la même manière que la révolution américaine qui aboutit à la même période à la formation des États-Unis d'Amérique a pu être considéré comme le modèle de l'affirmation bourgeoise en toute autonomie par rapport au féodalisme, notamment dans les campagnes (puisqu'il s'agissait alors de colonisation, sans féodaux ni bourgeoisie foncière existant au préalable).

De fait, la bourgeoisie n'avait pas d'autres choix que de se confronter complètement à l'aristocratie. A l'aube de 1789, la monarchie absolue était déjà rentrée dans une période de déclin complet. Le statu quo régnait sur le plan institutionnel, tous les efforts visaient à préserver l'ordre établi.

A l'aube de la révolution française, le sol était divisé en cinq parties égales : une appartenait au clergé, une à la noblesse, une à la couronne et aux communes, une au peuple des campagnes, une au tiers état, c'est-à-dire la sphère sociale des « bourgs », des villes, de la bourgeoisie.

La royauté vivait sur les acquis du passé, ayant basculé dans le camp de la noblesse et de la religion devant la progression de la bourgeoisie et de ses exigences. C'en était fini du savant équilibre organisé par Louis XIV – avec l'idéologie aristocratique de la tragédie avec Racine et Corneille d'un côté et l'idéologie bourgeoise de la comédie avec Molière de l'autre –.

Une telle quête d'équilibre n'avait plus lieu d'être historiquement puisque la monarchie absolue disposait de son État, alors que Louis XIV entendait encore l'affirmer, le structurer, le rendre le plus solide possible. Une fois passée l'étape de l'affirmation de la monarchie absolue, plus rien ne devait changer ou progresser.

L'ensemble de la richesse accumulée au fil des siècles était donc dans les mains des classes

dominantes, totalement parasites et plus du tout dans une démarche d'affirmation de civilisation comme sous François Ier et Louis XIV.

La cour n'était plus un lieu de supervision pour la monarchie absolue conquérante mais une grande célébration réactionnaire qui, lors de ses déplacements, entraînait avec elle des apothicaires, des armuriers, des boulangers, des bouchers, des épiciers-confituriers, des cuisiniers, des cordonniers, des lingiers, des marchands de vin, des merciers-joailliers-grossiers, des selliers, des carreleurs de souliers, des ceinturiers, des quincailliers, des verduriers-fruitiers, des proviseurs de foin, des chirurgiens, des bonnetiers-vendeurs de bas de soie et de laine, des horlogers, etc. etc.

L'organisation de la cour supposait elle-même des centaines de postes plus ou moins inutiles, allant des chambellans aux dames d'atour, des chapelains aux dames d'honneur, des pages aux dames pour accompagner, etc.

L'identité même de la monarchie absolue était le parasitisme. Le clergé était également à l'image de cela : autoritaire et encadrant toute la société qui subissait le pillage. A la veille de la révolution, il y avait 23 000 moines, 37 000 nonnes, 60 000 curés de campagne, 135 évêques. 6 % du territoire et des établissements dans les villes appartenait au clergé, sans compter les revenus des biens ecclésiastiques et la dîme. De plus, le clergé était exempt d'impôts.

La direction du clergé, dans le prolongement de la situation à l'âge roman, provenait de l'aristocratie qui vivait richement, s'appropriant la plupart des biens et ne laissant aux curés de campagne que des miettes de leur parasitage.

Et ces curés de campagne étaient directement soumis aux seigneurs locaux qui avaient leur banc et leur droit de sépulture dans le chœur, les tentures portant leurs armoiries et le curé étant lui-même directement choisi par eux.

En portant un contenu démocratique, la bourgeoisie allait faire exploser ce cadre

réactionnaire.

Engels, dans *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, souligne l'importance de la révolution bourgeoise commencée en 1789 :

« La Révolution française fut le troisième soulèvement de la bourgeoisie ; mais elle fut le premier qui rejeta totalement l'accoutrement religieux et livra toutes ses batailles sur le terrain ouvertement politique ; elle fut aussi le premier qui poussa la lutte jusqu'à l'anéantissement de l'un des combattants, l'aristocratie, et jusqu'au complet triomphe de l'autre, de la bourgeoisie.

En Angleterre, la continuité des institutions pré-révolutionnaires et post-révolutionnaires et le compromis entre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes trouvèrent leur expression dans la continuité des précédents juridiques et dans le maintien religieux des formes féodales de la loi.

La Révolution française opéra une rupture complète avec les traditions du passé, elle balaya les derniers vestiges du féodalisme et créa, avec le *Code civil*, une magistrale adaptation de l'ancien droit romain aux conditions du capitalisme moderne ; il est l'expression presque parfaite des relations juridiques correspondant au stade de développement économique que Marx appelle la production marchande ; si magistrale, que ce code de la France révolutionnaire sert aujourd'hui encore de modèle pour la réforme du droit de propriété dans tous les pays, sans en excepter l'Angleterre. »

### 3. La prise de la Bastille et la Constitution

A la veille de la révolution française, il y a deux forces principales en présence : la noblesse, qui tente de revenir sur le devant de la scène aux dépens de la monarchie absolue, et la bourgeoisie qui, quant à elle, tente de voir son existence reconnue afin de se développer socialement.

Le problème est que dans les États Généraux, institution royale, si ces deux « états » ont le même nombre de représentants, il y a un troisième « état », le clergé, qui soutenait toujours la noblesse.

La bourgeoisie s'était cependant largement développée tout au long du XVIIIe siècle, avec toute une armada d'intellectuels façonnant ce qu'on appellera le « siècle des Lumières ». La bourgeoisie est une classe consciente d'elle-même et de sa force – il ne manquait plus que son rôle historique.

Lénine exprimera ainsi ce rôle historique, de portée d'ailleurs internationale, que joue la révolution française en tant que contenu bourgeois :

« Prenez la grande Révolution française. Ce n'est pas sans raison qu'on la qualifie de « grande »

Pour la classe qu'elle a servi, la bourgeoisie, elle a fait tant que tout le XIXe, ce siècle qui a donné la civilisation et la culture à toute l'humanité, s'est écoulé sous le signe de la Révolution française.

Dans tous les coins du monde, ce siècle n'a fait que mettre son œuvre, réaliser par parties, parachever ce qu'avaient créé les grands révolutionnaires de la bourgeoisie française dont ils servaient les intérêts sans avoir conscience, sous le couvert, de phrases sur la liberté, l'égalité et la fraternité. »

(Lénine, *Deux discours au 1er Congrès de l'enseignement extrascolaire de Russie*)

La bataille pour la liberté, l'égalité et la fraternité est celle de la bourgeoisie française en tant que classe, qui a besoin de la liberté d'entreprendre, de conquérir le droit à la propriété privée, d'un marché de producteurs capitalistes égaux.

S'affirmant en tant que classe, elle ne peut plus cautionner la division en « états » qui lui est défavorable. C'est la raison de la bataille qui a lieu suite aux États généraux ouverts le 5 mai

1789 : les représentants du « tiers-état », le troisième état après la noblesse et le clergé, refusent de quitter la salle de réunion alors que le roi, Louis XVI, a demandé aux trois sortes de représentants qu'ils se réunissent de manière séparée.

Mirabeau lança alors sa fameuse phrase face au rappel de la dispersion exigée par le roi :

« Allez dire à votre maître que nous sommes là par la volonté du peuple, et que nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes ! »

Cette rébellion, qui a lieu le 23 mai, était dans le droit prolongement du « serment du Jeu de Paume », fait le 20 juin par les représentants jurant fidélité dans la bataille pour l'établissement d'une constitution en France.

Les représentants du tiers-état avaient dû trouver une salle, celle du Jeu de Paume donc, afin de pouvoir se réunir, le roi ayant fait fermer militairement leur salle en raison de la prise de l'expression « assemblée nationale » pour se désigner.

On a là un processus idéologique issu de la fermentation des idées des Lumières, avec l'exigence démocratique de la représentation nationale – la nation étant le cadre du marché où la bourgeoisie est active.

Staline avait ainsi enseigné, dans *Le marxisme et la question nationale*, que :

« La nation est une communauté humaine stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit en une communauté de culture. »

Lorsque le roi avait ouvert les États-Généraux le 5 mai 1789, il n'avait rien proposé, aucun changement n'était en vue. Pourtant, de par les changements sociaux et par la



compréhension de ceux-ci par la bourgeoisie, inévitablement les rapports de force devaient avoir une expression différente.

Cependant, l'absolutisme qui avait permis à la bourgeoisie de gagner son existence, même partielle, au sein de la société française, se retournait en son contraire une fois que la bourgeoisie avait gagné en force.

La bourgeoisie portait en effet en elle la dissolution des rapports féodaux, de tous les rapports féodaux, et le roi ne pouvait plus tolérer aucun développement de la bourgeoisie, à moins de se remettre lui-même en cause.

C'est pourquoi l'Assemblée, le 9 juillet, se proclame « Assemblée nationale constituante ». En tant qu'expression de la bourgeoisie, elle ne pouvait exister que comme expression politique-idéologique et donc, par l'intermédiaire de la revendication politique du pouvoir, c'est-à-dire la Constitution. C'est pourquoi l'Assemblée nationale constituante affirme qu'elle représente non pas des individus, mais la nation ayant trouvé son expression unifiée.

C'est le principe de la souveraineté nationale, c'est-à-dire de la nation, portée par la bourgeoisie. Il ne s'agit pas d'une « idée », mais d'une expression politique de la lutte des classes. Lorsque le roi tente le rapport de forces en envoyant des milliers de soldats dans Paris afin de militariser la situation, il provoque l'effervescence populaire dans une ville marquée par les pénuries alimentaires provoquées par la mauvaise situation économique et les mauvaises récoltes de 1788.

Le matin du 14 juillet 1789, cela tourne à l'émeute, avec une prise d'armes par le peuple à l'arsenal de l'Hôtel des Invalides et l'attaque de la prison de la Bastille. Celle-ci ne contenait que quelques prisonniers (et aucun pour motif politique), mais la tête de son responsable terminera au bout d'une pique, ainsi que celle du prévôt des marchands de Paris (qui jouait le rôle de maire), Jacques de Flesselles.

Le roi recule devant l'offensive, au blanc

royal s'ajoute les couleurs de Paris : le bleu et le rouge, alors que la bourgeoisie s'organise ouvertement avec des comités permanents et la constitution d'une Garde nationale. A cela s'ajoute la prise du pouvoir municipal et la conquête de citadelles (ainsi à Bordeaux, Marseille, Nantes).

Dans les campagnes se produit alors la « Grande peur », mouvement de panique quant à une répression royale ou à des attaques de brigands, culminant dans des coups de force et la destruction des titres seigneuriaux.

La conséquence du mouvement, ouvert par le 14 juillet, est la nuit du 4 août 1789, où l'Assemblée abolit les privilèges et les droits féodaux. Les terres ne sont par contre pas redistribuées, il faut pouvoir les racheter, ce qui est une manière de privilégier les couches supérieures de la bourgeoisie et de ménager les grands propriétaires terriens féodaux.

L'instruction votée par l'Assemblée Constituante le 15 juin 1791 précise bien :

« Ni la nation française, ni ses représentants, n'ont eu la pensée d'enfreindre par là les droits sacrés et inviolables de la propriété. Aussi, en même temps qu'elle a reconnu avec le plus grand éclat qu'un homme n'avait jamais pu devenir propriétaire d'un autre homme et, qu'en conséquence, les droits que l'un s'était arrogé sur la personne de l'autre n'avait jamais pu devenir une propriété pour le premier, l'Assemblée nationale a maintenu, de la manière la plus précise, tous les droits et devoirs utiles auxquels des concessions avaient donné l'être, et elle a seulement permis de les racheter. »

La bourgeoisie assoit alors le nouveau rapport de force le 26 août 1789, avec la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, qui sacralise la propriété privée.

Les journées des 5 et 6 octobre 1789, avec une marche de la faim sur Versailles composée principalement de femmes, aboutissent à faire

de Paris la capitale, anéantissant la tradition versaillaise.

Avec la prise de la Bastille et la naissance d'une monarchie constitutionnelle où la bourgeoisie a les mains libres sur le plan de la propriété, elle peut organiser une grande fête, dite fête de la Fédération, qui a lieu le 14 juillet 1790 au Champ-de-Mars.

Un serment y est fait :

« Nous, députés des détachements des différentes gardes nationales rassemblées sous les murs de Lyon, pénétrés de l'importance de la mission sacrée qui nous a été confiée par nos commettants,

Jurons sur l'autel de la patrie, et en présence de l'Être suprême, de maintenir de tout notre pouvoir la Constitution du royaume, d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi, d'exécuter les décrets de l'Assemblée nationale, sanctionnés ou acceptés par le roi.

Nous jurons d'être inviolablement attachés à ce grand principe de la liberté individuelle, de protéger les propriétés particulières et les propriétés déclarées nationales, d'assurer la perception de tous les impôts ordonnés pour le maintien de la force publique, d'entretenir la libre circulation des subsistances dans toute l'étendue du royaume, de maintenir, partout où nous serons appelés, l'ordre et l'harmonie, sans lesquels les sociétés se détruisent au lieu de se perpétuer. »

Le culte de l'être suprême, c'est-à-dire le déisme de la bourgeoisie, s'explique alors par son incapacité à être matérialiste de bout en bout ; l'esprit de conciliation avec l'aristocratie et l'incapacité à avoir porté le protestantisme l'amènent sur un terrain qui est celui de la franc-maçonnerie, de la construction idéologique semi-religieuse d'un monde propice aux activités bourgeoises. C'est là également qu'on voit que Jean-Jacques Rousseau est le véritable cœur idéologique, en fin de compte, de la révolution française.

La première étape de la révolution française

est ainsi marquée par le succès de la grande bourgeoisie, qui arrache la monarchie constitutionnelle. C'est donc la grande bourgeoisie qui a véritablement les mains libres.

Elle a rendu les choses très claires avec le vote de la loi Le Chapelier le 14 juin 1791, qui interdit toute coalition ouvrière, avec la peine de mort comme menace.

Elle a également modifié le paysage politique français avec la naissance des départements, districts, cantons, dont les responsables doivent faire partie des « citoyens actifs », c'est-à-dire les plus riches, qui déjà s'étaient arrogés le droit d'élire les chefs de la Garde nationale lors de la naissance de celle-ci.

Avec la loi électorale adoptée par la Constituante le 4 décembre 1789, les citoyens actifs rassemblaient 4,3 millions de personnes, sur une population de 24 millions de personnes. Et ce n'est pas tout puisque les élections possédaient un second degré, 50 000 électeurs étant choisi parmi les plus riches des citoyens actifs, pour le vote des députés, des conseillers généraux et de district, des juges.

De la même manière, la Constitution civile du clergé mettait un terme au rôle politique direct de celui-ci ; les membres du clergé devinrent des fonctionnaires salariés par l'État, pour ceux qui acceptèrent, puisqu'une grande vague de refus se développa, les « réfractaires » rejoignant le camp de la contre-révolution.

Et c'est précisément la contre-révolution, la tentative de restauration, qui va provoquer l'effervescence dans le camp de la révolution.

#### 4. Le jacobinisme réalise la république

C'est le camp de la contre-révolution qui précipita les choses et remis en cause le schéma à l'anglaise. La grande bourgeoisie aurait, en effet, préféré le statu quo, ayant conquis une position apparemment inexpugnable et donnant une certaine existence à la monarchie.

Mais cette dernière joua son va-tout, avec l'épisode de la « fuite à Varennes », tentative de fuite du roi les 20 et 21 juin 1791. L'échec de cette tentative qui visait à avoir les coudées franches pour agglomérer la contre-révolution eu comme résultat d'affaiblir les partisans de la monarchie constitutionnelle.

On a alors une pression des secteurs les plus démocratiques, organisés dans des « clubs » : le club des Cordeliers (Marat, Danton) et les Jacobins (Robespierre, Pétion) poussèrent à la déchéance du roi Louis XVI. Ces secteurs furent repoussés une première fois par le club des Feuillants qui prit la direction des institutions et tenta de maintenir la monarchie constitutionnelle.

Mais la pression réactionnaire internationale fut telle que la situation dégénéra en guerre entre la France aux idées révolutionnaires et les puissances représentant la pointe de la réaction : l'Autriche, rejointe un peu plus tard par la Prusse, puis pratiquement toute l'Europe.

Cela amena une mobilisation populaire en défense du pays (la chanson La Marseillaise trouve son origine dans ce moment) dont le symbole sont les mots de Danton, le 2 septembre 1792 : « De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace et la Patrie sera sauvée. »

Et le contenu politique direct de cette nouvelle période fut l'insurrection républicaine du 10 août 1792, avec des exécutions populaires des contre-révolutionnaires (ce que la réaction qualifiera de « massacres de Septembre »).

De fait, ce fut la mobilisation populaire générale, portée par des figures comme Robespierre, Danton, Marat ou Saint-Just, et dont le symbole est la victoire sur l'armée prussienne, le 20 septembre 1792, à Valmy.

Ce fut l'irruption sur la scène de l'histoire des « Sans-culottes », composés d'ouvriers de manufactures, d'apprentis, de misérables, de négociants, de boutiquiers, de petits artisans.

Les « Sans-culottes » formaient un mouvement contradictoire, oscillant entre refus

du capitalisme libéré et exigences populaires démocratiques. C'était un mouvement petit-bourgeois, bataillant pour sa subsistance et s'approchant de revendications égalitaristes refrénant la propriété.

Les Sans-culottes, vivant de leur travail mais en conflit avec les grandes structures capitalistes, avaient comme idéal une société de petits producteurs, ceux-ci disposant de « leur » champ, « leur » atelier, « leur » boutique. Ils considéraient ainsi que les députés avaient des comptes à leur rendre, qu'ils pouvaient leur donner des recommandations, voire les révoquer.

La position historique des « Sans-culottes » était ainsi parfaitement intenable, leur idéal pouvant se réaliser en Amérique du Nord où la colonisation était possible, mais pas en France où le capitalisme avait déjà donné naissance à des structures importantes comparées à la petite production.

Les Sans-culottes vont donc osciller entre soutien à l'élargissement de la démocratie et terreur plébéienne contre les ennemis de la révolution, entre revendications déjà réactionnaires pour l'époque et idéalisation quasi-romantique de la petite production, dans l'esprit déjà « moderne » des petits-commerçants.

Cependant, dans le cadre du jacobinisme, les sans-culottes représentent ainsi les couches les plus pauvres de la bourgeoisie, ainsi que les ouvriers ; en ce sens, leur rôle est positif et va dans le sens d'une application complète des principes révolutionnaires formulés par la bourgeoisie elle-même.

Le jacobinisme, cependant, était porté par la bourgeoisie la plus radicale, mais déjà installée. Il est donc en contradiction avec l'égalitarisme des sans-culottes, qui ne pouvaient au maximum que soutenir cette bourgeoisie la plus radicale, mais aucunement prendre la direction de la révolution, de par sa nature finalement plébéienne.

Les paysans se trouvaient dans la même

situation. Ne formant pas une classe en tant que telle, ils entendaient abolir la féodalité, tout en s'orientant vers la petite propriété par le démembrement, ce qui formait une tendance déjà réactionnaire pour l'époque.

Ce qui n'empêchera pas la situation de se retourner en son contraire par la suite, puisque les gros propriétaires au XIX<sup>e</sup> siècle ne perfectionneront pas leurs techniques de production, préférant morceler les terres pour les louer, exploitant massivement les paysans pauvres et provoquant un retard significatif de l'agriculture française.

De manière significative par ailleurs, la question paysanne n'a réellement été découverte qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par les historiens russes, notamment par l'anarchiste Kropotkine qui expliquait que

« la révolte des paysans dans le but de détruire les droits féodaux et de recouvrer les terres communales, voilà l'essence même, le fondement véritable de la Grande Révolution. »

*(La Grande Révolution de 1789-1793)*

La question paysanne a pourtant été au cœur du processus précipitant la fin de la monarchie, au moment de la « Grande peur ». Les exigences de justice des masses paysannes étaient fortes, puis violentes.

Pierre Victurnien Vergniaud, grande figure de la révolution française à l'éloquence certaine mais peu connue en raison de sa participation au mouvement de la Gironde, avait pris la défense de la révolte du Limousin à la fin de l'année 1789 et au début de l'année 1790 ; il expliquait alors notamment :

« Avec le sentiment confus de leurs forces, se réveilla dans les cœurs celui des grandes oppressions dont ils avoient été les victimes. Ils foulèrent, en frémissant d'indignation, cette glèbe qu'ils avoient si longtemps arrosés de leurs sueurs et de leurs larmes. Leurs regards se portèrent

avec la sombre inquiétude du ressentiment sur ces châteaux superbes où si souvent ils étaient venus s'avilir par de honteux hommages et d'où, plus d'une fois aussi, les caprices de l'orgueil, les attentats d'une cupidité toute puissante, les ordres arbitraires et des vexations de tout genre s'étaient répandus comme des torrents dévastateurs sur des campagnes désolées. »

Les mouvements paysans, lors de la révolution, détruisaient les tours des châteaux, arrachaient aux nobles l'abandon des droits sur les terres, détruisaient les girouettes (réservées alors à la noblesse), brûlaient les bancs réservés aux nobles dans les églises.

Mais détruire la féodalité ne signifiait donc pas la répartition des terres et le mouvement le plus radical de la paysannerie a participé à l'élan jacobin. L'adresse du citoyen Loiseil, notaire en la commune de Rue dans la Somme, affirmait en janvier 1793 :

« La noblesse est abolie, que dis-je ? Il en existe encore une : cette classe riche, qui a vu avec plaisir tous les ci-devant devenir ses égaux, n'a pas admis pour ses égaux les infortunés au-dessous d'elle. [...] Il faut que vous mettiez la classe indigente de la nation hors de la dépendance de la classe riche. »

La Pétition de la commune de Seyne, dans le Gard, explique ainsi :

« La royauté, le clergé et la noblesse sont abolis à jamais, mais il reste les gros propriétaires fonciers à abattre, car c'est dans ce moment même qu'ils appesantissent leur main sur les pauvres habitants des campagnes. »

La Pétition de la commune de Vallérargues, dans le Gard, dit pareillement :

« La royauté, la noblesse et le haut clergé sont anéantis à jamais, mais le gros propriétaire foncier vit, et nous le voyons marcher avec la même audace que le ci-devant noble. »

La Pétition de la commune de Corde, dans les Basses-Pyrénées, analyse la situation de la manière suivante :

« Jusqu'à présent la classe des indigents a été oubliée, les Assemblées constituante et législative n'ont rien fait pour elle, elles ne se sont occupées que du propriétaire. Réparez promptement, sages législateurs, leur injustice. »

Le citoyen Frotier de Versailles note quant à lui en août 1792 :

« Pense à toi, petite classe, tant des villes que des campagnes. Voilà le moment arrivé de ton bonheur ou de ton esclavage. »

Le mouvement paysan visait donc le fermier capitaliste des grands fermages, le fermier général des grands métayages, le riche laboureur, le grand marchand, etc. ; le citoyen Monviaux, procureur de la commune de Blérancourt, dans l'Aisne, déclare ainsi en février 1793 que :

« Le gros propriétaire, ou l'entrepreneur cultivateur est un despote, qui ne faisait aucun scrupule de démonter son voisin, son ami. »

Il y avait bien une dimension progressiste dans la lutte contre l'oppression et les grands capitalistes, mais une inévitable conception réactionnaire de la tâche à accomplir puisque c'est un retour en arrière, un morcellement, qui apparaissait au mouvement paysan comme la seule option possible et souhaitable.

Le citoyen Dedernet de Saint-Etienne (appelée Armeville ou Commune d'Armes pendant la Révolution française, en raison du nom religieux initialement et de la fabrication locale d'armes), propose ainsi comme solution dans son Mémoire en octobre 1794 :

« Il faut donc morceler et vendre à petits lots et affermer à parties brisées les biens ruraux. »

Le jacobinisme alla en partie dans le sens de ces exigences, dans le sens d'une république démocratique.

Le 21 septembre, la Convention nationale proclama l'abolition de la royauté et la fondation de la République, avec une constitution devant être ratifiée au suffrage universel. Finalement, Louis XVI fut guillotiné le 21 janvier 1793 place de la Révolution, pour ses activités contre-révolutionnaires organisées clandestinement et notamment révélées par la découverte de l'armoire de fer, un coffre-fort secret dans ses appartements du palais des Tuileries.

Les journées du 31 mai et du 2 juin 1793 amenèrent l'écrasement des Girondins, partisans timorés de la République et dans l'esprit de la monarchie constitutionnelle, alors que l'insurrection contre-révolutionnaire en Vendée, portée par le catholicisme, est noyée dans le sang (entre 110 et 170 000 morts).

La Constitution de l'an I laissa la place au Comité de Salut Public au printemps 1793 alors qu'il y avait des invasions de la part de l'Autriche et de la Prusse, ainsi que de l'Angleterre au nord et à l'est et de l'Espagne au sud-ouest, ainsi que des Piémontais au sud-est.

La levée en masse permis de faire passer les effectifs militaires à 750 000 hommes à la fin 1794 (contre 270 000 fin 1792 et 550 000 fin 1793). La Terreur se généralise pour écraser les ennemis de la révolution.

La Déclaration des droits précédant la Constitution votée le 24 juin 1793 témoignait de cet approfondissement démocratique : y est expliqué que « le but de la société est le bonheur commun », qu'il y a des droits au travail, à l'assistance et à l'instruction (articles 21 et 22) ainsi que, non seulement le droit de résister à l'oppression (article 33) comme en 1789, mais en plus à l'insurrection (article 35).

Qu'est-ce que donc finalement que le jacobinisme ? Le jacobinisme fut l'expression d'un bloc social rassemblant deux secteurs de la bourgeoisie qui avaient des disparitions démocratiques : la moyenne-bourgeoisie, la petite-bourgeoisie, à quoi s'ajoutent la paysannerie et la plèbe urbaine.

Le jacobinisme consistait idéologiquement en les appels démocratiques les plus larges, avec des élans de mobilisation et, politiquement, en un centralisme complet pour diriger la bataille face à la restauration.

Lénine s'est ainsi toujours exprimé favorablement au contenu du jacobinisme en tant qu'expression politique allant jusqu'au bout de la révolution. Il a exposé de manière approfondie son point de vue en parlant de la situation en Russie dans Le « jacobinisme » peut-il servir à intimider la classe ouvrière ?, publié dans la *Pravda* en 1917 :

« Ou l'offensive, le tournant vers la contre-révolution, le succès (pour longtemps ?) de la cause de la bourgeoisie impérialiste, avec Tchernov et Tsérétéli « se lavant les mains ». Ou le « jacobinisme ».

Les historiens de la bourgeoisie voient dans le jacobinisme une déchéance (« verser dans »). Les historiens du prolétariat voient dans le jacobinisme l'un des points culminants les plus élevés atteints par une classe opprimée dans la lutte pour son émancipation.

Les Jacobins ont donné à la France les meilleurs exemples de révolution démocratique et de riposte à la coalition des monarques contre la république. Il ne pouvait être question pour eux de

remporter une victoire complète, surtout parce que la France du XVIIIe siècle était entourée sur le continent de pays trop arriérés et parce qu'en France même les bases matérielles du socialisme, les banques, les syndicats capitalistes, l'industrie mécanique, les chemins de fer faisaient défaut.

Le « jacobinisme » en Europe ou à la frontière de l'Europe et de l'Asie, au XXe siècle, serait la domination de la classe révolutionnaire, du prolétariat, qui, épaulé par la paysannerie pauvre et mettant à profit les conditions matérielles existantes favorables pour marcher au socialisme, pourrait non seulement apporter tout ce que les Jacobins du XVIIIe siècle apportèrent de grand, d'indestructible, d'inoubliable, mais amener aussi dans le monde entier la victoire durable des travailleurs.

Le propre de la bourgeoisie est d'exécuter le jacobinisme. Le propre de la petite bourgeoisie est de le craindre. Les ouvriers et les travailleurs conscients croient au passage du pouvoir à la classe révolutionnaire, opprimée, car c'est là le fond du jacobinisme, la seule issue à la crise, la seule façon d'en finir avec le marasme et la guerre. »

Pareillement, Lénine a fait le parallèle entre les bolcheviks et les jacobins :

« Les girondins de la social démocratie russe contemporaine, les néo-iskristes, ne fusionnent pas avec les gens de l'*Osvobodjénie*, mais par les mots d'ordre qu'ils se donnent, ils se mettent à leur remorque.

Et les gens de l'*Osvobodjénie*, c'est-à-dire les représentants de la bourgeoisie libérale, veulent en finir avec l'autocratie sans rien brusquer, par la voie des réformes, en faisant des concessions, sans léser l'aristocratie, la noblesse, la cour, précautionneusement et sans rien casser, aimablement et en toute politesse. [...]

Les jacobins de la social démocratie contemporaine [...] veulent élever par leurs mots d'ordre la petite bourgeoisie révolutionnaire et républicaine et tout

particulièrement la paysannerie à la hauteur du démocratisation conséquent du prolétariat, sans que ce dernier y perde rien de son indépendance de classe.

Ils veulent que le peuple, c'est-à-dire le prolétariat et la paysannerie, règle « à la plébéienne » son compte à la monarchie et à l'aristocratie, en exterminant sans merci les ennemis de la liberté, en réprimant par la force leur résistance, sans faire aucune concession à un passé maudit de servage, d'asiatisme, d'outrage à l'humanité.

Ce n'est évidemment pas que nous voulions à toute force copier les jacobins de 1793, et faire nôtres leurs idées, leur programme, leurs mots d'ordre, leurs méthodes d'action. Pas du tout. [...]

Par cette comparaison, nous voulons simplement expliquer que les représentants de la classe avancée du XXe siècle, ceux du prolétariat, c'est-à-dire les social démocrates, se divisent en deux ailes (opportuniste et révolutionnaire), tout comme les représentants de la classe avancée du XVIIIe siècle, ceux de la bourgeoisie, se divisaient en girondins et jacobins. »

(Lénine, *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*, 1905)

Le jacobinisme, au-delà de ses contradictions, représentait la pointe de la révolution française, sa fraction la plus démocratique.

## 5. Thermidor et phase napoléonienne

Le jacobinisme consistait en une alliance de la fraction de la bourgeoisie la plus décidée avec les secteurs les plus pauvres des villes. Cependant, la nature de ces masses pauvres des villes firent que les contradictions devinrent antagoniques de par la remise en cause des droits généraux de la bourgeoisie qu'impliquaient des mesures sociales.

A cela s'ajoutait la spirale de violence qui empêchait au nouveau régime de prendre de bonnes assises. L'historien soviétique Evgeni

Plimak, dans *Le processus révolutionnaire et la conscience révolutionnaire* (1983), a sans doute raison de voir dans le caractère éparpillé du terrorisme, dans ses excès,

« le primitivisme, la médiocrité du type même de mentalité des révolutionnaires petits-bourgeois qui voyaient dans l'ennemi de leur idéal avant tout un homme dépravé, une mentalité qui réduisait les grands problèmes et contradictions de la Révolution à des menées de contre-révolutionnaires et dissimulait le sens des véritables processus sous des formes illusives et simplistes. »

La bourgeoisie jacobine n'eut donc plus le choix : pour s'installer, elle devait faire cesser les revendications populaires, ce qu'elle put car les bases populaires étaient trop arriérées historiquement, se fondant sur la petite-bourgeoisie et la plèbe urbaine et non sur la classe ouvrière et les masses populaires.

La « terreur » procéda ainsi à la liquidation des « enragés », dont le principal représentant était Gracchus Babeuf, dernier représentant du socialisme dans ses formes possibles pré-ouvrières. L'objectif de la République des égaux, aussi utopique qu'il ait été, est la dernière étape révolutionnaire avant l'avènement du socialisme scientifique de Karl Marx et Friedrich Engels.

Si les « enragés » se développèrent en opposition à la direction jacobine, tel n'est pas le cas des « exagérés », avec notamment Jacques-René Hébert, qui entendaient radicaliser la terreur et le mouvement de déchristianisation. Les « exagérés » faisaient, en effet, directement partie du jacobinisme, du courant dit de « la Montagne » qui avait triomphé des « Girondins ». Ils furent cependant également éliminés.

Les « Indulgents », qui prônaient un ralentissement de la terreur, avec notamment Camille Desmoulins et Danton, furent également liquidés.

Ce faisant, le Comité de Salut Public perdit

sa base populaire, et un coup d'état renversa Robespierre, au mois de thermidor de l'an II, c'est-à-dire juillet 1794. C'est la fameuse période appelée « thermidor » qui voit le retour des éléments timorés, éléments qui reprennent les commandes de l'État en raison de l'instabilité du pouvoir jacobin.

Ces éléments bourgeois doivent néanmoins faire face à une brutale reprise de la contre-révolution royaliste, avec une multitude d'assassinats, principalement dans la vallée du Rhône et le Midi de la France.

La contre-révolution tenta alors le coup de force, avec un débarquement des émigrés à Quiberon à la mi-1795 et une insurrection à Paris le 5 octobre 1795, dont les échecs scellèrent le sort de la contre-révolution royaliste. Napoléon Bonaparte joue un rôle central à Paris et, pour cette raison, est promu général de division puis commandant de l'armée de l'Intérieur.

Alors que le nouveau régime se centralise avec un « Directoire » de cinq directeurs s'appuyant sur des élections censitaires (réservées à ceux payant un certain niveau d'impôt), Napoléon Bonaparte va alors se révéler un général éclatant, allant de triomphe en triomphe dans les affrontements militaires avec les puissances européennes en guerre avec la France depuis 1792.

Alors que le régime est toujours instable, il réalise un coup d'État le 18 brumaire de l'An VIII, c'est-à-dire le 9 novembre 1799. L'histoire est connue : il va devenir consul, puis empereur.

Est révélatrice la discussion qui a eu lieu en 1801 entre Napoléon Bonaparte et Louis Stanislas de Girardin, qui avait eu comme précepteur Jean-Jacques Rousseau :

« Bonaparte. — Il eût mieux valu [...] que cet homme [Jean-Jacques Rousseau] n'eût pas existé ; il a causé la Révolution.

Girardin. — Il me semble, citoyen consul, que vous n'avez guère à vous

plaindre de la Révolution.

Bonaparte. — L'avenir dira s'il n'eût pas mieux valu pour le repos de la terre que ni Rousseau ni moi n'eussions existé.  
»

Rousseau a en effet fourni les armes principales à la Révolution française, en posant les principes de la République, principalement dans *Le contrat social*. Napoléon est conscient que son existence est conditionnée à l'incapacité de la bourgeoisie à gérer son nouvel État, qu'il est le produit d'une situation très particulière.

C'est pourquoi lors de son coup d'État, il avait pu déclarer :

« Citoyens, la révolution est fixée aux principes qui l'ont commencé, elle est finie. »

Le bonapartisme, c'est l'un de ses aspects, est une expression contre-révolutionnaire, il est un coup mortel au jacobinisme, et non pas sa « réalisation ». Lénine explique clairement cela :

« L'histoire de la France nous montre que la contre-révolution bonapartiste naquit à la fin du XVIIIe siècle (et pour la seconde fois en 1848-1852) sur le terrain de la bourgeoisie contre-révolutionnaire et fraya à son tour la voie à la restauration de la monarchie légitime.

Le bonapartisme est une forme de gouvernement qui naît de l'esprit contre-révolutionnaire de la bourgeoisie, dans une ambiance de réformes démocratiques et de révolution démocratique. »

(Lénine, *Les arbres les empêchent de voir la forêt*, 1917)

La bourgeoisie, ayant liquidé la mobilisation populaire contre le féodalisme, peut construire sa propre société, en puisant dans l'idéologie romaine la justification de sa démarche politique.



Karl Marx, dans *Le 18 brumaire de L. Bonaparte*, explique cela ainsi :

« L'examen de ces conjurations des morts de l'histoire révèle immédiatement une différence éclatante. Camille Desmoulins, Danton, Robespierre, Saint-Just, Napoléon, les héros, de même que les partis et la masse de la première Révolution française, accomplirent dans le costume romain et en se servant d'une phraséologie romaine la tâche de leur époque, à savoir l'éclosion et l'instauration de la société bourgeoise moderne.

Si les premiers brisèrent e morceaux les institutions féodales et coupèrent les têtes féodales, qui avaient poussé sur ces institutions, Napoléon, lui, créa, à l'intérieur de la France, les conditions grâce auxquelles on pouvait désormais développer la libre concurrence, exploiter la propriété parcellaire du sol et utiliser les forces productives industrielles libérées de la nation, tandis qu'à l'extérieur, il balaya partout les institutions féodales dans la mesure où cela était nécessaire à la société bourgeoise en France pour créer l'entourage dont elle avait besoin sur le continent européen.

L'explication matérialiste tient au poids culturel historique, qui permet de s'inspirer pour les actions politiques. Karl Marx affirme ainsi :

« Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants.

Et même quand ils semblent occupés à se transformer, eux et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, c'est précisément à ces époques de crise révolutionnaire qu'ils évoquent craintivement les esprits du passé, qu'ils empruntent leurs noms, leurs mots d'ordre, leurs costumes, pour apparaître

sur la nouvelle scène de l'histoire sous ce déguisement respectable et avec ce langage emprunté.

C'est ainsi que Luther pris le masque de l'apôtre Paul, que la Révolution de 1789 à 1814 se drapa successivement dans le costume de la République romaine, puis dans celui de l'Empire romain, et que la révolution de 1848 ne sut rien faire de mieux que de parodier tantôt 1789, tantôt la tradition révolutionnaire de 1793 à 1795. »

Quel est alors le rôle de Napoléon ? D'assainir la société afin de permettre à la bourgeoisie de donner de solides assises au régime bourgeois, à la société bourgeoise. Napoléon Bonaparte va former des républiques sœurs aux frontières de la France, bouleverser la nature sociale des pays envahis, rétablir l'ordre en France et procéder à des modernisations essentielles (code pénal, baccalauréat, etc.).

Karl Marx et Friedrich Engels, dans *La Sainte Famille*, nous enseigne que :

« C'est après la chute de Robespierre que les esprits politiques éclairés, qui avaient voulu sauter les étapes, qui avaient péché par excès d'enthousiasme, commencent seulement à se réaliser prosaïquement.

C'est sous le gouvernement du Directoire que la société bourgeoise – société que la Révolution avait elle-même libérée des entraves féodales et reconnue officiellement, bien que la Terreur eût voulu la sacrifier.

C'est sous le gouvernement du Directoire que la société bourgeoise – société que la Révolution avait elle-même libérée des entraves féodales et reconnue officiellement, bien que la Terreur eût voulu la sacrifier à une conception antique de la vie politique – manifeste une vitalité prodigieuse.

Course impétueuse aux entreprises commerciales, rage de s'enrichir, vertige de la nouvelle vie bourgeoise dont on commence à jouir hardiment dans une atmosphère de frivolité, de légèreté

enivrantes ; progrès réel de la propriété foncière française, dont la structure féodale avait été brisée par le marteau de la Révolution, qui, dans la première fièvre de la possession, est largement imprégnée de civilisation – sous toutes ses formes – par les nombreux propriétaires nouveaux ; premiers mouvements de l'industrie devenue libre : voilà quelques-uns des signes de vitalité que donne cette société bourgeoise qui vient de naître. La société bourgeoise est positivement représentée par la bourgeoisie.

La bourgeoisie inaugure donc son gouvernement. Les droits de l'homme cessent d'exister purement en théorie.

Ce qui, le 18 brumaire, devint la proie de Napoléon, ce ne fut pas, comme le croit béatement la Critique sur la foi d'un certain M. von Rotteck et Welker, le mouvement révolutionnaire en général ; ce fut la bourgeoisie libérale. On n'a, pour s'en convaincre, qu'à lire les discours des législateurs d'alors. On se croirait transplanté de la Convention nationale dans une Chambre des députés d'aujourd'hui.

Napoléon, ce fut la dernière bataille de la Terreur révolutionnaire contre la société bourgeoise, également proclamée par la Révolution, et contre sa politique.

Certes, Napoléon comprenait déjà l'essence de l'État moderne ; il se rendait compte qu'il est fondé sur le développement sans entraves de la société bourgeoise, sur le libre jeu des intérêts particuliers, etc. Il se résolut à reconnaître ce fondement et à le défendre. Il n'avait rien d'un mystique de la Terreur.

Mais en même temps, Napoléon considérait encore l'État comme sa propre fin, et la société bourgeoise uniquement comme bailleur de fonds, comme un subordonné auquel toute volonté propre était interdite. Il accomplit la Terreur en remplaçant la révolution permanente par la guerre permanente.

Il satisfît, jusqu'à saturation, l'égoïsme du nationalisme français, mais il exigea, d'autre part, que la bourgeoisie sacrifiât ses affaires, ses plaisirs, sa richesse, etc., toutes les fois que l'exigeaient les buts politiques, les conquêtes qu'il voulait réaliser.

S'il opprimait despotiquement le libéralisme de la société bourgeoise – dans ses formes pratiques quotidiennes – il ne ménageait pas davantage les intérêts matériels essentiels de cette société, le commerce et l'industrie, chaque fois qu'ils entraient en conflit avec ses intérêts politiques à lui. Le mépris qu'il vouait aux hommes d'affaires industriels venait compléter son mépris des idéologues.

À l'intérieur aussi, en se battant contre la société bourgeoise, il combattait l'adversaire de l'État qui, dans sa personne, conservait la valeur d'une fin en soi absolue. C'est ainsi qu'il déclara, au Conseil d'État, qu'il ne tolérerait pas que les propriétaires de grands domaines puissent, suivant leur bon plaisir, les cultiver ou les laisser en friche. C'est ainsi encore qu'il projeta, en instituant le monopole du roulage, de soumettre le commerce à l'État. Ce sont les négociants français qui préparèrent l'événement qui porta le premier coup à la puissance de Napoléon. Ce sont les agioteurs parisiens qui, en provoquant une disette artificielle, obligèrent l'empereur à retarder de près de deux mois le déclenchement de la campagne de Russie et à la repousser en conséquence à une date trop reculée.

En la personne de Napoléon, la bourgeoisie libérale trouvait encore une fois dressée contre elle la Terreur révolutionnaire, sous les traits des Bourbons, de la Restauration, elle trouva encore une fois en face d'elle la contre-révolution.

C'est en 1830 qu'elle finit par réaliser ses désirs de 1789, avec une différence cependant : sa formation politique étant achevée, la bourgeoisie libérale ne croyait plus, avec l'État représentatif constitutionnel, atteindre l'État idéal, elle n'aspirait plus au salut du monde ni à des fins humaines universelles : elle avait au contraire reconnu dans ce régime l'expression officielle de sa puissance exclusive et la consécration politique de ses intérêts particuliers.

L'histoire de la Révolution française, commencée en 1789, n'est pas encore terminée en cette année 1830, où la victoire a été remportée par l'un de ses facteurs, qui possède désormais la

conscience de sa signification sociale. »

La défaite de Napoléon va, en effet, provoquer le retour de la monarchie en tant que telle. Engels, dans La politique extérieure du tsarisme russe (1890), résumait cela en disant que

« La victoire sur Napoléon fut la victoire des monarchies européennes sur la Révolution française, l'empire napoléonien étant la dernière phase de celle-ci. »

Néanmoins, la société française aura déjà été modifiée de fond en comble. La bourgeoisie peut s'élancer, et va vite récupérer ce qui lui revient : l'État lui-même. Pour cela, il faudra trois moments essentiels, trois révolutions, écrasant toujours davantage l'aristocratie : 1830, 1848 et 1871.

Comme l'a formulé Lénine,

« en France, la révolution bourgeoise démocratique n'a été achevée qu'en 1871 (alors qu'elle avait commencé en 1789) »  
(Notes d'un publiciste, 1910)

## 6. La période de restauration

La restauration de la monarchie se déroule dans un contexte particulier. Napoléon est mis en échec et la restauration se met en place à la mi-1814. Mais, en mars 1815, Napoléon tente un retour qui est un succès, jusqu'à la défaite de Waterloo en juin 1815. La restauration royale se remet alors en place.

Ainsi, dès le départ, il y a le conflit entre deux systèmes idéologiques. La révolution française avait pris, comme Karl Marx l'a expliqué, inspiration dans la Rome républicaine antique. Le caractère de classe de Napoléon Bonaparte est parfaitement visible quand on voit qu'il a prolongé cette idéologie qui a été appelé « néo-

classique ». Napoléon, « consul » devenant « empereur », est en fait surtout un César à la romaine pour son inspiration.

L'importance de cette idéologie tient à la formation nationale. Napoléon a été le jouet des tâches historiques bourgeoises d'unification du pays. Karl Marx affirme ainsi :

« La première Révolution française, qui se donna pour tâche de briser tous les pouvoirs indépendants, locaux, territoriaux, municipaux et provinciaux, pour créer l'unité civique de la nation, devait nécessairement développer l'œuvre commencée par la monarchie absolue : la centralisation, mais, en même temps aussi, l'étendue, les attributs et l'appareil du pouvoir gouvernemental.

Napoléon acheva de perfectionner ce mécanisme d'État. La monarchie légitime et la monarchie de Juillet ne firent qu'y ajouter une plus grande division du travail, croissant au fur et à mesure que la division du travail, à l'intérieur de la société bourgeoise, créait de nouveaux groupes d'intérêts, et, par conséquent, un nouveau matériel pour l'administration d'État. »

(Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte)

Le néo-classicisme était ainsi l'idéologie de la révolution française, qui se voyait donner naissance à une nouvelle Rome républicaine. Les bâtiments néo-classiques ont des colonnes et des frontons, pour « recréer » l'atmosphère historique d'une époque idéalisée et utilisée pour les temps présents. Napoléon ne fait pas autre chose avec son arc de triomphe sur la place de l'Étoile à Paris.

Un grand représentant de cette idéologie est l'architecte Étienne-Louis Boullée (1728-1799), qui a été notamment théoricien et professeur à l'École Nationale des Ponts et Chaussées. Il se situe dans la tradition classique mais y ajoute une épuration complète et une pure fascination pour la géométrie, ainsi que les dimensions spatiales les plus grandes qui soient, le tout pour célébrer les valeurs des Lumières.

Étienne-Louis Boullée a produit une architecture religieuse dans le sens rousseauiste, expression des besoins de la bourgeoisie et de sa prétention à être le seul classicisme final. C'est également le sens du projet de cénotaphe (un bâtiment honorifique) pour Isaac Newton, consistant en une sphère de 150 mètres de diamètre.

Lors de la Restauration, l'aristocratie n'avait donc plus les moyens de revenir à l'esprit de la monarchie absolue à son apogée, avec Louis XIV. Elle n'en avait, de toutes manières, plus l'aspect progressiste et, qui plus est, son ennemi, l'idéologie des Lumières, puisait déjà dans l'humanisme.

Il lui fallait par conséquent mettre en avant un idéal d'avant l'humanisme, et cela sera le moyen-âge, célébré par le romantisme. Le véritable romantisme originel était une idéalisation bourgeoise allemande du moyen-âge, afin de contrer le formalisme académique du classicisme de Louis XIV et ses références gréco-romaines étrangères en très grande partie à l'histoire des tribus germaniques.

L'invasion napoléonienne a fait s'unir bourgeoisie et aristocratie allemandes. Le romantisme a été utilisé comme démarche idéologique par l'aristocratie allemande unifiant le pays par en haut. L'aristocratie française reprend directement le style, avec une cohorte d'intellectuels à son service : Chateaubriand et Hugo en étant les plus célèbres sur le plan de la littérature.

Mais l'aristocratie ne se contente pas de littérature. Le romantisme, dans sa variante réactionnaire, s'exprime également sur le plan intellectuel. Joseph de Maistre en est le plus illustre, le plus fanatique dans la mise en avant du corps social comme devant rejeter la démocratie et ses exigences individuelles, au profit de la théocratie pure et simple. A ses côtés, on trouve Louis de Bonald, qui pareillement prône le traditionalisme le plus complet.

La religion catholique est au cœur de l'identité

« nationale » fictive inventée pour les besoins de la restauration. L'Église d'ailleurs lance des grandes campagnes de reconquête des masses (prêches, consécration à la Vierge, procession dans les cimetières...), montre un soutien ouvert aux superstitions les plus « populaires » et entreprend une relance, grâce au soutien de l'État, de la formation du personnel religieux.

Joseph de Maistre, Louis de Bonald et François-René de Chateaubriand forment le triptyque principal de la conception réactionnaire faisant du moyen-âge le modèle social indépassable. Ce point de vue est également à la base du point de vue « régionaliste », car s'opposant au jacobinisme et à la révolution en tant que processus unificateur. L'idéal réactionnaire, finalement, revient au stade social avant même la monarchie absolue.

De fait, le moyen-âge idéalisé comme monarchie sociale fait partie du plan de la réaction monarchiste internationale qui réinstalle la royauté en France suite à la défaite finale de Napoléon à Waterloo en 1815. Les rois Louis XVIII et Charles X, frères de Louis XVI, tentent de relancer la royauté sur la base la plus dure qui soit. Charles X expliquait ainsi

« J'aimerais mieux scier du bois que d'être roi aux conditions du roi d'Angleterre. »

Le régime est par conséquent porté par l'aristocratie traditionnelle, propriétaire de terres, mais également de la bourgeoisie la plus conservatrice, propriétaire terrienne, s'étant développé à l'ombre de la monarchie absolue et sans chercher à s'imposer elle-même.

Cela se lit parfaitement dans le personnel de la chambre des députés : à 40 % il s'agit de propriétaires terriens membres de l'aristocratie, le reste étant composé de propriétaires terriens bourgeois, ainsi que de hauts fonctionnaires.

Les élections sont, en effet, parfaitement encadrées. Le droit de vote est lié au fait de

payer des impôts : il faut payer au moins 300 francs. Quant à être candidat, il faut payer au moins 1000 francs. Et dans tout cela n'est également pas prise en compte la patente que payent les industriels et les commerçants.

Le personnel politique est composé de 16 000 nobles et, en 1824, il y a 19 opposants libéraux sur 430 membres. La loi dite « Loi du milliard » promulguée le 28 avril 1825 indemnise également en partie 50 000 anciens propriétaires de biens devenus nationaux par des rentes qui représentent au total 630 millions de francs de l'époque.

Cependant, les conditions politiques du retour de l'aristocratie étaient dues à la défaite de Napoléon seulement, et l'effondrement fut rapide. Et la réorganisation des forces bourgeoises libérales fut rapidement effective.

Rien qu'en 1827, les libéraux obtiennent déjà 250 sièges contre 200 pour les ultras.

En 1828, la majorité parlementaire réactionnaire fut renversée et rejeta le ministère Polignac nouvellement formé. Polignac était un ultra-royaliste, qui avait fait partie sous Napoléon de la société secrète des Chevaliers de la Foi, comme d'ailleurs Chateaubriand ou encore Villèle, justement premier ministre de 1821 à 1828.

Le roi Charles X proposa la dissolution, mais la nouvelle assemblée fut également libérale. Le roi organisa un coup d'état avec les Ordonnances du 26 juillet, réorganisant en sa faveur le droit de vote et suspendant la liberté de la presse.

La réaction libérale fut immédiate et le régime s'effondra lors de la révolution de juillet 1830, les 27, 28 et 29 juillet qui furent appelées les Trois Glorieuses. Un nouveau roi arrive, Louis-Philippe, et Karl Marx constatera alors :

« Sous Louis-Philippe, la bourgeoisie commerçante exclut la bourgeoisie foncière. »

(*Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*)

## 7. Monarchie de juillet et naissance de l'anticapitalisme plébéien antisémite

Avec Louis-Philippe, qui devient roi par l'intermédiaire de la garde nationale française, c'est une certaine fraction de la bourgeoisie qui a pris le pouvoir. Lors de sa prise de fonction, le roi ne dispose ni de la Bible, ni d'un crucifix et l'archevêque de Paris, lié à Charles X, dut s'enfuir.

Des églises sont également pillées suite à des commémorations légitimistes et, si le pape Grégoire XVI donne à Louis-Philippe le titre de « Roi Très Chrétien », c'est parce qu'il a érigé l'évêché d'Alger, dans le cadre d'un colonialisme naissant au service de la bourgeoisie.

De fait, le catholicisme libéral, c'est-à-dire l'absolutisme masqué en pseudo parlementarisme, cède la place à l'idéologie libéral-catholique, dont les principales figures sont Félicité Robert de Lamennais (1782-1854) et Henri Lacordaire (1802-1861), sans oublier Frédéric Ozanam (1813-1853).

C'est l'idéologie de la démocratie chrétienne qui naît, et dont Victor Hugo est en fait le véritable poète, tout comme Chateaubriand était la principale figure littéraire de la réaction absolutiste. La démocratie chrétienne modernise la religion, l'intégrant dans les institutions, notamment universitaires, prônant une variante qui puisse s'adapter aux exigences scientifiques.

Le catholicisme change son fusil d'épaule : de soutien à la classe aristocrate, il se fait le serviteur de la bourgeoisie. C'est un grand changement idéologique propre à l'époque.

Ce n'est pas le seul. La bourgeoisie commerçante qui remplace la bourgeoisie financière à la tête de l'État n'est elle-même, bien sûr, pas exempte de contradiction, puisque la fraction aristocrate financière va de plus en plus prendre le dessus.

Karl Marx décrit très précisément, dans *Les luttes de classes en France* (1850), le processus

aboutissant à la révolution de 1848 et, par conséquent, la nature de la monarchie qui naît en juillet 1830.

Il n'a pas vu, cependant, la naissance d'une idéologie anti-capitaliste de type plébéienne, comme on le voit aisément à la fin de son explication.

« Après la révolution de Juillet, lorsque le banquier libéral Laffitte conduisit en triomphe son compère le duc d'Orléans à l'Hôtel de ville, il laissa échapper ces mots : « Maintenant, le règne des banquiers va commencer ». Laffitte venait de trahir le secret de la révolution.

Ce n'est pas la bourgeoisie française qui régnait sous Louis-Philippe, mais une fraction de celle-ci : banquiers, rois de la Bourse, rois des chemins de fer, propriétaires de mines de charbon et de fer, propriétaires de forêts et la partie de la propriété foncière ralliée à eux, ce que l'on appelle l'aristocratie financière. Installée sur le trône, elle dictait les lois aux Chambres, distribuait les charges publiques, depuis les ministères jusqu'aux bureaux de tabac.

La bourgeoisie industrielle proprement dite formait une partie de l'opposition officielle, c'est-à-dire qu'elle n'était représentée que comme minorité dans les Chambres.

Son opposition se fit de plus en plus résolue au fur et à mesure que le développement de l'hégémonie de l'aristocratie financière devenait plus net et, après les émeutes de 1832, 1834 et 1839 noyées dans le sang, elle crut elle-même sa domination plus assurée sur la classe ouvrière.

Grandin, fabricant de Rouen, l'organe le plus fanatique de la réaction bourgeoise, tant dans l'Assemblée nationale constituante que dans la Législative, était, à la Chambre des députés, l'adversaire le plus violent de Guizot, Léon Faucher, connu plus tard pour ses vains efforts à se hausser au rôle de Guizot de la contre-révolution française, guerroya dans les derniers temps de Louis-Philippe à coups de plume en faveur de l'industrie contre la spéculation et son caudataire, le

gouvernement. Bastiat, au nom de Bordeaux, et de toute la France vinicole, faisait de l'agitation contre le système régnant.

La petite bourgeoisie dans toutes ses stratifications, ainsi que la classe paysanne, étaient complètement exclues du pouvoir politique. Enfin, se trouvaient dans l'opposition officielle, ou complètement en dehors du pays légal, les représentants idéologiques et les porte-parole des classes que nous venons de citer, leurs savants, leurs avocats, leurs médecins, etc., en un mot ce que l'on appelait les capacités.

La pénurie financière mit, dès le début, la monarchie de Juillet sous la dépendance de la haute bourgeoisie et cette dépendance devint la source inépuisable d'une gêne financière croissante. Impossible de subordonner la gestion de l'État à l'intérêt de la production nationale sans établir l'équilibre du budget, c'est-à-dire l'équilibre entre les dépenses et les recettes de l'État.

Et comment établir cet équilibre sans réduire le train de l'État, c'est-à-dire sans léser des intérêts qui étaient autant de soutiens du système dominant, et sans réorganiser l'assiette des impôts, c'est-à-dire sans rejeter une notable partie du fardeau fiscal sur les épaules de la grande bourgeoisie elle-même ?

L'endettement de l'État était, bien au contraire, d'un intérêt direct pour la fraction de la bourgeoisie qui gouvernait et légiférait au moyen des Chambres. C'était précisément le déficit de l'État, qui était l'objet même de ses spéculations et le poste principal de son enrichissement.

A la fin de chaque année, nouveau déficit. Au bout de quatre ou cinq ans, nouvel emprunt. Or, chaque nouvel emprunt fournissait à l'aristocratie une nouvelle occasion de rançonner l'État, qui, maintenu artificiellement au bord de la banqueroute, était obligé de traiter avec les banquiers dans les conditions les plus défavorables.

Chaque nouvel emprunt était une nouvelle occasion, de dévaliser le public qui place ses capitaux en rentes sur l'État, au moyen d'opérations de Bourse, au secret desquelles gouvernement et majorité

de la Chambre étaient initiés. En général, l'instabilité du crédit public et la connaissance des secrets d'État permettaient aux banquiers, ainsi qu'à leurs affiliés dans les Chambres et sur le trône, de provoquer dans le cours des valeurs publiques des fluctuations insolites et brusques dont le résultat constant ne pouvait être que la ruine d'une masse de petits capitalistes et l'enrichissement fabuleusement rapide des grands spéculateurs.

Le déficit budgétaire étant l'intérêt direct de la fraction de la bourgeoisie au pouvoir, on s'explique le fait que le budget extraordinaire, dans les dernières années du gouvernement de Louis-Philippe, ait dépassé de beaucoup le double de son montant sous Napoléon, atteignant même près de 400 millions de francs par an, alors que la moyenne de l'exportation globale annuelle de la France s'est rarement élevée à 750 millions de francs.

En outre, les sommes énormes passant ainsi entre les mains de l'État laissaient place à des contrats de livraison frauduleux, à des corruptions, à des malversations et à des escroqueries de toute espèce. Le pillage de l'État en grand, tel qu'il se pratiquait au moyen des emprunts, se renouvelait en détail dans les travaux publics. Les relations entre la Chambre et le gouvernement se trouvaient multipliées sous forme de relations entre les différentes administrations et les différents entrepreneurs.

De même que les dépenses publiques en général et les emprunts publics, la classe dominante exploitait aussi les constructions de lignes de chemin de fer. Les Chambres en rejetaient sur l'État les principales charges et assuraient à l'aristocratie financière spéculatrice la manne dorée.

On se souvient des scandales qui éclatèrent à la Chambre des députés lorsqu'on découvrit, par hasard, que tous les membres de la majorité, y compris une partie des ministres, étaient actionnaires des entreprises mêmes de voies ferrées, à qui ils confiaient ensuite, à titre de législateurs, l'exécution de lignes de chemins de fer pour le compte de l'État.

Par contre, la moindre réforme

financière échouait devant l'influence des banquiers, telle, par exemple, la réforme postale. Rothschild protesta, l'État avait-il le droit d'amoindrir des sources de revenu qui lui servaient à payer les intérêts de sa dette sans cesse croissante ?

La monarchie de Juillet n'était qu'une société par actions fondée pour l'exploitation de la richesse nationale française dont les dividendes étaient partagés entre les ministres, les Chambres, 240 000 électeurs et leur séquelle. Louis-Philippe était le directeur de cette société : Robert Macaire sur le trône.

Le commerce, l'industrie, l'agriculture, la navigation, les intérêts de la bourgeoisie industrielle ne pouvaient être que menacés et lésés sans cesse par ce système. Aussi, celle-ci avait-elle inscrit sur son drapeau, pendant les journées de Juillet : Gouvernement à bon marché.

Pendant que l'aristocratie financière dictait les lois, dirigeait la gestion de l'État, disposait de tous les pouvoirs publics constitués, dominait l'opinion publique par la force des faits et par la presse, dans toutes les sphères, depuis la cour jusqu'au café borgne, se reproduisait la même prostitution, la même tromperie éhontée, la même soif de s'enrichir, non point par la production, mais par l'escamotage de la richesse d'autrui déjà existante.

C'est notamment aux sommets de la société bourgeoise que l'assouvissement des convoitises les plus malsaines et les plus déréglées se déchaînait, et entraînait à chaque instant en conflit avec les lois bourgeoises elles-mêmes, car c'est là où la jouissance devient crapuleuse, là où l'or, la boue et le sang s'entremêlent que tout naturellement la richesse provenant du jeu cherche sa satisfaction.

L'aristocratie financière, dans son mode de gain comme dans ses jouissances, n'est pas autre chose que la résurrection du lumpenprolétariat dans les sommets de la société bourgeoise.

Quant aux fractions de la bourgeoisie française qui n'étaient pas au pouvoir, elles criaient « A la corruption ! », le peuple criait : « A bas les grands voleurs ! A bas les assassins ! » quand, en 1847, dans les théâtres les plus illustres de la

société bourgeoise, on représentait publiquement les scènes mêmes qui conduisent, d'ordinaire, le lumpenprolétariat dans les bordels, dans les hospices et dans les maisons de fous, devant les juges, dans les bagnes et à l'échafaud.

La bourgeoisie industrielle voyait ses intérêts menacés, la petite bourgeoisie était moralement indignée, l'imagination populaire s'insurgeait, Paris était inondé de pamphlets : « La dynastie Rothschild » « Les Juifs, rois de l'époque », etc., où l'on dénonçait, flétrissait avec plus ou moins d'esprit, la domination de l'aristocratie financière. »

Karl Marx a compris que la révolution de 1848, qui met un terme à la phase de domination de l'aristocratie financière, était progressiste et donnait libre cours à l'aspect populaire de la révolution, qui justement fera grand peur par la suite à la bourgeoisie, au point qu'elle écrasera cette dimension dans le sang.

Cependant, Karl Marx n'a pas saisi que l'échec de la protestation populaire allait donner libre cours aux fractions de la petite-bourgeoisie qui refuseront de passer sous la coupe de la classe ouvrière se renforçant parallèlement au capitalisme.

Karl Marx a constaté et a participé, de manière magistrale, à la fondation du mouvement ouvrier. Il n'a pas vu un aspect secondaire né au milieu des révoltes populaires propres au Paris du XIXe siècle : la naissance d'un « anticapitalisme » de type plébéien, représentant les intérêts de la petite bourgeoisie face au grand capital, et ne pouvant critiquer les capitalistes en général, utilisa l'antisémitisme afin de se construire en pseudo « socialisme ».

Si en 1848, cela n'était pas visible encore pour Karl Marx, d'autant plus que la bourgeoisie a encore un rôle historique à jouer, dans la France de la fin du XIXe siècle, cela va jouer de manière capitale dans la culture des masses, et se révéler un obstacle

particulièrement puissant dans l'acquisition du marxisme.

## 8. 1848 et la 2de république, la fin de la bourgeoisie progressiste

En 1848, les fractions de la bourgeoisie non dominantes et les forces populaires unissent leurs forces, mettant à bas la « monarchie » qui était le masque de la haute bourgeoisie financière. C'est la relance du processus commencé en 1789, et Karl Marx constatera :

« La période de 1848 à 1851 ne fit qu'évoquer le spectre de la grande Révolution française »

(Le 18 brumaire de Louis Bonaparte)

La révolution dure trois jours, du 22 au 25 février 1848, pendant lesquels est proclamée la seconde république, mais elle ouvrait toute une brèche populaire.

Karl Marx expliqua :

« Le 25 février, vers midi, la République n'était pas encore proclamée, mais, par contre, tous les ministères étaient déjà répartis entre les éléments bourgeois du Gouvernement provisoire et entre les généraux, banquiers et avocats du National.

Mais, cette fois, les ouvriers étaient résolus à ne plus tolérer un escamotage semblable à celui de juillet 1830.

Ils étaient prêts à engager à nouveau le combat et à imposer la République par la force des armes. C'est avec cette mission que Raspail se rendit à l'Hôtel de ville. Au nom du prolétariat parisien, il ordonna au Gouvernement provisoire de proclamer la République, déclarant que si cet ordre du peuple n'était pas exécuté dans les deux heures, il reviendrait à la tête de 200 000 hommes.

Les cadavres des combattants étaient



encore à peine refroidis, les barricades n'étaient pas enlevées, les ouvriers n'étaient pas désarmés et la seule force qu'on pût leur opposer était la garde nationale.

Dans ces circonstances, les considérations politiques et les scrupules juridiques du Gouvernement provisoire s'évanouirent brusquement. Le délai de deux heures n'était pas encore écoulé que déjà sur tous les murs de Paris s'élevaient en caractères gigantesques : République française ! Liberté, Égalité, Fraternité !

Avec la proclamation de la République sur la base du suffrage universel, s'effaçait jusqu'au souvenir des objectifs et des mobiles étroits qui avaient jeté la bourgeoisie dans la révolution de Février.

Au lieu de quelques fractions seulement de la bourgeoisie, c'étaient toutes les classes de la société française qui se trouvaient soudain projetées dans l'orbite du pouvoir politique, contraintes de quitter les loges, le parterre et la galerie pour jouer en personne sur la scène révolutionnaire !

Avec la royauté constitutionnelle, disparaissaient également l'apparence d'un pouvoir public qui s'opposait arbitrairement à la société bourgeoise et toute la série de luttes secondaires qu'exige ce semblant de pouvoir ! »

*(Les luttes de classe en France)*

Cela rendit obligatoire l'unité de toute la bourgeoisie, et même des fractions qui avaient été mises de côté :

« En imposant la République au Gouvernement provisoire et, par ce dernier, à toute la France, le prolétariat se mettait immédiatement au premier plan en tant que parti indépendant ; mais, du même coup, il jetait un défi à toute la France bourgeoise.

Ce qu'il avait conquis, c'était le terrain en vue de la lutte pour son émancipation révolutionnaire, mais nullement cette émancipation elle-même.

Il fallait au contraire que la République de Février parût tout d'abord la domination de la bourgeoisie, en faisant

entrer, à côté de l'aristocratie financière, toutes les classes possédantes dans la sphère du pouvoir politique.

La majorité des grands propriétaires fonciers, les légitimistes, furent tirés du néant politique auquel la monarchie de Juillet les avait condamnés. »

*(Les luttes de classe en France)*

En juin 1848, c'est donc la bourgeoisie unie qui écrase les masses populaires qui se sont soulevées en faveur de la République sociale. C'est la fin de toute prétention démocratique de la bourgeoisie.

Mais c'est le début de l'activité prolétarienne révolutionnaire en tant que tel, comme le constate Karl Marx dans une grande analyse matérialiste dialectique :

« C'est de concert avec la bourgeoisie que les ouvriers avaient fait la révolution de Février. C'est aux côtés de la bourgeoisie qu'ils cherchèrent à faire prévaloir leurs intérêts, de même que c'était à côté de la majorité bourgeoise qu'ils avaient installé un ouvrier dans le Gouvernement provisoire même.

Organisation du travail ! Mais c'est le salariat qui est l'organisation bourgeoise actuellement existante du travail. Sans lui, point de capital, point de bourgeoisie, point de société bourgeoise.

Un ministère spécial du Travail ! Mais les ministères des Finances, du Commerce et des Travaux publics ne sont-ils pas les ministères du Travail bourgeois ?

A côté d'eux, un ministère du Travail prolétarien ne pouvait être qu'un ministère de l'Impuissance, un ministère des Vains Désirs, une commission du Luxembourg. De même que les ouvriers croyaient s'émanciper aux côtés de la bourgeoisie, de même ils pensaient, à côté des autres nations bourgeoises, à l'intérieur des frontières nationales de la France, pouvoir accomplir une révolution prolétarienne.

Mais les conditions de production de la France sont déterminées par son commerce extérieur, par sa position sur le marché mondial et par les lois de ce dernier.

Comment la France les briserait-elle sans une guerre révolutionnaire européenne, ayant son contre coup sur l'Angleterre, le despote du marché mondial ?

Dès qu'une classe qui concentre en elle les intérêts révolutionnaires de la société s'est soulevée, elle trouve immédiatement dans sa propre situation le contenu et la matière de son activité révolutionnaire : écraser ses ennemis, prendre les mesures imposées par les nécessités de la lutte, et ce sont les conséquences de ses propres actes qui la poussent plus loin.

Elle ne se livre à aucune recherche théorique sur sa propre tâche.

La classe ouvrière française n'en était pas encore à ce point, elle était encore incapable d'accomplir sa propre révolution.

Le développement du prolétariat industriel a pour condition générale le développement de la bourgeoisie industrielle.

C'est seulement sous la domination de cette dernière que son existence prend une ampleur nationale lui permettant d'élever sa révolution au rang d'une révolution nationale ; c'est seulement alors qu'il crée lui-même les moyens de production modernes qui deviennent autant de moyens de son affranchissement révolutionnaire.

Seule, la domination de la bourgeoisie industrielle extirpe les racines matérielles de la société féodale et aplanit le seul terrain sur lequel une révolution prolétarienne est possible. L'industrie française est plus évoluée et la bourgeoisie française est plus développée au point de vue révolutionnaire que celle du reste du continent.

Mais la révolution de Février n'était-elle pas directement dirigée contre l'aristocratie financière ? Le fait a prouvé que ce n'était pas la bourgeoisie industrielle qui régnait sur la France. La bourgeoisie industrielle ne peut régner que là où l'industrie moderne a modelé à sa manière tous les rapports de propriété, et l'industrie ne peut acquérir ce pouvoir que là où elle a conquis le marché mondial, car les frontières nationales ne suffisent pas à son développement.

Or, l'industrie française ne reste en

grande partie maîtresse du marché national que grâce à un système prohibitif soumis à des modifications plus ou moins grandes.

Si, par conséquent, le prolétariat français possède, au moment d'une révolution à Paris, un pouvoir et une influence réels qui l'incitent à pousser son assaut au delà de ses moyens, dans le reste de la France il est concentré en quelques points disséminés où l'industrie est centralisée et il disparaît presque complètement parmi le nombre supérieur de paysans et de petits bourgeois.

La lutte contre le capital, sous sa forme moderne développée, à son point de jaillissement, la lutte du salarié industriel contre le bourgeois industriel, est en France un fait partiel qui, après les journées de Février, pouvait d'autant moins fournir le contenu national de la révolution que la lutte contre les modes d'exploitation inférieurs du capital, la lutte des paysans contre l'usure des hypothèques, du petit bourgeois contre le grand commerçant, le banquier et le fabricant, en un mot contre la banqueroute, était encore dissimulée dans le soulèvement général contre l'aristocratie financière en général.

Aussi s'explique-t-on aisément que le prolétariat de Paris ait cherché à faire triompher son intérêt à côté de celui de la bourgeoisie, au lieu de le revendiquer comme l'intérêt révolutionnaire de la société même et qu'il ait abaissé le drapeau rouge devant le drapeau tricolore.

Les ouvriers français ne pouvaient faire un seul pas en avant, ni toucher à un seul cheveu du régime bourgeois, avant que la masse de la nation placée entre le prolétariat et la bourgeoisie, la paysannerie et la petite bourgeoisie soulevées contre ce régime, contre la domination du capital, ait été contrainte par la marche de la révolution à se rallier aux prolétaires comme à leur avant-garde. C'est seulement par l'effroyable défaite de Juin que les ouvriers pouvaient acheter cette victoire. [...]

Ce n'est que trempé dans le sang des insurgés de Juin que le drapeau tricolore est devenu le drapeau de la révolution européenne, le drapeau rouge. Et nous

crions : La révolution est morte ! Vive la révolution ! »

(*Les luttes de classe en France*)

« Surtout n'ayez pas peur du peuple, il est plus conservateur que vous ! »

## 9. Le bonapartisme comme tremplin vers la 3<sup>ème</sup> République

En écrasant le prolétariat, la bourgeoisie a résolu un problème : celui de la contradiction entre travail manuel et travail intellectuel. Mais il reste le second aspect du développement capitaliste : la contradiction entre villes et campagnes.

La bourgeoisie va devoir, en raison de cet aspect, abandonner temporairement et en partie le commandement de l'État à l'État lui-même, en tant qu'outil administratif et militaire de la bourgeoisie elle-même.

C'est une phase transitoire qui puise sa source dans la défaite de la féodalité et dans l'existence d'une vaste couche paysanne. Celle-ci n'a pas pu prendre la voie américaine en donnant naissance à une petite propriété généralisée, moteur du capitalisme, mais elle se rappelle à la société bourgeoise qui vient de s'installer aux dépens de l'aristocratie, par l'intermédiaire de Louis Bonaparte.

Louis Bonaparte fut élu président de la République française le 10 décembre 1848 au suffrage universel masculin avec 74,33 % des voix, avant de devenir empereur des Français le 2 décembre 1852 sous le nom de Napoléon III.

Karl Marx a longuement analysé ce phénomène, au cœur de son analyse du *18 brumaire de Louis Bonaparte* : le 18 brumaire (9 novembre 1799) était la date du coup d'État de Napoléon Bonaparte, et Karl Marx considère que son neveu, Louis Bonaparte, en est une caricature.

Louis Bonaparte représente le ventre mou de la société bourgeoise ; c'est pour cela qu'il pouvait affirmer à ses conseillers :

A la croisée des chemins de la bourgeoisie et des paysans, il expliquait :

« Je suis socialiste, l'Impératrice est légitimiste, Morny est orléaniste, le Prince Napoléon est républicain... Il n'y a que Persigny qui soit bonapartiste et il est fou. »

Son « socialisme » était bien entendu démocrate chrétien. Dans *L'extinction du paupérisme*, il écrivait :

« La classe ouvrière n'est rien, il faut la rendre propriétaire. Elle n'a de richesses que ses bras, il faut donner à ces bras un emploi utile pour tous. Elle est comme un peuple d'ilotes au milieu d'un peuple de sybarites.

Il faut lui donner une place dans la société et attacher ses intérêts à ceux du sol. Enfin, elle est sans organisation et sans liens, sans droits et sans avenir : il faut lui donner des droits et un avenir, et la relever à ses propres yeux par l'association, l'éducation, la discipline. »

Mais voici ce qu'en dit Karl Marx, l'immense Karl Marx :

« Mais, sous la monarchie absolue, pendant la première Révolution et sous Napoléon, la bureaucratie n'était que le moyen de préparer la domination de classe de la bourgeoisie. Sous la Restauration, sous Louis-Philippe, sous la République parlementaire, elle était l'instrument de la classe dominante, quels que fussent d'ailleurs ses efforts pour se constituer en puissance indépendante.

Ce n'est que sous le second Bonaparte que l'État semble être devenu complètement indépendant. La machine d'État s'est si bien renforcée en face de la

société qu'il lui suffit d'avoir à sa tête le chef de la société du Dix-Décembre, chevalier de fortune venu de l'étranger, élevé sur le pavois par une soldatesque ivre, achetée avec de l'eau-de-vie et du saucisson, et à laquelle il lui faut constamment en jeter à nouveau.

C'est ce qui explique le morne désespoir, l'effroyable sentiment de découragement et d'humiliation qui oppresse la poitrine de la France et entrave sa respiration. Elle se sent comme déshonorée.

Cependant, le pouvoir d'État ne plane pas dans les airs. Bonaparte représente une classe bien déterminée, et même la classe la plus nombreuse de la société française, à savoir les paysans parcellaires.

De même que les Bourbons avaient été la dynastie de la grande propriété foncière et les Orléans la dynastie de l'argent, les Bonapartes sont la dynastie des paysans, c'est-à-dire de la masse du peuple français. L' élu des paysans, ce n'était pas le Bonaparte qui se soumettait au Parlement bourgeois, mais le Bonaparte qui dispersa ce Parlement.

Pendant trois ans, les villes avaient réussi à fausser le sens de l'élection du 10 décembre et à voler aux paysans le rétablissement de l'Empire. C'est pourquoi le coup d'État du 2 décembre 1851 ne fit que compléter l'élection du 10 décembre 1848.

Les paysans parcellaires constituent une masse énorme dont les membres vivent tous dans la même situation, mais sans être unis les uns aux autres par des rapports variés. Leur mode de production les isole les uns des autres, au lieu de les amener à des relations réciproques.

Cet isolement est encore aggravé par le mauvais état des moyens de communication en France et par la pauvreté des paysans. L'exploitation de la parcelle ne permet aucune division du travail, aucune utilisation des méthodes scientifiques, par conséquent, aucune diversité de développement, aucune variété de talents, aucune richesse de rapports sociaux.

Chacune des familles paysannes se suffit presque complètement à elle-même, produit directement elle-même la plus

grande partie de ce qu'elle consomme et se procure ainsi ses moyens de subsistance bien plus par un échange avec la nature que par un échange avec la société. La parcelle, le paysan et sa famille ; à côté, une autre parcelle, un autre paysan et une autre famille. Un certain nombre de ces familles forment un village et un certain nombre de villages un département.

Ainsi, la grande masse de la nation française est constituée par une simple addition de grandeurs de même nom, à peu près de la même façon qu'un sac rempli de pommes de terre forme un sac de pommes de terre.

Dans la mesure où des millions de familles paysannes vivent dans des conditions économiques qui les séparent les unes des autres et opposent leur genre de vie, leurs intérêts et leur culture à ceux des autres classes de la société, elles constituent une classe. Mais elles ne constituent pas une classe dans la mesure où il n'existe entre les paysans parcellaires qu'un lien local et où la similitude de leurs intérêts ne crée entre eux aucune communauté, aucune liaison nationale ni aucune organisation politique.

C'est pourquoi ils sont incapables de défendre leurs intérêts de classe en leur propre nom, soit par l'intermédiaire d'un Parlement, soit par l'intermédiaire d'une Assemblée. Ils ne peuvent se représenter eux-mêmes, ils doivent être représentés.

Leurs représentants doivent en même temps leur apparaître comme leurs maîtres, comme une autorité supérieure, comme une puissance gouvernementale absolue, qui les protège contre les autres classes et leur envoie d'en haut la pluie et le beau temps.

L'influence politique des paysans parcellaires trouve, par conséquent, son ultime expression dans la subordination de la société au pouvoir exécutif.

La tradition historique a fait naître dans l'esprit des paysans français la croyance miraculeuse qu'un homme portant le nom de Napoléon leur rendrait toute leur splendeur. Et il se trouva un individu qui se donna pour cet homme, parce qu'il s'appelait Napoléon, conformément à l'article du code Napoléon qui proclame : « La recherche de

la paternité est interdite ».

Après vingt années de vagabondage et une série d'aventures grotesques, la légende se réalise, et l'homme devient empereur des Français. L'idée fixe du neveu se réalisa parce qu'elle correspondait à l'idée fixe de la classe la plus nombreuse de la population française.

Mais, objectera-t-on, et les insurrections paysannes dans la moitié de la France, et les expéditions militaires contre les paysans, l'incarcération et la déportation en masse des paysans ?

Depuis Louis XIV, la France n'a pas connu de semblables persécutions des paysans « pour menées démagogiques ». Mais entendons-nous.

La dynastie des Bonapartes ne représente pas le paysan révolutionnaire, mais le paysan conservateur ; non pas le paysan qui veut se libérer de ses conditions d'existence sociales représentées par la parcelle, mais le paysan qui veut, au contraire, les renforcer ; non pas le peuple campagnard qui veut, par son énergie, renverser la vieille société en collaboration étroite avec les villes, mais, au contraire, celui qui, étroitement confiné dans ce vieux régime, veut être sauvé et avantagé, lui et sa parcelle, par le fantôme de l'Empire.

La dynastie des Bonapartes ne représente pas le progrès, mais la foi superstitieuse du paysan, non pas son jugement, mais son préjugé, non pas son avenir, mais son passé, non pas ses Cévennes, mais sa Vendée. [...]

Après que la première Révolution eut transformé les paysans demi-serfs en libres propriétaires fonciers, Napoléon consolida et réglementa les conditions leur permettant d'exploiter tranquillement les terres qui venaient de leur échoir et de satisfaire leur enthousiasme juvénile de propriétaires. Mais c'est précisément sa parcelle même, la division du sol, la forme de propriété que Napoléon consolida en France, qui ruinent maintenant le paysan français.

Ce sont précisément les conditions matérielles qui firent du paysan féodal français un paysan parcellaire et de Napoléon un empereur. Deux générations ont suffi pour produire ce résultat

inévitabile : aggravation progressive de la situation de l'agriculture, endettement progressif de l'agriculteur.

La forme de propriété « napoléonienne » qui, au début du XIXe siècle, était la condition nécessaire de la libération et de l'enrichissement de la population paysanne française, est devenue, au cours de ce siècle, la cause principale de son esclavage et de son appauvrissement. Et c'est précisément la première des « idées napoléoniennes » que doit défendre le second Bonaparte.

S'il partage encore avec les paysans l'illusion que ce n'est pas dans la propriété parcellaire elle-même, mais en dehors d'elle, dans l'effet de circonstances d'ordre secondaire, qu'il faut chercher la cause de sa ruine, toutes les expériences qu'il tentera se briseront comme des bulles de savon au contact des rapports de production.

Le développement économique de la propriété parcellaire a renversé de fond en comble les rapports de la paysannerie avec les autres classes de la société.

Sous Napoléon, le parcellement du sol ne fit que compléter à la campagne le régime de la libre concurrence et de la grande industrie à ses débuts dans les villes. Le traitement de faveur même dont bénéficia la classe paysanne était dans l'intérêt de la nouvelle société bourgeoise. Cette classe nouvellement créée était le prolongement universel du régime bourgeois au-delà des portes des villes, sa réalisation à l'échelle nationale.

La classe paysanne constituait une protestation partout présente contre l'aristocratie foncière qu'on venait précisément de renverser. Si elle bénéficia d'un traitement de faveur, c'est qu'elle fournissait, plus que toutes les autres classes, une base d'offensive contre la restauration des féodaux. Les racines que la propriété parcellaire jeta dans le sol français enlevèrent tout aliment au féodalisme.

Ses barrières constituèrent le rempart naturel de la bourgeoisie contre tout retour offensif de ses anciens seigneurs. Mais, au cours du XIXe siècle, l'usurier des villes remplaça les féodaux, l'hypothèque, les servitudes féodales du

sol, le capital bourgeois, la propriété foncière aristocratique. La parcelle du paysan n'est plus que le prétexte qui permet au capitaliste de tirer de la terre profit, intérêt et rente et de laisser au paysan lui-même le soin de voir comment il réussira à se procurer son salaire.

La dette hypothécaire pesant sur le sol impose à la paysannerie française une redevance aussi considérable que l'intérêt annuel de toute la dette publique de l'Angleterre. La propriété parcellaire, à laquelle son développement impose inévitablement cet état d'esclavage à l'égard du capital, a transformé la masse de la nation française en troglodytes.

Seize millions de paysans (femmes et enfants compris) habitent dans des cavernes, dont un grand nombre ne possèdent qu'une seule ouverture, une petite partie n'en a que deux et la partie la plus favorisée en a seulement trois.

Or, les fenêtres sont à une maison ce que les cinq sens sont à la tête. L'ordre bourgeois qui, au début du siècle, fit de l'État une sentinelle chargée de veiller à la défense de la parcelle nouvellement constituée qu'il engraisait de lauriers, est actuellement devenu un vampire qui suce son sang et sa cervelle et les jette dans la marmite d'alchimiste du capital.

Le code Napoléon n'est plus que le code des exécutions et de la vente forcée. Aux quatre millions (enfants, etc., compris) d'indigents officiels, de vagabonds, de criminels et de prostituées que compte la France, viennent s'ajouter cinq millions d'hommes suspendus au bord de l'abîme et qui, ou bien habitent eux-mêmes à la campagne, ou passent constamment avec leurs haillons et leurs enfants, de la campagne dans les villes, et inversement.

L'intérêt des paysans n'est plus, par conséquent, comme sous Napoléon, en accord, mais en contradiction avec les intérêts de la bourgeoisie, avec le capital. Ils trouvent, par conséquent, leur allié et leur guide naturel dans le prolétariat des villes, dont la tâche est le renversement de l'ordre bourgeois.

Mais le gouvernement fort et absolu, et c'est là la deuxième « idée napoléonienne » que le second Napoléon doit mettre à

exécution, est précisément appelé à défendre par la force cet « ordre matériel ». Aussi, cet « ordre matériel » fournit-il le mot d'ordre qui revient constamment dans toutes les proclamations de Bonaparte contre les paysans révoltés. [...]

L'« idée napoléonienne » essentielle, c'est, enfin, la prépondérance de l'armée. L'armée était le point d'honneur des paysans parcellaires, qui s'étaient eux-mêmes transformés en héros, défendant la nouvelle forme de propriété à l'extérieur, magnifiant leur nationalité nouvellement acquise, pillant et révolutionnant le monde.

L'uniforme était leur propre costume d'État, la guerre, leur poésie, la parcelle prolongée et arrondie en imagination, la patrie et le patriotisme, la forme idéale du sentiment de propriété.

Mais les ennemis contre lesquels le paysan français doit maintenant défendre sa propriété, ce ne sont plus les cosaques, ce sont les huissiers et les percepteurs.

La parcelle ne se trouve plus dans la prétendue patrie, mais dans le registre des hypothèques.

L'armée elle-même n'est plus la fleur de la jeunesse paysanne, c'est la fleur de marais du lumpenprolétariat rural.

Elle se compose en grande partie de remplaçants, de succédanés, de même que le second Bonaparte n'est que le remplaçant, le succédané de Napoléon. »

## 10. Naissance de la République sur les ruines de la Commune

Lorsque Napoléon III voit son régime s'effondrer en raison de la défaite face à la Prusse lors de la guerre de 1870-1871, il n'y a plus que deux tendances historiques possibles.

Soit c'est la bourgeoisie qui, enfin, établit son régime politique, se débarrassant des faiblesses antérieures, ainsi que des scories aristocratiques. Soit c'est l'élan populaire et l'aspect démocratique qui l'emportent.

La bourgeoisie proclame la troisième république en 1870, organisant l'armistice avec la Prusse qui fonde, de son côté, l'Allemagne. Les élections de février 1871 témoignent de l'éloignement des traditions antérieures et de l'instauration du régime républicain dans sa forme moderne.

Bien sûr, les contradictions au sein de la bourgeoisie se reflètent dans l'existence de multiples tendances politiques. La monarchie de juillet, bourgeoise et autoritaire, reste un modèle politique pour tout un secteur de la bourgeoisie. Ces contradictions façonneront directement le paysage politique jusqu'en 1940.

Cependant, que ce soit dans les versions démocrates chrétiennes comme à la Hugo ou bien dans une interprétation républicaine laïque, toutes les fractions de la bourgeoisie sont d'accord pour écraser le prolétariat.

C'est forcément à Paris, bastion révolutionnaire depuis les Sans-culottes et dans la mémoire du soulèvement populaire de juin 1848, que va se cristalliser la Commune de Paris. La bourgeoisie craint tellement cela que l'Assemblée nationale a été déplacée de Paris à Versailles, le 10 mars 1871.

De fait, l'insurrection de la Commune de Paris va commencer le 18 mars 1871, mourant écrasée lors de la « Semaine sanglante » du 21 au 28 mai 1871. La défaite de la Commune de Paris trouve son origine dans son point de départ : la Commune est née contre « l'assemblée des ruraux », c'est-à-dire l'assemblée nationale représentant ce qu'on peut appeler la « France profonde ». Mais cette même « France profonde » va écraser le soulèvement parisien.

Karl Marx a largement raconté et analysé la Commune de Paris, toute son histoire, ses forces et ses faiblesses. Dans *L'État et la révolution*, Lénine a repris l'analyse de Karl Marx, en en soulignant la dimension historique, les aspects nouveaux, propres au prolétariat.

Lénine explique :

« Marx ne se contenta d'ailleurs pas d'admirer l'héroïsme des communards "montant à l'assaut du ciel", selon son expression.

Dans le mouvement révolutionnaire des masses, bien que celui-ci n'eût pas atteint son but, il voyait une expérience historique d'une portée immense, un certain pas en avant de la révolution prolétarienne universelle, un pas réel bien plus important que des centaines de programmes et de raisonnements.

Analyser cette expérience, y puiser des leçons de tactique, s'en servir pour passer au crible sa théorie : telle est la tâche que Marx se fixa.

La seule "correction" que Marx ait jugé nécessaire d'apporter au *Manifeste communiste*, il la fit en s'inspirant de l'expérience révolutionnaire des communards parisiens.

La dernière préface à une nouvelle édition allemande du Manifeste communiste, signée de ses deux auteurs, est datée du 24 juin 1872. Karl Marx et Friedrich Engels y déclarent que le programme du Manifeste communiste "est aujourd'hui vieilli sur certains points".

"La Commune, notamment, a démontré, poursuivent-ils, que la "classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre la machine de l'État toute prête et de la faire fonctionner pour son propre compte."...

Les derniers mots de cette citation, mis entre guillemets, sont empruntés par les auteurs à l'ouvrage de Marx *La Guerre civile en France*.

Ainsi, Marx et Engels attribuaient à l'une des leçons principales, fondamentales, de la Commune de Paris une portée si grande qu'ils l'ont introduite, comme une correction essentielle, dans le *Manifeste communiste*.

»

Voici comment Lénine explique la compréhension par Karl Marx de la situation de la Commune de Paris, et comment justement Karl Marx a compris ce qu'était la dictature du prolétariat :

« En 1871, le prolétariat ne formait la majorité du peuple dans aucun pays du continent européen.

La révolution ne pouvait être “populaire” et entraîner véritablement la majorité dans le mouvement qu'en englobant et le prolétariat et la paysannerie.

Le “peuple” était justement formé de ces deux classes. Celles-ci sont unies par le fait que la “machine bureaucratique et militaire de l'État” les opprime, les écrase, les exploite.

Briser cette machine, la démolir, tel est véritablement l'intérêt du “peuple”, de sa majorité, des ouvriers et de la majorité des paysans ; telle est la “condition première” de la libre alliance des paysans pauvres et des prolétaires ; et sans cette alliance, pas de démocratie solide, pas de transformation socialiste possible.

C'est vers cette alliance, on le sait, que la Commune de Paris se frayait la voie. Elle n'atteignit pas son but pour diverses raisons d'ordre intérieur et extérieur.

Ainsi donc, en parlant d'une “révolution véritablement populaire”, et sans oublier le moins du monde les traits particuliers de la petite bourgeoisie (dont il a beaucoup et souvent parlé), Marx tenait compte avec la plus grande rigueur des véritables rapports de classes dans la plupart des États continentaux d'Europe en 1871.

D'autre part, il constatait que la “démolition” de la machine de l'État est dictée par les intérêts des ouvriers et des paysans, qu'elle les unit et leur assigne une tâche commune : la suppression de ce “parasite” et son remplacement par quelque chose de nouveau.

Par quoi précisément ?

A cette question Marx ne donnait encore, en 1847, dans le Manifeste communiste, qu'une réponse tout à fait abstraite, ou plutôt une réponse indiquant les problèmes, mais non les moyens de les résoudre. La remplacer par l'“organisation du prolétariat en classe dominante”, par la “conquête de la démocratie”, telle était la réponse du Manifeste communiste.

Sans verser dans l'utopie, Marx attendait de l'expérience du mouvement de masse la réponse à la question de

savoir quelles formes concrètes prendrait cette organisation du prolétariat en tant que classe dominante, de quelle manière précise cette organisation se concilierait avec la plus entière, la plus conséquente “conquête de la démocratie”.

Aussi limitée qu'ait été l'expérience de la Commune, Marx la soumet à une analyse des plus attentives dans sa Guerre civile en France. Citons les principaux passages de cet écrit : Au XIXe siècle s'est développé, transmis par le moyen âge, “le pouvoir centralisé de l'État, avec ses organes, partout présents : armée permanente, police, bureaucratie, clergé et magistrature”. En raison du développement de l'antagonisme de classe entre le Capital et le Travail, “le pouvoir d'État prenait de plus en plus le caractère d'un pouvoir public organisé aux fins de l'asservissement de la classe ouvrière, d'un appareil de domination de classe. Après chaque révolution qui marque un progrès de la lutte des classes, le caractère purement répressif du pouvoir d'État apparaît de façon de plus en plus ouverte”. Après la Révolution de 1848-1849, le pouvoir d'État devient “l'engin de guerre national du Capital contre le Travail”. Le Second Empire ne fait que le consolider.

“L'antithèse directe de l'Empire fut la Commune”. “La Commune fut la forme positive” “d'une république qui ne devait pas seulement abolir la forme monarchique de la domination de classe, mais la domination de classe elle-même.”

En quoi consistait précisément cette forme “positive” de république prolétarienne socialiste ? Quel était l'État qu'elle avait commencé de fonder ?

“Le premier décret de la commune fut... la suppression de l'armée permanente, et son remplacement par le peuple en armes.”

Cette revendication figure maintenant au programme de tous les partis qui se réclament du socialisme. »

Dans *L'État et la révolution*, Lénine rappelle qu'à l'origine, dans le mouvement ouvrier, le marxisme et l'anarchisme ont le même but : une société sans classes ni État. Il accorde une très grande place à la question de la mobilisation des



masses populaires. C'est le principe du futur État soviétique.

Lénine explique, citant Karl Marx et analysant son propos :

« “La Commune fut composée des conseillers municipaux, élus au suffrage universel dans les divers arrondissements de la ville. Ils étaient responsables et révocables à tout moment. La majorité de ses membres étaient naturellement des ouvriers ou des représentants reconnus de la classe ouvrière.”

“Au lieu de continuer d'être l'instrument du gouvernement central, la police fut immédiatement dépouillée de ses attributs politiques et transformée en un instrument de la Commune, responsable et à tout instant révocable. Il en fut de même pour les fonctionnaires de toutes les autres branches de l'administration.

Depuis les membres de la Commune jusqu'au bas de l'échelle, la fonction publique devait être assurée pour des salaires d'ouvriers. Les bénéfices d'usage et les indemnités de représentation des hauts dignitaires de l'État disparurent avec ces hauts dignitaires eux-mêmes...

Une fois abolies l'armée permanente et la police, instruments du pouvoir matériel de l'ancien gouvernement, la Commune se donna pour tâche de briser l'outil spirituel de l'oppression, le “pouvoir des prêtres”... Les fonctionnaires de la justice furent dépouillés de leur feinte indépendance... ils devaient être électifs, responsables et révocables.”

Ainsi, la Commune semblait avoir remplacé la machine d'État brisée en instituant une démocratie “simplement” plus complète : suppression de l'armée permanente, électivité et révocabilité de tous les fonctionnaires sans exception.

Or, en réalité, ce “simplement” représente une œuvre gigantesque : le remplacement d'institutions par d'autres foncièrement différentes.

C'est là justement un cas de “transformation de la quantité en qualité” : réalisée de cette façon, aussi pleinement et aussi méthodiquement qu'il est possible de le concevoir, la démocratie, de

bourgeoise, devient prolétarienne ; d'État (= pouvoir spécial destiné à mater une classe déterminée), elle se transforme en quelque chose qui n'est plus, à proprement parler, un État.

Mater la bourgeoisie et briser sa résistance n'en reste pas moins une nécessité. Cette nécessité s'imposait particulièrement à la Commune, et l'une des causes de sa défaite est qu'elle ne l'a pas fait avec assez de résolution. Mais ici, l'organisme de répression est la majorité de la population et non plus la minorité, ainsi qu'avait toujours été le cas au temps de l'esclavage comme au temps du servage et de l'esclavage salarié.

Or, du moment que c'est la majorité du peuple qui mate elle-même ses oppresseurs, il n'est plus besoin d'un “pouvoir spécial” de répression ! C'est en ce sens que l'État commence à s'éteindre. Au lieu d'institutions spéciales d'une minorité privilégiée (fonctionnaires privilégiés, chefs de l'armée permanente), la majorité elle-même peut s'acquitter directement de ces tâches ; et plus les fonctions du pouvoir d'État sont exercées par l'ensemble du peuple, moins ce pouvoir devient nécessaire.

A cet égard, une des mesures prises par la Commune, et que Marx fait ressortir, est particulièrement remarquable : suppression de toutes les indemnités de représentation, de tous les privilèges pécuniaires attachés au corps des fonctionnaires, réduction des traitements de tous les fonctionnaires au niveau des “salaires d'ouvriers”.

C'est là justement qu'apparaît avec le plus de relief le tournant qui s'opère de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne, de la démocratie des oppresseurs à la démocratie des classes opprimées, de l'État en tant que “pouvoir spécial” destiné à mater une classe déterminée à la répression exercée sur les oppresseurs par le pouvoir général de la majorité du peuple, des ouvriers et des paysans. »

Avec la Commune de Paris, c'est le prolétariat qui a lève le drapeau de la démocratie, mais de la démocratie pour les

masses seulement, car la bourgeoisie est devenue une classe réactionnaire, comme l'aristocratie en son temps.

Lénine voit, donc, dans la Commune de Paris, toute une étape historique : celle où ce sont les masses qui prennent en main la société toute entière.

Il explique :

« La culture capitaliste a créé la grande production, les fabriques, les chemins de fer, la poste, le téléphone, etc.

Et, sur cette base l'immense majorité des fonctions du vieux "pouvoir d'État" se sont tellement simplifiées, et peuvent être réduites à de si simples opérations d'enregistrement, d'inscription, de contrôle, qu'elles seront parfaitement à la portée de toute personne pourvue d'une instruction primaire, qu'elles pourront parfaitement être exercées moyennant un simple "salaire d'ouvrier" ; ainsi l'on peut (et l'on doit) enlever à ces fonctions tout caractère privilégié, "hiérarchique".

Électivité complète, révocabilité à tout moment de tous les fonctionnaires sans exception, réduction de leurs traitements au niveau d'un normal "salaire d'ouvrier", ces mesures démocratiques simples et "allant de soi", qui rendent parfaitement solidaires les intérêts des ouvriers et de la majorité des paysans, servent en même temps de passerelle conduisant du capitalisme au socialisme.

Ces mesures concernent la réorganisation de l'État, la réorganisation purement politique de la société, mais elles ne prennent naturellement tout leur sens et toute leur valeur que rattachées à la réalisation ou à la préparation de l'"expropriation des expropriateurs", c'est-à-dire avec la transformation de la propriété privée capitaliste des moyens de production en propriété sociale.

"La Commune, écrivait Marx, a réalisé ce mot d'ordre de toutes les révolutions bourgeoises, le gouvernement à bon marché, en abolissant ces deux grandes sources de dépenses : l'armée permanente et le fonctionnarisme d'État."

Seule une infime minorité de la paysannerie ainsi que des autres couches

de la petite bourgeoisie s'"élève", "arrive" au sens bourgeois du mot, c'est-à-dire que seuls quelques individus deviennent ou des gens aisés, des bourgeois, ou des fonctionnaires nantis et privilégiés.

L'immense majorité des paysans, dans tout pays capitaliste où il existe une paysannerie (et ces pays sont en majorité), sont opprimés par le gouvernement et aspirent à le renverser ; ils aspirent à un gouvernement "à bon marché".

Le prolétariat peut seul, s'acquitter de cette tâche et, en l'exécutant, il fait du même coup un pas vers la réorganisation socialiste de l'État.

"La Commune, écrivait Marx, devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois."

"Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante devait représenter et fouler aux pieds le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple constitué en communes, comme le suffrage individuel sert à tout autre employeur en quête d'ouvriers, de surveillants, de comptables pour ses entreprises."

Cette remarquable critique du parlementarisme, formulée en 1871, est elle aussi aujourd'hui, du fait de la domination du social-chauvinisme et de l'opportunisme, au nombre des "paroles oubliées" du marxisme. »

Lénine voit ainsi dans la Commune de Paris le modèle soviétique. Il y a fusion du législatif et de l'exécutif (ce que la bourgeoisie appellera « totalitarisme »). Les masses font les lois démocratiquement, et elles les appliquent. Elles vérifient leur réalité, elles vivent la démocratie elle-même. Il y a des organes représentatifs, mais dépendants des masses, ce ne sont plus des députés coupés de la réalité sociale.

Lénine considère que la Commune de Paris a montré que cette voie était possible :

« Il est extrêmement symptomatique que, parlant des fonctions de ce personnel administratif qu'il faut à la Commune

comme à la démocratie prolétarienne, Marx prenne comme terme de comparaison le personnel “de tout autre employeur”, c'est-à-dire une entreprise capitaliste ordinaire avec ses “ouvriers, surveillants et comptables”.

Il n'y a pas un grain d'utopisme chez Marx ; il n'invente pas, il n' imagine pas de toutes pièces une société “nouvelle”.

Non, il étudie, comme un processus d'histoire naturelle, la naissance de la nouvelle société à partir de l'ancienne, les formes de transition de celle-ci à celle-là. Il prend l'expérience concrète du mouvement prolétarien de masse et s'efforce d'en tirer des leçons pratiques.

Il “se met à l'école” de la Commune, de même que tous les grands penseurs révolutionnaires n'hésitèrent pas à se mettre à l'école des grands mouvements de la classe opprimée, sans jamais les aborder du point de vue d'une “morale” pédantesque (comme Plékhanov disant : “Il ne fallait pas prendre les armes”, ou Tsérétéli : “Une classe doit savoir borner elle-même ses aspirations”).

Il ne saurait être question de supprimer d'emblée, partout et complètement, le fonctionnarisme. C'est une utopie.

Mais briser d'emblée la vieille machine administrative pour commencer sans délai à en construire une nouvelle, permettant de supprimer graduellement tout fonctionnarisme, cela n'est pas une utopie, c'est l'expérience de la Commune, c'est la tâche urgente, immédiate, du prolétariat révolutionnaire. »

Lénine voit donc en la Commune le modèle soviétique, et il ne s'agit pas de fédéralisme : c'est la société toute entière qui devient Commune. L'objectif final, c'est la commune mondiale, le communisme.

L'État, en tant que force de répression, disparaît en même temps que la classe opprimée, tandis que la Commune, la gestion de la réalité par les masses elles-mêmes, grandit. Karl Marx explique :

« La multiplicité des interprétations auxquelles la Commune a été soumise, et la multiplicité des intérêts qui se sont

réclamés d'elle montrent que c'était une forme politique tout à fait susceptible d'expansion, tandis que toutes les formes antérieures de gouvernement avaient été essentiellement répressives. Son véritable secret, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du Travail. »

C'est pourquoi le grand Lénine conclura alors sur l'expérience de la Commune de Paris :

« La Commune est la forme, “enfin trouvée” par la révolution prolétarienne, qui permet de réaliser l'émancipation économique du Travail.

La Commune est la première tentative faite par la révolution prolétarienne pour briser la machine d'État bourgeoise ; elle est la forme politique “enfin trouvée” par quoi l'on peut et l'on doit remplacer ce qui a été brisé. »

## 11. Victor Hugo comme mythe républicain

« Hugo, aux yeux du gros public, accapara la gloire de la pléiade romantique, non parce qu'il fut le plus grand poète, mais parce que sa poétique embrasse tous les genres et tous les sujets, de l'ode à la satire, de la chanson d'amour au pamphlet politique : et parce que, il fut le seul qui mit en vers les tirades charlatanesques de la philanthropie et du libéralisme bourgeois. Partout il se montra virtuose habile.

Ainsi que les modistes et les couturières parent les mannequins de leurs étalages des vêtements les plus brillants, pour accrocher l'œil du passant, de même Victor Hugo costuma les idées et les sentiments que lui fournissaient les bourgeois, d'une phraséologie

étourdissante, calculée pour frapper l'oreille et provoquer l'ahurissement ; d'un verbiage grandiloquent, harmonieusement rythmé et rimé, hérissé d'antithèses saisissantes et éblouissantes, d'épithètes fulgurantes. Il fut, après Chateaubriand, le plus grand des étalagistes de mots et d'images du siècle.

Ses talents d'étalagiste littéraire n'eurent pas suffi pour lui assurer cette admiration de confiance, si universelle ; ses actes, plus encore que ses écrits, lui valurent la haute estime de la bourgeoisie. Hugo fut bourgeois jusque dans la moindre de ses actions. »

(Paul Lafargue, *La légende de Victor Hugo*, 1885)

Après 1815, l'aristocratie a mis en avant le romantisme comme idéologie de la nostalgie d'un moyen-âge idéalisé. La bourgeoisie, elle, se développait économiquement, notamment dans les villes qu'elles portent en tant que classe, Paris en étant l'expression la plus pure. L'expression idéologique de cette croissance de la bourgeoisie encore progressiste est le réalisme.

Le réalisme n'est pas postérieur au romantisme, il en est contemporain. En France, romantisme et réalisme se sont affrontés en tant qu'idéologies de l'aristocratie et de la bourgeoisie en conflit. Chaque classe soutenait son courant, dans la peinture comme dans la littérature ou la musique.

La grande figure du réalisme est Honoré de Balzac, avec les 137 œuvres de *La Comédie humaine*. Né en 1799, Balzac est mort en 1850 et, malgré cela, la bourgeoisie considère que le romantisme naît après 1848 : l'absurdité saute aux yeux.

Le réalisme de Balzac correspond à la nature du matérialisme bourgeois : il est immédiat, mais ne saisit pas la dignité du réel dans son mouvement dialectique ; il s'agit d'un matérialisme relativement vulgaire, mécanique, mais se confrontant au moins à la réalité.

Aux côtés de Balzac, on trouve Stendhal (1783-1842) et Gustave Flaubert (1821-1880).

Le naturalisme n'est que le prolongement du réalisme dans la période postérieure à 1848, mais déjà avec une conception décadente, avec un regard « scientifique » mécaniste et vitaliste.

Le problème pour la bourgeoisie triomphant en 1871 est que sa république n'est pas que l'expression de la bourgeoisie commerçante de la seconde période de la restauration (1830-1848), il y a aussi la bourgeoisie foncière, liée à l'aristocratie lors de la domination dans la période 1815-1830.

Il a fallu par conséquent trouver un compromis idéologique pour mettre en avant la république. C'est ici qu'intervient la figure de Victor Hugo, figure fictive, créée artificiellement.

Victor Hugo a été un fervent royaliste, avant de passer, comme l'ensemble du romantisme à la française, dans la démocratie chrétienne. S'opposant à Napoléon III, puis également à la Commune de Paris, Victor Hugo était idéalement placé pour être utilisé comme outil idéologique de la république bourgeoise.

Victor Hugo, c'est la négation de la vision réaliste, calme et posée de la réalité sociale, au profit d'images d'Épinal typique de l'irrationalisme romantique. Les Misérables est un roman démocrate chrétien, suintant le réformisme social dans un esprit chrétien, niant le caractère antagonique des classes sociales dans la société capitaliste.

Toute sa conception poétique, littéralement égocentrique, se place dans la conception du poète mystique, prophète irrationnel trouvant une « voie » pour la société. Alors que l'Allemagne a eu Karl Marx, scientifique et rationnel, la France a eu Victor Hugo, métaphysique et irrationnel.

Il n'est nullement étonnant, à ce titre, que le révisionnisme en France ait toujours appuyé l'image de Victor Hugo comme précurseur du communisme. Hugo le réformiste pétri d'idéalisme chrétien est maquillé en communiste par le révisionnisme pour mieux soutenir la conception de la « république », dans une vision

anti-matérialiste historique.

Voici, par exemple, ce que dit Jacques Duclos lors d'une conférence à la Maison de la Chimie, à Paris, le 1er juin 1938 :

« D'aucuns parlent du stupide XIXe siècle, et sont même allés jusqu'à vouloir accrédir la légende d'un Hugo ridicule et stupide.

Il reste pour ceux qui savent lire dans le livre qu'on ne peut séparer le XIXe siècle de l'œuvre de Victor Hugo qui a été un moment de la littérature française.

Nous n'écrivons pas l'histoire à la manière de ces découpeurs, dont parlait déjà Diderot, qui suppriment dans le passé tout ce qui dérange dans leurs calculs et qui sont incapables de suivre l'évolution historique dans sa complexité.

Nous ne nous amusons pas à ne voir que le côté de grandeur ou les misères d'un siècle, nous voyons chaque époque produite par une époque précédente et allant vers une nouvelle époque. L'histoire de la littérature française n'est-elle pas indissolublement liée à l'histoire de la France ?

Tout prouve qu'une littérature durable ne peut être que l'expression, ou le reflet, de l'histoire humaine en marche. C'est justement parce que nous voyons l'histoire en mouvement que nous comprenons le passé, avec tout ce qui le différencie du présent, et que nous comprenons le présent avec tout ce qui le rapproche du passé. »

Rappelons ici les dates : Victor Hugo est né en 1802, Karl Marx en 1818, cela signifie que Victor Hugo disposait déjà d'une certaine maturité lorsque Karl Marx a impulsé la naissance du mouvement communiste.

Victor Hugo n'a pourtant jamais été proche du mouvement communiste. On ne peut donc pas comprendre ce que Jacques Duclos affirme, à moins que pour celui-ci la république bourgeoise triomphant en 1871 ait été une chose progressiste.

Pour Victor Hugo, les choses sont claires : la

république bourgeoise est progressiste, et elle lui rendra bien puisqu'elle lui a organisé, à sa mort le 22 mai 1885, des funérailles nationales, sa dépouille étant directement amené au Panthéon de Paris le 31 mai 1885.

Victor Hugo n'était pas un socialiste, il ne sympathisait même pas avec l'anarchisme déjà important en France. Il était un démocrate chrétien, jouant à la révolution en paroles, mais la rejetant dans les faits, ce qui est typiquement français.

Voici ce que disait Hugo de la Commune de Paris de 1871 :

« Ce que représente la Commune est immense, elle pourrait faire de grandes choses, elle n'en fait que des petites. Et des petites choses qui sont des choses odieuses, c'est lamentable. Entendons-nous, je suis un homme de révolution.

J'accepte donc les grandes nécessités, à une seule condition : c'est qu'elles soient la confirmation des principes et non leur ébranlement. Toute ma pensée oscille entre ces deux pôles : « civilisation-révolution ». La construction d'une société égalitaire ne saurait découler que d'une recomposition de la société libérale elle-même. »

C'est conforme à la vision démocrate chrétienne de Hugo, qui réfutait le principe de révolution. Lorsqu'il affirme que des prisons fermeraient si on ouvrait des écoles, ce n'est pas tant une critique de la prison comme cela en a l'apparence, qu'un éloge de la société bourgeoise pacifiée.

Voici ce qu'il affirme dans *William Shakespeare*, faisant l'éloge non du peuple, mais des « grands hommes », car nous sommes en 1864, 16 ans après l'écrasement du peuple en 1848 :

« Le progrès de l'homme par l'avancement des esprits ; point de salut hors de là. Enseignez ! Apprenez ! Toutes les révolutions de l'avenir sont incluses,

amorties, dans ce mot : Instruction Gratuite et Obligatoire.

C'est par l'explication des œuvres du premier ordre que ce large enseignement intellectuel doit se couronner. En haut les génies.

Partout où il y a agglomération d'hommes, il doit y avoir, dans un lieu spécial, un explicateur public des grands penseurs. Qui dit grand penseur dit penseur bienfaisant. La présence perpétuelle du beau dans leurs œuvres maintient les poètes au sommet de l'enseignement.

Nul ne peut prévoir la quantité de lumière qui se dégagera de la mise en communication du peuple avec les génies. Cette combinaison du cœur du peuple avec le cœur du poète sera la pile de Volta de la civilisation. [...]

Les multitudes, et c'est là leur beauté, sont profondément pénétrables à l'idéal. L'approche du grand art leur plaît, elles en frissonnent. Pas un détail ne leur échappe. La foule est une étendue liquide et vivante offerte au frémissement. Une masse est une sensitive. Le contact du beau hérisse extatiquement la surface des multitudes, signe du fond touché. Remuement de feuilles, une haleine mystérieuse passe, la foule tressaille sous l'insufflation sacrée des profondeurs.

Et là même où l'homme du peuple n'est pas en foule, il est encore bon auditeur des grandes choses. Il a la naïveté honnête, il a la curiosité saine. L'ignorance est un appétit. Le voisinage de la nature le rend propre à l'émotion sainte du vrai. Il a, du côté de la poésie, des ouvertures secrètes dont il ne se doute pas lui-même. Tous les enseignements sont dus au peuple. Plus le flambeau est divin, plus il est fait pour cette âme simple. Nous voudrions voir dans les villages une chaire expliquant Homère au paysans. [...]

Versez Job, Salomon, Pindare, Ezéchiel, Sophocle, Euripide, Hérodote, Théocrite, Plaute, Lucrèce, Virgile, Térence, Horace, Catulle, Tacite, saint Paul, saint Augustin, Tertullien, Pétrarque, Pascal, Milton, Descartes, Corneille, La Fontaine, Montesquieu, Diderot, Rousseau, Beaumarchais, Sedaine, André Chénier, Kant, Byron,

Schiller, versez toutes ces âmes dans l'homme.

Versez tous les esprits depuis Ésope jusqu'à Molière, toutes les intelligences depuis Platon jusqu'à Newton, toutes les encyclopédies depuis Aristote jusqu'à Voltaire.

De la sorte, en guérissant la maladie momentanée, vous établirez à jamais la santé de l'esprit humain. Vous guérirez la bourgeoisie et vous fonderez le peuple. [...]

A qui sont les génies, si ce n'est à toi, peuple ? Ils t'appartiennent, ils sont tes fils et tes pères ; tu les engendres et ils t'enseignent. Ils font à ton chaos des percements de lumière. Enfants, ils ont bu ta sève. Ils ont tressailli dans la matrice universelle, l'humanité. Chacune de tes phases, peuple, est un avatar. La profonde prise de vie, c'est en toi qu'il faut la chercher. Tu es le grand flanc. Les génies sortent de toi, foule mystérieuse. Donc qu'ils retournent à toi.

Peuple, l'auteur, Dieu, te les dédie. »

Ce caractère de Victor Hugo, il n'a pourtant pas échappé à l'époque. Paul Lafargue, gendre de Karl Marx, a publié une analyse très claire de la position de Victor Hugo. Citons un passage littéralement assassin :

« La Cité de Londres, invitée, n'envoya pas de délégation aux funérailles du poète : des membres de son conseil prétendirent qu'ils n'avaient rien compris à la lecture de ses ouvrages ; c'était en effet bien mal comprendre Victor Hugo que de motiver son refus par de telles raisons.

Sans nul doute, les honorables Michelin, Ruel et Lyon Allemand de Londres s'imaginèrent que l'écrivain, qui venait de trépasser, était un de ces prolétaires de la plume, qui louent à la semaine et à l'année leurs cervelles aux Hachette de l'édition et aux Villemessant de la presse.

Mais si on leur avait appris que le mort avait son compte chez Rothschild, qu'il était le plus fort actionnaire de la Banque belge, qu'en homme prévoyant, il avait placé ses fonds hors de France, où l'on fait

des révolutions et où l'on parle de brûler le Grand livre, et qu'il ne se départit de sa prudence et n'acheta de l'emprunt de cinq milliards pour la libération de sa patrie, que parce que le placement était à six pour cent ; si on leur avait fait entendre que le poète avait amassé cinq millions en vendant des phrases et des mots, qu'il avait été un habile commerçant de lettres, un maître dans l'art de débattre et de dresser un contrat à son avantage, qu'il s'était enrichi en ruinant ses éditeurs, ce qui ne s'était jamais vu ; si on avait ainsi énuméré les titres du mort, certes les honorables représentants de la Cité de Londres, ce cœur commercial des deux mondes, n'auraient pas marchandé leur adhésion à l'importante cérémonie ; ils auraient, au contraire, tenu à honorer le millionnaire qui sut allier la poésie au droit et avoir.

La bourgeoisie de France, mieux renseignée, voyait dans Victor Hugo une des plus parfaites et des plus brillantes personnifications de ses instincts, de ses passions et de ses pensées. »

Victor Hugo n'a jamais été un grand écrivain, il est un excellent tribun qui a écrit des œuvres en reprenant son ton oral, son ton de tribun. Dans le domaine du théâtre, il n'est qu'une misérable et pâle copie de Shakespeare ; sa poésie n'est que bondieuseries larmoyantes, ses romans ne sont que des caricatures romantiques.

Le XIXe siècle, ce n'est pas Victor Hugo, c'est un romantisme contradictoire représenté surtout par Nerval et Chateaubriand, c'est le réalisme (et également en partie le naturalisme) et cela sera la poésie symboliste, de Baudelaire à Rimbaud en passant par Verlaine. Ce n'est pas Victor Hugo, invention idéologique de la troisième république.

## 12. Paul Lafargue, La légende de Victor Hugo

[23 juin 1885, d'après l'édition de 1902]

Victor Hugo appartient désormais à l'impartialité de l'histoire.

Dès le coup d'État de 1852 la légende s'est emparée de Hugo. Durant l'Empire, dans l'intérêt de la propagande anti-bonapartiste et républicaine, on n'osait s'opposer à cette cristallisation de la fantaisie, en quête de demi-dieux : après le 16 mai, il n'y avait pas nécessité de troubler les dernières années d'un homme âgé, dont le rôle était fini. Mais aujourd'hui que le poète, célébré par la presse, reconnu et proclamé le "grand homme du siècle" dort au Panthéon, "la colossale tombe des génies", la critique reconquiert ses droits. Elle peut sans crainte de compromettre des intérêts politiques et de blesser inutilement un vieillard devenu inoffensif étudier la vie de cet homme, au nom retentissant. Elle a le devoir de dégager la vérité enfouie sous les mensonges et les exagérations.

Les hugolâtres se scandaliseront de ce qu'une critique impie, ose porter la main sur leur idole : mais qu'ils en prennent leur parti. — La critique historique ne cherche pas à plaire et ne craint pas de déplaire. Cette étude, écrite sur des notes recueillies en 1869, n'a pas la prétention d'épuiser le sujet, mais simplement de mettre en lumière le véritable caractère de Victor Hugo, si étrangement méconnu.

P. L.

Sainte Pélagie, 23 juin 1885.

Le premier juin 1885 Paris célébrait les plus magnifiques funérailles du siècle : il enterrait Victor Hugo il poeta sovrano. Pendant dix jours, la presse tout entière prépara l'opinion publique de France et d'Europe. Paris, un instant ému, par la promenade du drapeau rouge et les charges policières du Père Lachaise, qui revivifiaient les souvenirs de la Semaine sanglante, se remit à ne s'occuper que de celui qui fut "le plus illustre représentant de la conscience humaine". Les journaux n'avaient pas assez de leurs trois pages — la quatrième étant prise par les annonces, — pour exalter "le génie

en qui vivait l'idée humaine".

La langue que Victor Hugo avait cependant enrichie de si nombreuses expressions laudatives, semblait pauvre aux journalistes, du moment qu'elle était appelée à traduire leur admiration pour "le plus gigantesque penseur de l'univers", on recourut à l'image. Une feuille du soir, à court de vocables, représenta sur sa première page, le soleil plongeant dans l'océan. La mort de Hugo était la mort d'un astre. "L'art était fini !".

La population, brassée par l'enthousiasme journalistique, jeta trois cent mille hommes, femmes et enfants, derrière le char du pauvre qui emportait le poète au Panthéon, et un million sur les places, les rues et les trottoirs par où il passait.

Un vélum noir voilait de deuil l'Arc de Triomphe de la gloire impériale ; la lumière des becs de gaz et des lampadaires filtrait, lugubre, à travers le crêpe ; des couronnes d'immortelles et de peluches, des portraits de Hugo sur son lit de mort, des médailles de bronze, portant gravé : Deuil national..., enfin tous les symboles de la douleur désespérée avaient été réquisitionnés, et pourtant la multitude immense n'avait ni regrets pour le mort, ni souvenirs pour l'écrivain : Hugo lui était indifférent. Elle paraissait ignorer que l'on menait, sous ses yeux, au Panthéon "le plus grand poète qui eût jamais existé".

La foule houleuse et de belle humeur témoignait bruyamment sa satisfaction du temps et du spectacle ; elle s'enquérail du nom des célébrités et des délégations de villes et de pays qui défilaient pour son plaisir ; elle admirait les monumentales couronnes de fleurs portées sur des chars ; elle applaudissait les fifres des sociétés de tir, déchirant les oreilles de leurs airs discordants ; elle saluait de rires ironiques Déroulède et son sérieux en redingote verte ; et pour mettre le comble à sa joie, il ne manquait que le blason des Benni-bouffe-toujours du cortège, — le lapin sauté et leur arme, — la colossale seringue de carton.

Acteurs et spectateurs jubilaient. Il est vrai que les habitants des grands boulevards, désappointés de ce que l'on ne promenait pas le cadavre devant leurs portes, supputaient avec aigreur les sommes rondelettes qu'ils n'auraient pas manqué d'empocher ; le cœur ulcéré, ils se racontaient que des fenêtres et des balcons avaient été loués des centaines et des milliers de francs ; qu'en trois heures d'horloge on gagnait deux fois et plus le loyer de six mois. Mais le chagrin des grincheux disparaissait dans la réjouissance générale.

Les brasseries à femmes du boulevard Saint-Michel débordaient sur le trottoir en échafaudage ; on achetait au poids de l'or le droit d'y cuire au soleil, en s'arrosant de bière frelatée. Les petites gens, installées aux bons endroits, dès la pointe du jour, qui avec une chaise, qui avec une table, un banc, une échelle, les cédaient aux curieux pour le prix de deux journées de rigolade et de vie de rentier. Les hôteliers, les cabaretiers, les fricoteurs de la race goulue souriaient d'allégresse en palpant dans leurs poches les pièces de cent sous que la fête rapportait : l'un d'eux disait d'un air très convaincu : "il faudrait qu'il meure toutes les semaines un Victor Hugo pour faire aller le commerce !"

Le commerce marchait en effet ! Commerce de fleurs et d'emblèmes mortuaires ; commerce de journaux, de gravures, de lyres en zinc bronzé, doré, argenté, de médailles en galvano, d'effigies montées en épingle ; commerce de crêpe noir et de brassards, d'écharpes, de rubans tricolores et multicolores ; commerce de bière, de vin, de charcuterie ; les gens affamés mangeaient et buvaient debout dans la rue, devant les comptoirs, n'importe quoi et à n'importe quel prix ; commerce d'amour, — les provinciaux et les étrangers, venus des quatre coins de l'horizon, honoraient le mort en festoyant avec les horizontales.

Les funérailles du premier juin ont été dignes du mort qu'on panthéonisait et dignes de la classe qui escortait le cadavre.



Les organisations socialistes révolutionnaires de France et de l'Étranger, qui sont la partie consciente du prolétariat, ne s'étaient pas fait représenter aux obsèques de Victor Hugo. Les anarchistes faisaient exception et pour se distinguer une fois de plus des socialistes révolutionnaires, ils essayèrent de mêler leur drapeau noir aux drapeaux multicolores du cortège; Elisée Reclus, leur homme remarquable, pria son ami Nadar d'inscrire son nom sur le registre mortuaire.

Cependant le gouvernement en frappant d'interdit le déploiement du drapeau rouge ; M. Vacquerie en déclarant que dans l'exil, Hugo avait toujours marché derrière le drapeau rouge toutes les fois qu'on portait en terre une des victimes du coup d'État, et la presse radicale en réclamant le droit à la rue pour l'étendard de la Commune et en rappelant qu'en 1871 le proscrit de l'Empire avait ouvert sa maison de Bruxelles aux vaincus de Paris, tous semblaient à l'envie convier les révolutionnaires à s'assembler autour du cercueil de Victor Hugo, comme centre de ralliement des partis républicains. Mais les révolutionnaires socialistes refusèrent de prendre part à la promenade carnavalesque du premier juin.

La Cité de Londres, invitée, n'envoya pas de délégation aux funérailles du poète : des membres de son conseil prétendirent qu'ils n'avaient rien compris à la lecture de ses ouvrages ; c'était en effet bien mal comprendre Victor Hugo que de motiver son refus par de telles raisons.

Sans nul doute, les honorables Michelin, Ruel et Lyon Allemand de Londres s'imaginèrent que l'écrivain, qui venait de trépasser, était un de ces prolétaires de la plume, qui louent à la semaine et à l'année leurs cervelles aux Hachette de l'édition et aux Villemessant de la presse. Mais si on leur avait appris que le mort avait son compte chez Rothschild, qu'il était le plus fort actionnaire de la Banque belge, qu'en homme prévoyant, il avait placé ses fonds hors de France, où l'on fait des révolutions et où l'on

parle de brûler le Grand livre, et qu'il ne se départit de sa prudence et n'acheta de l'emprunt de cinq milliards pour la libération de sa patrie, que parce que le placement était à six pour cent ; si on leur avait fait entendre que le poète avait amassé cinq millions en vendant des phrases et des mots, qu'il avait été un habile commerçant de lettres, un maître dans l'art de débattre et de dresser un contrat à son avantage, qu'il s'était enrichi en ruinant ses éditeurs, ce qui ne s'était jamais vu ; si on avait ainsi énuméré les titres du mort, certes les honorables représentants de la Cité de Londres, ce cœur commercial des deux mondes, n'auraient pas marchandé leur adhésion à l'importante cérémonie ; ils auraient, au contraire, tenu à honorer le millionnaire qui sut allier la poésie au doit et avoir.

La bourgeoisie de France, mieux renseignée, voyait dans Victor Hugo une des plus parfaites et des plus brillantes personnifications de ses instincts, de ses passions et de ses pensées.

La presse bourgeoise, grisée par les louanges hyperboliques qu'elle jetait à pleines colonnes sur le mort, négligea de mettre en relief le côté représentatif de Victor Hugo, qui sera peut-être son titre le plus réel aux yeux de la postérité. Je vais essayer de réparer cet oubli.

Les légitimistes ne pardonnent pas à Victor Hugo, l'ultra-royaliste et l'ardent catholique d'avant 1830 d'être passé au parti républicain. Ils oublient qu'un fils de vendéen, M. de la Rochejacquelein, enrôlé dans le Sénat du second Empire, répondit cavalièrement à de semblables reproches : "Il n'y a que les imbéciles qui ne changent jamais". Le poète, incapable de ce dédain aristocratique, ne lança jamais au parti qu'il désertait cette impertinente excuse : mais il voulut expliquer aux républicains pourquoi il avait été royaliste.

— Ma mère était une brigande de la Vendée ; à quinze ans elle fuyait à travers le Bocage, comme Madame Bonchamp, comme Madame de la Roche-jacquelin, écrit-il en 1831, dans la

préface des Feuilles d'automne. — Mon père, soldat de la République et de l'Empire bivouaquait en Europe ; je vécus auprès de ma mère et subis ses opinions ; pour elle "la Révolution c'était la guillotine, Bonaparte l'homme qui prenait les fils, l'empire du sabre (1)". Son influence, non contrebalancée, planta dans le jeune cœur de Hugo une haine vigoureuse de Napoléon et de la Révolution, car "il était soumis en tout à sa mère et prêt à tout ce qu'elle voulait (2)". Le royalisme de Hugo n'était que de la piété filiale et l'on sait que personne, mieux que lui, ne mérita l'épithète de bon fils, bon mari, bon père.

Emporté par son imagination, Hugo, le converti de 1830, se figurait les opinions de sa mère, non telles qu'elles avaient été, mais telles que les besoins de son excuse les exigeaient. En effet, cette brigande, qui battait la campagne pour le Roy s'amouracha d'un pataud, du républicain J.-L.-S. Hugo, qui, pour se mettre à la mode du jour, s'était affublé du prénom de Brutus.

Elle l'avait connu à Nantes où siégeait une commission militaire, qui, parfois, jugeait et passait par les armes, en un seul jour, des fournées de dix et douze brigands et brigandes. Brutus Hugo remplissait auprès de cette commission les fonctions de greffier. En 1796, la brigande épousa civilement le soldat républicain, qui, plus Brutus que jamais, était pour l'instant et le resta jusqu'en 1797, rapporteur d'un conseil de guerre, qui jugeait expéditivement les royalistes : sans autre forme de procès, il les condamnait à mort, leur identité et inscription sur la liste des suspects, constatées.

La brigande suivit son mari à Madrid, orna la cour de Joseph qui sur le trône d'Espagne, remplaçait le roi légitime, et permit à son fils aîné Abel, d'endosser la livrée bonapartiste, en qualité de page. Le royalisme de Madame Hugo, si tant est qu'elle eut une opinion politique, devait être bien platonique : autrement il faudrait admettre que cette femme si courageuse, si fidèle en ses amitiés (pendant 18

mois, au risque de mille dangers, elle cacha aux Feuillantines, le général Lahorie, traqué par la police impériale), aurait ainsi renié sa foi et pactisé avec les plus cruels ennemis de son parti.

Hugo a dû ne savoir à quelle excuse se vouer, pour en arriver à prêter à sa mère défunte, des opinions en contradiction si flagrante avec les actes de sa vie et à nous la montrer traître au parti, traître au roi pour qui elle aurait affronté la mort. Lui, le fils pieux, il a dû souffrir d'être réduit à flétrir la mère si dévouée à ses enfants, qui les éleva et les soigna si tendrement alors que le père les abandonnait, qui les laissa librement se développer et obéir aux impulsions de leur nature. Mais il lui fallait à tout prix trouver quelqu'un, sur qui rejeter la responsabilité de ses odes royalistes, qui l'embarrassaient davantage que le boulet ne gêne le forçat pour fuir à travers champs : il prit sa mère (3). Il peut invoquer des circonstances atténuantes.

On utilisait, à l'époque, la mère de toutes les façons ; elle était déjà la grande ficelle dramatique : c'était le souvenir de la mère qui au théâtre paralysait le bras de l'assassin prêt à frapper ; c'était la croix de la mère, qui exhibée au moment psychologique, prévenait le viol, l'inceste et sauvait l'héroïne ; c'était la mort de sa mère, qui du Chateaubriand sceptique et disciple de Jean-Jacques de 1797, tira le Chateaubriand mystagogique d'*Atala* et du *Génie du Christianisme* de 1800. Victor Hugo qui ne devança jamais de 24 heures l'opinion publique, mais sut toujours lui emboîter le pas, singeait Chateaubriand son maître, et appliquait à son usage privé le truc qui ne ratait pas son effet au théâtre.

Que le royalisme de Hugo fût de circonstance ou d'origine maternelle, peu importe ; il est certain qu'il était grassement payé, et c'était heureux, car le public achetait avec modération ses livres : les éditeurs de Han d'Islande lui écrivaient en 1823 qu'ils ne savaient comment se débarrasser des 500 exemplaires de la première édition, qui restaient en magasin. Louis XVIII

octroyait au poète, en septembre 1822, une pension de 1.000 francs sur sa cassette particulière et, en février 1823, une seconde pension de 2.000 francs sur les fonds littéraires du ministère de l'Intérieur.

Victor Hugo et ses deux frères, Abel et Eugène, faisaient avec courage et ténacité le siège de ces fonds littéraires ; en 1821, ils se plaignaient amèrement de ce que le ministère n'avait pas subventionné leur revue bimensuelle, *Le Conservateur littéraire* (4). Ils défendaient avec âpreté le fond des reptiles en même temps qu'ils l'attaquaient avec convoitise ; ainsi le Conservateur s'indignait contre Benjamin Constant, cet "ex-homme de lettres qui a fait refuser à la Chambre une somme de 40.000 francs destinée à donner des encouragements aux gens de lettres. Le but du député libéral est, dit-il, d'empêcher que cette somme ne serve à soudoyer quelque pamphlétaire ministériel (5)". Rogner les fonds secrets du ministre, c'était porter la main sur la propriété des Hugo.

A la fin de l'année 1826, Victor réclamait au vicomte de la Rochefoucauld une augmentation de la part qui lui revenait sur ces fonds : depuis que ma pension a été accordée, écrivait-il, "quatre ans se sont écoulés et si ma pension est restée ce qu'elle était, j'ai eu du moins la joie (qui ne le réjouissait pas) de voir la bonté du roi augmenter les pensions de plusieurs hommes de lettres de mes amis et dont quelques-uns la dépassent de plus du double.

Ma pension seule étant restée stationnaire, je pense, monsieur le vicomte, n'être pas sans quelque droit à une augmentation... Je dépose avec confiance ma demande entre vos mains, en vous priant de vouloir la mettre sous les yeux de ce roi qui veut faire des beaux-arts, le fleuron le plus éclatant de sa couronne." On ne tint nul compte de la demande si pressante et si motivée du fidèle serviteur, qui pour se consoler, épancha son désappointement, dans une pièce de vers, où il traita Charles X de "roi-soliveau" et ses ministres de malandrins, qui "vendraient la France aux cosaques et l'âme aux hiboux." Mais

afin de conserver les pensions acquises, il garda ses vers en portefeuille jusqu'en 1866 : ils sont publiés dans *Les chansons des rues et des bois* sous le titre : "Écrit en 1827."

Il est regrettable que Victor Hugo, au lieu de prêter à sa mère ses opinions royalistes pour pallier son péché de royalisme, n'ait pas simplement avoué la vérité, qui était si honorable. En effet qu'y a-t-il de plus honorable que de gagner de l'argent ! Hugo vendait au roi et à ses ministres son talent lyrique, comme l'ingénieur et le chimiste louent aux capitalistes leurs connaissances mathématiques et chimiques, il détaillait sa marchandise intellectuelle en strophes et en odes, comme l'épicier et le mercier débitent leur cotonnade au mètre et leur huile en flacons.

S'il avait confessé qu'en rimant l'ode sur la naissance du duc de Bordeaux ou l'ode sur son Baptême, ou n'importe quelle autre de ses odes, il avait été inspiré et soutenu par l'espoir du gain, il aurait du coup conquis la haute estime de la Bourgeoisie, qui ne connaît que le donnant-donnant et l'égal échange et qui n'admet pas que l'on distribue des vers, des asticots ou des savates gratis pro deo. Convaincue que Victor Hugo ne faisait pas de "l'art pour l'art", mais produisait des vers pour les vendre, la bourgeoisie aurait imposé silence aux plumitifs envieux qui, sous Louis-Philippe, reprochaient à l'écrivain, ses gratifications royales.

Si le poète avait, sans ambages et détours exposé le véritable motif de sa conduite royaliste, il aurait rendu à la poésie française un service plus réel qu'en écrivant *Hernani*, *Ruy Blas* et surtout la préface de *Cromwell* : il aurait doté la France de plusieurs Hugo, bien qu'un seul suffise et au-delà à la gloire d'un siècle.

Baudelaire, cet esprit mal venu dans ce siècle de mercantilisme, ce mal appris qui abominait le commerce, se lamentait de ce que lorsque :

Le poète apparaît en ce monde ennuyé,  
Sa mère épouvantée et pleine de

blasphèmes,  
Crispe ses poings vers Dieu qui la prend  
en pitié.

Pourquoi, dans les familles bourgeoises, des imprécations et des colères accueillent le poète à sa naissance ? Parce que, on a si souvent répété que les poètes vivent dans la pauvreté et meurent à l'hôpital, comme Gilbert, comme Malfilâtre, que les pères et mères ont dû finir par croire que poésie était synonyme de misère. Mais si on leur avait prouvé que dans ce siècle du Progrès, les romantiques avaient domestiqué la muse vagabonde, qu'ils lui avaient enseigné l'art de "jouer de l'encensoir, d'épanouir la rate du vulgaire, pour gagner le pain de chaque soir" (6), et si on leur avait montré le chef de l'école romantique recevant à vingt ans trois mille francs de pension pour des vers "somniafères" les parents, jugeant que la poésie rapportait davantage que l'élève des lapins ou la tenue des livres auraient encouragé, au lieu de réprimer, les vellétés poétiques de leur progéniture (7).

La bourgeoisie industrielle et commerciale n'aurait pas attendu sa mort pour ranger Victor Hugo, parmi les plus grands hommes de son histoire, si elle avait connu les sacrifices héroïques qu'il s'imposa et les tortures mentales qu'il supporta pour acquérir ces deux pensions.

Madame Hugo n'aimait pas Napoléon, elle choisissait pour amis ses ennemis ; après la défaite de Waterloo, afin de fouler aux pieds la couleur de l'Empire, elle se chaussa de bottines vertes, ce simple fait caractérise la nature violente de ses sentiments (8). L'oncle et le père de Hugo nourrissaient de nombreux griefs contre l'empereur, qui refusa de confirmer ce dernier dans son grade de général, conféré par Joseph Lahorie, qui pendant sa réclusion de 18 mois aux Feuillantines, apprenait au jeune Victor à "lire Tacite", ne devait pas non plus, lui inculquer l'amour de Bonaparte, contre lequel il conspirait. Hugo devait donc épouser la haine de sa mère pour Napoléon, que partageaient son mari et ses amis, en même temps qu'il endossait

ses opinions royalistes.

Mais il fut réfractaire à toute influence, personne ne put lui imposer ses sentiments, ni père ni mère, ni oncle, ni amis : Napoléon et son extraordinaire fortune emplissaient sa tête ; "son image sans cesse ébranlait sa pensée". Tous les hommes de sa génération subirent cette action troublante. Il faut lire *Rouge et Noir* pour comprendre à quel point Napoléon s'empara de l'imagination des hommes de vouloir et de pouvoir. Toute sa vie, il obséda Hugo : tout enfant, il était son idéal. Ses camarades d'école jouaient des pièces de théâtre de sa composition ou de celles de son frère Eugène.

"Les sujets habituels de ces pièces étaient les guerres de l'empire... c'était Victor qui jouait Napoléon. Alors il couvrait de décorations sa poitrine rayonnante d'aigles d'or et d'argent." (9). En ces temps il songeait fort peu à la Vendée et à ses vierges martyres, à Henri IV et aux vertus des rois légitimes : Napoléon le possédait tout entier ; et oubliant les jeux de l'adolescence, il étudiait ses campagnes, et suivait sur la carte, la marche de ses armées.

Mais que son héros, battu à Waterloo, soit emprisonné à Sainte-Hélène, que son père, pour avoir refusé de rendre à l'étranger la forteresse de Thionville soit accusé de trahison, que Louis XVIII, fasse son entrée triomphale dans Paris, escorté de "cosaques énormes, roulant des yeux féroces sous des bonnets poilus, brandissant des lances rouges de sang et portant au cou des colliers d'oreilles humaines, mêlées de chaînes de montres" (10), et le jeune poète, pare "sa boutonnière d'un lys d'argent", choisit pour sujet de sa première tragédie, une restauration, et injurie Bonaparte "ce tyran qui ravageait la terre." (11).

Et pendant dix ans, sans éprouver un moment de lassitude, il fit "tonner dans ses vers la malédiction des morts, comme un écho de sa fatale gloire" (12). Il faut arriver à 1827, pour le voir dans son *Ode à la Colonne*, essayer de glorifier indirectement l'Empire en glorifiant ses maréchaux ; mais pour se départir de la

conduite qu'il s'était imposée et qu'il avait suivie avec tant de fermeté, Hugo avait une excuse. L'insulte faite par l'ambassade d'Autriche, aux maréchaux Soult et Oudinot, indigna si fortement l'armée et la cour, que les Débats et les journaux royalistes prirent leur défense, en écrivant l'*Ode à la Colonne*, il obéissait au mot d'ordre donné par le parti royaliste. *Les Débats* l'insérèrent à leur troisième page.

Il serait difficile, si on ne connaissait les mœurs du temps et les qualités de la famille Hugo, de comprendre qu'un jeune homme, fût-il de génie, put posséder d'une manière si parfaite, l'art de se contenir et de dissimuler ses sentiments.

Les régimes politiques s'étaient succédés depuis 1789, avec une rapidité si vertigineuse, que l'art de renier ses opinions et de saluer le soleil levant, était cultivé comme une nécessité de la lutte pour l'existence (13). La famille Hugo excella dans cet art précieux. Quelques détails biographiques sur le général Hugo et sur son fils aîné, Abel, diminueront peut-être l'admiration des hugolâtres pour le génie machiavélique de leur héros ; mais permettront au psychologue de s'expliquer comment tant de diplomatie pouvait se loger dans un si jeune cerveau.

Brutus Hugo, le farouche républicain de 1793, qui pourvoyait de chouans et de royalistes les pelotons d'exécution et la guillotine, fructidorise le Corps législatif avec Augereau, prend du service dans le palais de Joseph, en qualité de majordome, troque son surnom romain, contre un titre de Comte espagnol, prête serment à Louis XVIII qui le décore de la croix de Saint-Louis, se rallie à Napoléon, débarqué à Cannes, offre de reprêter serment à Louis XVIII retour de Gand, qui le met à la retraite et l'interne à Blois ; là pour occuper ses loisirs, il écrit ses Mémoires. Abel, son fils aîné, les enrichit d'un précis historique, débutant par cet acte de foi : "Attaché par conviction à la monarchie constitutionnelle, profondément pénétré du

dogme de la légitimité, dévoué par sentiment à l'auguste famille qui nous a rendu, etc...".

Victor Hugo ne pouvait se lasser d'admirer les exemples de conduite loyale que léguait à ses enfants l'ex-Brutus : il lui dit :

Va, tes fils sont contents de ton noble héritage,  
Le plus beau patrimoine est un nom vénéré !

*Odes*. Livre II. VIII. Edit. 1823.

Abel, mort en 1873, vécut jusqu'en 1815 presque toujours auprès de son père : il ne pouvait donc rendre sa mère responsable de l'ultra-royalisme qui se révéla subitement dans ses écrits après la chute de l'Empire. Ainsi que Victor, il était spécialement attaché au service personnel de la famille royale. Tandis que Victor chante en vers le sacre du roi, il publie, en prose la vie anecdotique du comte d'Artois, aujourd'hui Charles X : "Aucun prince ne fut plus séduisant que le comte d'Artois... il est rempli de grâce, de franchise, de noblesse, etc..." et cela continue ainsi pendant des dizaines de pages.

Le roi encensé, il allonge son coup de pied à "cette révolution, qui se plongeait dans tous les crimes et rampait sous tous les maîtres", il insulte Buonaparte, se pâme à la lecture de la proclamation à l'armée du Comte d'Artois, lieutenant-général du royaume, envoyé à Lyon pour arrêter la marche de Napoléon, et il la commente ainsi : "Plus le langage était noble et délicat, moins il était propre à faire impression sur des esprits qui ne semblaient accessibles, qu'à celui de la séduction. Les traîtres n'y opposèrent qu'un rire moqueur". Son père, le général Hugo, était parmi ces traîtres. — Charles X exilé, Abel décoré par Louis-Philippe pour "services rendus par la plume", écrivit l'*Histoire populaire de Napoléon* (1853), elle lui valut les chauds compliments du prince Napoléon.

Abel joignait à cette remarquable souplesse

de conduite, un esprit commercial, fécond en ressources. Il publia pour répondre aux engouements du public et pour satisfaire ses goûts, des études sur le théâtre Espagnol, une édition du *Romancero*, une brochure sur le Guano, sa valeur comme engrais, un guide perpétuel de Paris : Tout Paris pour 12 sous, un mémoire sur la période de Disette, qui menace la France, une Histoire de France illustrée ; il composa un vaudeville en collaboration avec Romieu ; il étudia L'Afrique au point de vue agricole, créa le *Journal du Soir*, inventa les publications illustrées, par livraison, etc. Abel était un habile industriel de lettres.

Mais ce à quoi on ne devait s'attendre, c'est de rencontrer chez le soldat des guerres de l'empire, cette humanitarie qui, sur la lyre de Victor devait se substituer au roi et au catholicisme. Sous le pseudonyme de Genty, le général Hugo publiait en 1818 une brochure où se mêlent avec bonheur les préoccupations de l'industriel et du philanthrope (14). Il y résout ce double problème : donner une dot aux enfants trouvés, et procurer des travailleurs blancs aux planteurs, qui ne pouvaient plus, comme par le passé, aller chercher des noirs sur la côte africaine.

Les travailleurs blancs seraient pris aux Enfants trouvés. Le gouvernement élevant ces enfants à ses frais, peut en disposer à son gré : "il se chargerait de fournir aux colons, des enfants dans l'âge de 9 à 10 ans pour les filles, et de 10 à 11 ans pour les garçons. L'engagement pour tous prendrait la date même de leur embarquement et ne pourrait excéder 15 années, à l'expiration desquelles il cesserait de droit. L'administration ferait alors compter à ces enfants à titre de dot, savoir aux hommes 600 francs, et aux femmes 500 francs."

Ce projet satisferait tout le monde, et lierait étroitement les colonies à la métropole. Les colons achetaient leurs négrillons des 2 et 4 cents francs : la mère patrie leur fournit les petits blancs gratis. Les enfants blancs qui résisteraient au régime des coups de fouet et de

travail forcé des planteurs, recevraient au bout de 15 ans, une dot de 5 à 6 cents francs. La philanthropie bourgeoise qui a inventé la prison cellulaire, le travail forcé des femmes et des enfants dans les ateliers, qui valse et minaude dans les bals de charité pour apaiser la faim des affamés, devrait reprendre le projet du général Hugo et en faire le complément de la loi des récidivistes (15).

La révolution de 1830 désarçonne Victor Hugo, mais ne l'empêche pas de continuer, comme par le passé, à toucher ses trois mille francs de pension si honorablement gagnés. La préface des *Feuilles d'Automne*, publiée en 1831, le montre hésitant, il avait noué des relations avec de jeunes et ardents républicains qui, pour l'attirer, le flattaient : ainsi la Biographie des contemporains de Rabbe, dit que "Hugo avait chanté les trois jours dans les plus beaux vers qu'ils avaient inspirés".

Mais les doctrines républicaines, qui ne savaient se donner du poids par des gratifications, pénétraient difficilement dans son cerveau : il n'eut pas besoin, comme le Marius des Misérables, de monter sur les barricades et d'y recevoir des blessures pour se guérir de son néo-républicanisme. Dès qu'il comprend que le trône de Louis-Philippe est affermi, il déclare "il nous faut la chose république et le mot monarchie" (16).

Cette phrase qui paraîtra un plagiat du mot historique de Béranger, est une profession de foi : elle voulait dire, qu'il allait accepter les grâces et faveurs de la monarchie, tout en restant républicain dans son for intérieur. Sous Louis XVIII et Charles X, il adorait Napoléon dans son cœur, et l'insultait dans les vers publiés, pour plaire à ses patrons légitimistes. Le républicain flatta Louis-Philippe pour obtenir la pairie, comme le napoléonien adula les Bourbons pour arracher des pensions.

Le 21 juillet 1842, il eut le courage de jeter à la face de Louis-Philippe des phrases de ce calibre : "Sire, vous êtes le gardien auguste et infatigable de la nationalité et de la

civilisation... Votre sang est le sang du pays, votre famille et la France ont le même cœur... Sire, vous vivrez longtemps encore, car Dieu et la France ont besoin de vous". Victor Hugo a toujours été cosmopolite : il unissait tous les rois d'Europe dans son adulation. Plus tard, après 1848, il parlera des États-Unis d'Europe.

Mais auparavant il avait "béné l'avènement de la reine Victoria" et célébré le Czar Nicolas "le noble et pieux empereur" (17). En 1846, il priait le baron de Humboldt de remettre un de ses discours académiques "à son auguste roi, pour lequel, vous connaissez ma sympathie et mon admiration". Cette majesté si admirée était Guillaume IV, roi de Prusse et frère de l'empereur d'Allemagne, couronné à Versailles (18). L'histoire ne raconte pas si le poète reçut des gratifications des Majestés-Unies d'Europe.

Enfin arrive le grand jour : Hugo reconquérant la liberté de sa pensée, ne sera plus obligé de flatter les rois en public et de chérir la république dans son for intérieur. La révolution de 1848 chasse "l'auguste gardien de la civilisation" et juche au pouvoir les républicains du National. Un instant on croit la régence possible, Victor Hugo s'empresse de la demander, place des Vosges ; on proclame la république, Victor Hugo, sans perdre une minute, se métamorphose en républicain.

Les personnes qui s'arrêtent aux apparences, l'accuseront d'avoir varié, parce que tour-à-tour il fut bonapartiste, légitimiste, orléaniste, républicain ; mais une étude un peu attentive montre au contraire que sous tous ces régimes, il n'a jamais modifié sa conduite, que toujours, sans se laisser détourner par les avènements et les renversements de gouvernement, il poursuivit un seul objet, son intérêt personnel, que toujours il resta hugoïste, ce qui est pire qu'égoïste, disait cet impitoyable railleur de Heine, que Victor Hugo, incapable d'apprécier le génie, ne put jamais sentir.

Est-ce la faute à ce pauvre homme, si pour faire fortune, le but sérieux de la vie bourgeoise, il dut mettre à son chapeau toutes ces

cocardes ? Si faute il y a, qu'elle retombe sur la bourgeoisie qui acclama et renversa successivement tous ces gouvernements. Hugo pâtit de ces variations politiques : jusqu'en 1830, il dut étouffer son ardente admiration pour Napoléon ; et jusqu'en 1848, il dut ensevelir son républicanisme sous des flatteries au roi, comme Harmodius cachait son poignard tyrannicide sous des fleurs.

Ils comprennent bien mal Hugo, ceux qui voient en lui un homme voué à la réalisation d'une idée : à ce compte sa vie serait un tissu de contradictions irréductibles. Il laissa ce rôle aux idéologues, aux hurluberlus qui rêvent leur vie ; il se contenta d'être un homme raisonnable, ne s'inquiétant, ni de l'effigie de ses pièces de cent sous, ni de la forme du gouvernement qui maintient l'ordre dans la rue, fait marcher le commerce, et donne des pensions et des places.

Dans son autobiographie il déclare explicitement que "la forme du gouvernement lui semblait la question secondaire". Dans la préface des *Voix intérieures* de 1837, il avait pris pour devise : "Être de tous les partis par leurs côtés généreux, (c'est-à-dire qui rapportent) ; n'être d'aucun par leurs mauvais côtés (c'est-à-dire qui occasionnent des pertes)".

Hugo a été un ami de l'ordre: il n'a jamais conspiré contre aucun gouvernement, celui de Napoléon III excepté, il les a tous acceptés et soutenus de sa plume et de sa parole et ne les a abandonnés que le lendemain de leur chute. Sa conduite est celle de tout commerçant, sachant son métier : une maison ne prospère, que si son maître sacrifie ses préférences politiques et accepte le fait accompli. Les Dollfus, les Kœchlin, les Scheurer-Kestner, ces républicains modèles de Mulhouse, la cité libre jusqu'en 1793, ne se sont-ils pas accommodés à tous les régimes qui, depuis près d'un siècle, se sont succédés en Alsace ; n'ont-ils pas reçu des subventions de l'empire et ne lui ont-ils pas réclamé des franchises douanières pour leur industrie et des mesures répressives contre leurs ouvriers ? Les affaires d'abord, la politique

ensuite.

De 1848 à 1885, Hugo se comporte en "républicain honnête et modéré" et l'on peut défier ses adversaires de découvrir pendant ces longues années, un seul jour de défaillance.

En 1848, les conservateurs et les réactionnaires les plus compromis se prononcèrent pour la république que l'on venait de proclamer : Victor Hugo n'hésita pas une minute à suivre leur noble exemple. "Je suis prêt, dit-il, dans sa profession de foi aux électeurs, à dévouer ma vie pour établir la République qui multipliera les chemins de fer... décuplera la valeur du sol... dissoudra l'émeute... fera de l'ordre, la loi des citoyens... grandira la France, conquerra le monde, sera en un mot le majestueux embrassement du genre humain sous le regard de Dieu satisfait." Cette république est la bonne, la vraie, la république des affaires, qui présente "les cotés généreux" de sa devise de 1837.

— Je suis prêt continua-t-il, à dévouer ma vie pour "empêcher l'établissement de la république qui abattra le drapeau tricolore sous le drapeau rouge, fera des gros sous avec la colonne, jettera à bas la statue de Napoléon et dressera la statue de Marat, détruira l'Institut, l'Ecole Polytechnique et la Légion d'honneur ; ajoutera à l'illustre devise : Liberté, Egalité, Fraternité, l'option sinistre : ou la mort ; fera banqueroute, ruinera les riches sans enrichir les pauvres, anéantira le crédit qui est la fortune de tous et le travail qui est le pain de chacun, abolira la propriété et la famille, promènera des têtes sur des piques, remplira les prisons par le soupçon et les videra par le massacre, mettra l'Europe en feu et la civilisation en cendres, fera de la France la patrie des ténèbres, égorgera la liberté, étouffera les arts, décapitera la pensée, niera Dieu." Cette république est la république sociale.

Victor Hugo a loyalement tenu parole. Il était de ceux qui fermaient les ateliers nationaux, qui jetaient les ouvriers dans la rue, pour noyer

dans le sang les idées sociales, qui mitraillaient et déportaient les insurgés de juin, qui votaient les poursuites contre les députés soupçonnés de socialisme, qui soutenaient le prince Napoléon, qui voulaient un pouvoir fort pour contenir les masses, terroriser les socialistes, rassurer les bourgeois et protéger la famille, la religion, la propriété menacées par les communistes, ces barbares de la civilisation.

Avec un courage héroïque, qu'aucune pitié pour les vaincus, qu'aucun sentiment pour la justice de leur cause n'ébranlèrent, Victor Hugo, digne fils du Brutus Hugo de 1793, vota avec la majorité, maîtresse de la force. Ses votes glorieux et ses paroles éloquentes sont bien connus ; ils sont recueillis dans les annales de la réaction qui accoucha de l'empire ; mais on ignore la conduite, non moins admirable de son journal, l'Événement fondé le 30 juillet 1848, avec le concours de Vacquerie, de Théophile Gautier, et de ses fils ; elle mérite d'être signalée.

L'Événement prenait cette devise, qui, après juin, était de saison : "Haine à l'anarchie — tendre et profond amour du peuple." Et pour qu'on ne se méprit pas sur le sens de la deuxième sentence, le numéro spécimen disait que l'Événement "vient parler au pauvre des droits du riche, à chacun de ses devoirs." Le numéro du premier novembre annonçait "qu'il est bon que le National qui s'adresse à l'aristocratie de la République se donne pour 15 centimes, que l'Événement qui veut parler au pauvre se vende pour un sou." Le poète commençait à comprendre que dans les petites bourses des pauvres, se trouvaient de meilleures rentes que dans les fonds secrets des gouvernements et les coffres-forts des riches.

Suivant l'exemple donné par les Thiers de la rue de Poitiers, car Victor Hugo imita toujours quelqu'un, l'Événement endoctrine le peuple, répand, dans les masses ouvrières les saines et consolantes théories de l'économie politique, réfute Proudhon, combat "le langage des flatteurs du peuple, qui le calomnient. Le peuple



écoute ceux qui l'entretiennent des principes et des devoirs plus volontiers que ceux qui lui parlent de ses intérêts et de ses droits." (*Numéro* du 1er novembre). Il se fait l'apôtre du libéralisme, cette religion bourgeoise qui amuse le peuple avec des principes, lui inculque des devoirs, et le détourne de ses intérêts et de ses droits ; qui lui fait abandonner la proie pour l'ombre.

Après l'insurrection de juin, il ne restait, selon Hugo, qu'un moyen de sauver la République : — la livrer à ses ennemis. Thiers pensait ainsi après la Commune. La Réforme incapable de s'élever jusqu'à l'intelligence de cette machiavélique tactique, se plaignait de ce que "les républicains sont mis à l'index. On les fuit, on les renie, tandis qu'il n'y a pas de légitimistes ou d'orléanistes, si décriés, dont on n'épaule l'ignorance et qu'on n'essaie de réhabiliter à tout prix." L'Événement lui rive son clou avec cette frappante réplique : "Si les républicains sont à ce point suspects, n'est-ce pas la faute des républicains ?... Le christianisme n'a été réellement puissant que lorsque les prêtres en ont perdu la direction." (*Numéro* du 1er août).

Et pour protéger la République contre les républicains le journal de Victor Hugo entre en campagne contre Caussidière parce qu'il n'est pas "la tête, mais la main" ; contre Louis Blanc, parce que "son crime, ce sont ses idées ; ses livres, ses discours ; ses complices, ce sont ses trois cent mille auditeurs!" (*Numéro* du 27 août) ; contre Proudhon parce qu'il est "un petit homme à figure commune ; un misérable avocat du peuple" ; contre Ledru-Rollin parce que "ses circulaires ont plongé la civilisation dans une guerre civile de quatre jours. Depuis le 24 février jusqu'au 24 juin M. Ledru-Rollin a été un de ceux qui ont le plus contribué à frayer la route à l'abîme." (*Numéro* du 6 août).

Mais c'est en poursuivant de ses injures, de ses colères et de ses dénonciations les vaincus de juin, que l'Événement donne la mesure de son profond amour pour la République.

Écoutez, c'est l'auteur des *Châtiments* qui parle : "Hier, au sortir de la plus douloureuse corruption, ce qui se déchaîna, ce fut la cupidité ; ceux qui avaient été les pauvres n'eurent qu'une idée, dépouiller les riches. On ne demanda plus la vie, on demanda la bourse. La propriété fut traitée de vol ; l'État fut sommé de nourrir à grands frais la fainéantise ; le premier soin des gouvernants fut de distribuer, non le pouvoir du roi, mais les millions de la liste civile, et de parler au peuple non de l'intelligence et de la pensée mais de la nourriture et du ventre... Oui, nous sommes arrivés à ce point que tous les honnêtes gens, le cœur navré et le front pâle, en sont réduits à admettre les conseils de guerre en permanence, les transportations lointaines, les clubs fermés, les journaux suspendus et la mise en accusation des représentants du peuple." (*Numéro* du 28 août).

La dure nécessité qui navrait le cœur des honnêtes gens et l'endurcissait pour la répression impitoyable, obligeait Hugo à mentir impudemment.

Le 28 août 1848, Victor Hugo, pour exciter les conseils de guerre à condamner sans pitié, dénonce les vaincus comme des "pauvres qui n'eurent qu'une idée : dépouiller les riches." Deux mois auparavant, les pillards de juin avaient envahi sa maison. Ils savaient qu'il était "un des soixante représentants envoyés par la Constituante pour réprimer l'insurrection et diriger les colonnes d'attaques." Ils fouillèrent les appartements pour chercher des armes ; ils virent pendu au mur "un yatagan turc, dont la poignée et le fourreau étaient en argent massif... rangés sur une table, des bijoux, des cachets précieux en or et en argent... quand ils furent partis, on constata... que ces mains noires de poudre n'avaient touché à rien. Pas un objet précieux ne manquait."

Ce sont là les propres paroles de Victor Hugo, narrant le sac de sa maison par les pillards de juin. Mais pour raconter la scène, il attendit que les conseils de guerre eussent

terminé leur œuvre de répression ; il était alors exilé. — Victor Hugo reste toujours le même, au milieu des circonstances les plus diverses : pendant la restauration légitimiste, il insulte Napoléon, qui l'enthousiasme, pendant la réaction bourgeoise, il calomnie les insurgés, dont il admire les actes de délicate probité.

Une étrange fatalité pesa sur Victor Hugo ; toute sa vie, il fut condamné à dire et à écrire le contraire de ce qu'il pensait et ressentait.

En exil, pour plaire à son entourage, il pérorait sur la liberté de la presse, de la parole et bien d'autres libertés encore ; cependant il ne détestait rien plus que cette liberté, qui permet "aux démagogues forcenés, de semer dans l'âme du peuple des rêves insensés, des théories perfides... et des idées de révolte." (*Événement* du 3 novembre).

L'insurrection abattue, la Chambre vota le cautionnement qui commandait "silence aux pauvres !" selon l'expression de Lamennais. *L'Événement* s'empressa, ainsi que les *Débats*, le *Constitutionnel* et le *Siècle* d'approuver cette "mesure si favorable à la presse sérieuse. Nous la considérons... comme nécessaire... la Société avait une liberté gangrenée ; le cautionnement ce chirurgien redouté vient d'opérer le corps social." (*Numéro* du 11 août). Le libertaire Hugo n'était pas homme à hésiter devant l'amputation de toute liberté qui inquiète la classe possédante et trouble les cours de la bourse.

Victor Hugo commit alors la grande bétise de sa vie politique : il prit le prince Napoléon pour un imbécile, dont il espérait faire un marchepied. D'ailleurs c'était l'opinion générale des politiciens sur celui que Rochefort devait surnommer le Perroquet mélancolique : car même dans l'erreur, Hugo ne fut pas original, en se trompant il imitait quelqu'un. Il était si absorbé par le désir de se caser dans un ministère bonapartiste, qu'il ne s'aperçut pas que les Morny, les Persigny et les autres Cassagnac de la bande avaient accaparé l'imbécile et qu'ils entendaient s'en réserver l'exploitation.

Ces messieurs, avec un sans-gêne qui l'étonna et le choqua grandement, l'envoyèrent potiner dans sa petite succursale de la rue de Poitiers et escamotèrent à son nez et à sa barbe le ministère si ardemment convoité. Au lieu d'embourser son mécompte et de contenir son indignation comme s'était son habitude, il s'oublia et se jeta impétueusement dans l'opposition. Les républicains de la Chambre, manquant d'hommes, l'accueillirent malgré son passé compromettant et le sacrèrent chef. Grisé il rêva la présidence.

Le coup d'État qui surprit au lit les chefs républicains, déranger ses plans, il dut suivre en exil ses partisans, puisqu'ils l'avaient promu chef. Les chenapans qui, à l'improviste, s'étaient emparés du gouvernement, étaient si tarés, leur pouvoir semblait si précaire, que les bourgeois républicains balayés de France, ne crurent pas à la durée de l'Empire. Durant des semaines et des mois, tous les matins, tremblants d'émotion, ils déplaient leur journal pour y lire la chute du gouvernement de décembre et leur rappel triomphal ; ils tenaient leurs malles bouclées pour le voyage.

Ces républicains bourgeois qui avaient massacré et déporté en masse les ouvriers, assez naïfs, pour réclamer à l'échéance les réformes sociales qui devaient acquitter les trois mois de misère, mis au service de la République, ne comprenaient pas que le Deux Décembre était la conséquence logique des journées de juin. Ils ne s'apercevaient pas encore que lorsqu'ils avaient cru ne mitrailler que des communistes et des ouvriers, ils avaient tué les plus énergiques défenseurs de leur République. Victor Hugo, qui était incapable de débrouiller une situation politique, partagea leur aveuglement ; il injuria en prose et en vers le peuple parce qu'il ne renversait pas à l'instant l'Empire que lui et ses amis avaient fondé et consolidé dans le sang populaire.

Jeté à bas de ses rêves ambitieux et enfiévré par l'attente incessante de la chute immédiate de Napoléon III, Hugo pour la première et

l'unique fois de sa vie lâche la bride aux passions turbulentes qui angoissaient son cœur. Déçu dans ses ambitions personnelles, il s'attaque furibondement aux personnes, aux Rouher, aux Maupas, aux Troplong, qui culbutèrent ses projets : il les prend à bras le corps, les couvre de crachats, les mord, les frappe, les terrasse, les piétine avec une fureur épileptique.

Le poète est sincère dans les *Châtiments* : il est là tout entier avec sa vanité blessée, son ambition trompée, sa colère jalouse et son envie rageuse. Ses vers que les amplifications oiseuses et des comparaisons étourdissantes rendent d'ordinaire si froids, s'animent et vibrent de passion. On y dégage, sous des charretées de fatras romantique, des vers acérés comme des poignards et brûlants comme des fers rouges ; des vers que répètera l'histoire. Les *Châtiments*, l'ouvrage le plus populaire de Victor Hugo, apprit à la jeunesse de l'Empire la haine et le mépris des hommes de l'Empire.

Il est des hugolâtres de bonne compagnie, monarchistes, voire même républicains, qui s'effarent aux engueulades des *Châtiments* : ils n'en parlent jamais ou si parfois ils les mentionnent, c'est avec des précautions oratoires et des réticences infinies. Leur pudibonderie les empêche de reconnaître les services que ce pamphlet enragé rendit et rend encore aux conservateurs de toute provenance.

Hugo agonise d'insultes les Canrobert et les Saint-Arnaud de la troupe bonapartiste de décembre ; mais il ne décoche pas un seul vers aux Cavaignac, aux Bréa et aux Clément Thomas de la bande bourgeoise de juin. Massacrer les socialistes en blouse, lui semble dans l'ordre des choses, mais charger sur le boulevard Montmartre, emporter d'assaut la maison Sallan-drouze, canarder quelques bourgeois en frac et chapeau gibus ! Oh ! le plus abominable des crimes ! *Les Châtiments* ignorent Juin et ne dénoncent que Décembre : en concentrant les haines sur Décembre, ils jettent l'oubli sur Juin.

Dans sa préface du 18 Brumaire, Karl Marx dit à propos de Napoléon le Petit : "Victor Hugo se borne à des invectives amères et spirituelles contre l'éditeur responsable du coup d'État. Dans son livre l'événement semble n'être qu'un coup de foudre dans un ciel serein, que l'acte de violence d'un seul individu. Il ne remarque pas qu'il grandit cet individu, au lieu de le rapetisser, en lui attribuant une force d'initiative propre, telle qu'elle serait sans exemple dans l'histoire du monde."

Mais en magnifiant, sans s'en douter, Napoléon le Petit en Napoléon le Grand, en empilant sur sa tête les crimes de la classe bourgeoise, Hugo disculpe les républicains bourgeois qui préparèrent l'empire et innocente les institutions sociales qui créent l'antagonisme des classes, fomentent la guerre civile, nécessitent les coups de force contre les socialistes et permettent les coups d'État contre la bourgeoisie parlementaire.

En accumulant les colères sur les individus, sur Napoléon et ses acolytes, il détourne l'attention populaire de la recherche des causes de la misère sociale, qui sont l'accaparement des richesses sociales par la classe capitaliste ; il détourne l'action populaire de son but révolutionnaire, qui est l'expropriation de la classe capitaliste et la socialisation des moyens de production. — Peu de livres ont été plus utiles à la classe possédante que *Napoléon le Petit* et *Les Châtiments*.

D'autres hugolâtres, panégyristes maladroits, prenant au sérieux les déclarations de dévouement et de désintéressement du poète, le représentent comme un héros d'abnégation ; — ils le dépouillent de son prestige bourgeois, par simplicité. A les entendre, il aurait été un de ces maniaques dangereux, entichés d'idées sociales et politiques, au point de leur sacrifier les intérêts matériels ; ils voudraient l'assimiler à ces Blanqui, à ces Garibaldi, à ces Varlin, à ces fous qui n'avaient qu'un but dans la vie, la réalisation de leur idéal. — Non, Victor Hugo n'a jamais été assez bête pour mettre au service

de la propagande républicaine, même quelques milliers de francs de ses millions ; — s'il avait sacrifié n'importe quoi pour ses idées, un cortège de bourgeois, aussi nombreux, ne l'aurait pas accompagné au Panthéon ; M. Jules Ferry lui souhaitant sa fête, deux ans avant sa mort, ne l'aurait pas salué du nom de Maître. Si Victor Hugo avait fait de cette politique de casse-cou, il serait sorti de la tradition bourgeoise. Car la caractéristique de l'évolution politique dans les pays civilisés, est de débarrasser la politique des dangers qu'elle présentait et des sacrifices qu'elle exigeait autrefois.

En France, en Angleterre, aux États-Unis les ministres au pouvoir et les élus à la Chambre et aux Conseils municipaux, ne se ruinent plus, mais s'enrichissent : dans ces pays on ne condamne plus des ministres pour tripotages boursicotiers, malversations financières et abus de pouvoir. La responsabilité parlementaire couvre leurs fautes et les protège contre toute poursuite, La France républicaine a donné un mémorable exemple de cette politique raisonnable et agréable le jour qu'elle éleva au rang de sénateurs MM. Broglie et Buffet pour les consoler d'avoir échoué dans leur tentative du coup d'État monarchiste.

La politique parlementaire est une carrière lucrative : elle n'offre aucun des risques pécuniers du commerce et de l'industrie ; un petit capital d'établissement, une bonne provision de bagout, un brin de chance et beaucoup d'entregent y assurent le succès. Hugo ne connaissait que cette politique positive. Dès qu'il se convainquit que l'existence de l'empire était assurée pour un long temps, il éteignit ses foudres justiciardes et concentra toute son activité à son commerce d'adjectifs et de phrases rimées et rythmées.

Il avait dans son aveugle emportement lancé des déclarations si catégoriques, et pour son malheur elles eurent un retentissement si considérable ; il avait marqué les hommes du coup d'État de vers si cuisants, qu'il était impossible de les faire oublier ; il lui fallut

rester républicain et renoncer à la politique ; il jugea qu'il valait mieux accepter bravement le rôle de martyr de la République, de victime du Devoir. Le rôle séduisait sa vanité. S'il n'était pas né dans une île, ainsi que Napoléon, il allait vivre exilé dans une île ainsi que lui. Imiter Napoléon, devenir le Napoléon des lettres, berça l'ambition de toute sa vie.

Les proscrits coudoient toutes les misères, disait le grand Florentin ; mais Hugo avait plus d'intelligence que Dante. Avec un art que n'égalait jamais Barnum, il fit de l'exil la plus retentissante des réclames. L'exil était l'enseigne criarde et aveuglante accrochée à sa boutique de librairie de Haute-Ville House. Les rois ne l'avaient pensionné que d'une somme de 3,000 francs ; sa clientèle bourgeoise lui valait cinquante mille francs par an. Il n'avait pas perdu au change.

Il trouva que l'Empire avait du bon : "Napoléon a fait ma fortune", avouait-il dans un de ces rares moments, où il déposait sa couronne d'épines. Comment la bourgeoisie bourgeoisante ne s'extasierait-elle pas devant cet homme, qui avait su rendre l'exil si doux et si profitable ? — Les génies que l'on renomme ne savent trouver que douleurs dans l'exil, les commerçants qui s'expatrient au Sénégal, aux Indes, ces pays de fièvres et d'hépatites, après des dix et vingt ans d'exil ne parviennent à amasser qu'une pelote de quelques centaines de mille francs, s'ils ont en poupe le vent de la chance ; et lui Victor Hugo, le Prométhée moderne, vit dans une île délicieuse, où les médecins envoient leurs invalides, il s'entoure d'une cour d'adulateurs empressés, qui le font mousser, il voyage tranquillement en Europe, il thésaurise des millions et il obtient la palme du martyré !...

Les amis et les adversaires de Victor Hugo, ont accrédité des jugements téméraires portés sur lui par la crainte et l'admiration : dans l'intérêt de sa gloire il est nécessaire de les réviser.

La phraséologie fulgurante du Hugo des trente-cinq dernières années donne la chair de

poule aux trembleurs qu'épouvantent les mots ; aux Prudhommes, pour qui tout saltimbanque, jonglant avec les vocables Liberté, Égalité, Fraternité, Humanité, Cosmopolitisme, États-Unis d'Europe, Révolution et autres balançoires du libéralisme, est un révolutionnaire, un socialiste bon à coffrer, sinon à fusiller. Mais Hugo, et c'est là son plus sérieux titre à la gloire, sut mettre en contradiction si flagrante ses actes et ses paroles, qu'il ne s'est pas encore rencontré en Europe et en Amérique un politicien pour démontrer d'une manière plus éclatante la parfaite innocuité des truculentes expressions du libéralisme.

Ainsi que l'on se nourrit de pain et de viande, Hugo se repaît d'Humanité et de Fraternité. — Le 14 août 1848, huit jours après le départ du premier convoi, qui transportait 581 insurgés, il fonda à côté de la Réunion de la rue de Poitiers la Réunion de la Fraternité.

La peur de perdre leur cher argent, que les Pereire et les Mirès de la finance impériale, devaient confisquer si allègrement, avait enrégimenté les petits bourgeois de 1848. La presse honnête et modérée racontait sur les insurgés des histoires épouvantables : — Maisons pillées, mobiles sciés entre deux planches, crânes qu'on emplissait de vin et qu'on vidait en chantant des obscénités... Hugo savait que si les insurgés envahissaient les maisons, ils ne les pillaient pas ; il les avait vus se battre en héros. La simple humanité lui commandait de protester contre ces idiots calomnies et d'essayer d'apaiser ces bourgeois apeurés, réclamant une impitoyable répression.

Mais la Fraternité hugoïste n'était pas de composition si humaine, elle n'entendait pas suspendre l'action des conseils de guerre, "mais tempérer l'œil du juge par les pleurs du frère... et tâcher de faire sentir jusque dans la punition la fraternité de l'assemblée." (*Événement*, n° 14). — Et dans presque tous les numéros, l'*Événement* continuait à exciter les colères et les peurs contre les vaincus (19).

La liberté était un des Pégases,

qu'enfourchait Hugo. Mais il faut être par trois fois Prudhomme pour ne pas s'apercevoir que le Pégase hugoïste était trop gonflé de vent pour prendre le mors aux dents et lancer des pétarades. La fouguese liberté de Hugo était un humble bidet, qu'il remisait dans l'écurie de tous les gouvernements. Depuis l'immortelle révolution de 1789, Liberté, Liberté chérie, est le refrain à la mode. Tous les politiciens depuis Polignac jusqu'à Napoléon le Petit l'ont répété sur tous les tons. Hugo le chantait à plein gosier quand il approuvait le cautionnement qui amputait du corps social la "liberté gangrenée" de la presse.

Hugo planta dans ses vers la rouge cocarde de l'Égalité. Mais il y a égalité et égalité comme poètes et poètes : il en existe autant que de morales. Toute classe, tout corps social fabrique à l'usage de ses membres une morale spéciale. La morale du commerçant, l'autorise à vendre sa marchandise dix et vingt fois au dessus de sa valeur, s'il le peut ; celle du juge d'instruction l'incite à user de la ruse et du mensonge pour forcer le prévenu à s'accuser ; celle de l'agent de mœurs l'oblige à faire violer médicalement les femmes qu'il soupçonne de travailler avec leur sexe ; celle du rentier le dispense d'obéir au commandement biblique : — "Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front..."

La mort établit à sa façon une égalité ; la grosse et la petite vérole en créent d'autres ; les inégalités sociales ont mis au monde deux égalités de belle venue : l'égalité du ciel, qui pour les chrétiens compense les inégalités de la société et l'égalité civile, cette très sublime conquête de la Révolution sert aux mêmes usages. Cette égalité civile, qui conserve aux Rothschild leurs millions et leurs parcs, et aux pauvres leurs haillons et leurs poux, est la seule égalité que connaisse Hugo. Il aimait trop ses rentes et les antithèses pour désirer l'égalité des biens qui du coup lui eut enlevé ses millions et dérobé les plus faciles et les plus brillants contrastes de sa poétique.

Bien au contraire, l'Événement du 9

septembre 1848 prenait la défense du "luxe que calomniait la fausse philanthropie de nos jours" et démontrait triomphalement la nécessité de la misère pour arriver à l'équilibre social.

—

"L'opulence oisive est la meilleure amie de l'indigence laborieuse, développe le journal hugoïste. Qui est-ce qui fournit à la richesse ce ruineux superflu ; cette recherche, ce colifichet dont se compose la mode et le plaisir ? Le travail, l'industrie, l'art, c'est-à-dire la pauvreté. Le luxe est la plus certaine des aumônes c'est une aumône involontaire. Les caprices du riche sont les meilleurs revenus du pauvre. Plus le salon aura de plaisir, plus l'atelier aura de bien-être. Mystérieuses balances qui mesurent les plus lourdes nécessités d'une partie de la société aux plus légères frivolités de l'autre ! Équilibre étrange qui s'établit entre les fantaisies d'en haut, et les besoins d'en bas ! Plus il y a de fleurs et de dentelles dans le plateau qui monte, plus il y a de pain dans le plateau qui descend !"

—

Le gaspillage le plus inutile et le plus ridicule devient une des voies mystérieuses de la divine providence pour créer l'harmonie sociale, basée sur la misère besogneuse et la richesse oisive. Jamais le luxe n'a été plus magnifiquement glorifié. Lorsque l'*Événement*, l'organe de la Fraternité hugoïste, publia son apologie du luxe, deux mois à peine s'étaient écoulés depuis l'insurrection de juin, ce "protêt de la misère" et le sang de la guerre civile rougissait encore le pavé des rues.

Les mots dont Hugo enrichit son vocabulaire après 1848, lui portèrent tort dans l'esprit des Prudhommes : ils les ahurissaient au point de leur faire prendre des vessies pour des lanternes et l'écrivain pour un socialiste, pour un

partageux.

Victor Hugo partageux ! — Mais plutôt que de partager quoi que ce soit avec qui que ce soit, il aurait immolé de sa main tous ses exécuteurs testamentaires et tout le premier son cher, son bien-aimé Vacquerie, qui ne pouvant se tuer sur son catafalque ainsi que les serviteurs sur les bûchers des héros antiques voulut être enseveli en effigie dans le tombeau du maître. Le poète était digne d'un tel sacrifice : Hugo fut en effet un héros de la phrase.

La révolution de 1848 lança dans la langue honnête et modérée un peuple nouveau de mots ; depuis la réaction littéraire commencée sous le consulat, ils dormaient dans les discours, les pamphlets, les journaux et les proclamations de la grande époque révolutionnaire et ne s'aventuraient en plein jour que timidement, dans le langage populaire. Les bravaches du romantisme, les Janin, les Gauthier, reculèrent épouvantés ; mais Hugo ne cligna pas de l'œil, il empoigna les substantifs et les adjectifs horribles, qui envahissaient la langue écrite dans les journaux et parlée à la tribune des assemblées populaires ; et prestidigitateur merveilleux il jongla à étourdir les badauds, avec les immortels principes de 1789 et les mots teints encore du sang des nobles et des prêtres. Il ouvrit alors au romantisme une carrière qu'il fut seul à parcourir ; ses compagnons littéraires de 1832, plus timides que les bourgeois dont ils s'étaient moqués, n'osèrent pas suivre celui qu'ils appelaient leur maître.

Victor Hugo, lui-même, semble, avoir été intimidé par les expressions révolutionnaires qu'il maniait et dont il ne comprenait pas exactement le sens. Il voulut s'assurer de n'avoir commis, par erreur, même en pensée, de péché socialiste ; il fit son examen de conscience dans son autobiographie et il se convainquit que lui qui avait écrit sur les pauvres gens, la misère, et autres sujets de compositions rhétoriciennes, des tirades à paver le Palais-Bourbon, il n'avait demandé qu'une seule réforme sociale, l'abolition de la peine de mort "la première de

toutes, — petit-être" (20).

Et encore il pouvait se dire qu'il n'avait fait que suivre l'exemple de tous les apôtres de l'humanitaire, depuis Guizot jusqu'à Louis-Philippe ; et que tout d'abord il n'avait envisagé la peine de mort qu'à un point de vue littéraire et fantaisiste, comme un excellent thème à déclamation verbeuse, à ajouter aux "croix de ma mère" — "la voix du sang" et autres trucs du romantisme qui commençaient à s'user et à perdre leur action sur le gros public.

Un socialisme qui se limite à cette réforme sociale pratique : l'abolition de la peine de mort, n'est de nature qu'à inquiéter les bourgeois, dont il menace les droits acquis. Et cela ne doit pas étonner, si lors de la publication de la "bible socialiste" de Hugo, *les Misérables*, il ne se soit trouvé que Lamartine vieilli pour se scandaliser, que, trente ans après Eugène Sue, "le seul homme, qui selon Th. de Banville avait quelque chose à dire", osât s'apitoyer sur un homme envoyé aux galères pour le vol d'un pain et sur une pauvre fille se prostituant pour nourrir le bâtard du bourgeois qui l'a abandonnée enceinte. C'était en effet vieillot et enfantin.

Mais là où Victor Hugo étale grossièrement son esprit bourgeois, c'est lorsqu'il personnifie ces deux institutions de toute société bourgeoise, la police et l'exploitation, dans deux types ridicules : Javert, la vertu faite mouchard et Jean Valjean, le galérien qui se réhabilite en amassant en quelques années une fortune sur le dos de ses ouvriers. La fortune lave toutes les taches et tient lieu de toutes les vertus, Hugo, ainsi que tout bourgeois, ne peut comprendre l'existence d'une société sans police et sans exploitation ouvrière.

L'adoration du Dieu-Propriété, c'est la religion de Victor Hugo. A ses yeux, la confiscation des biens de la famille d'Orléans est un des plus affreux crimes de Napoléon III. Et s'il avait été membre de l'assemblée de Versailles, il aurait, sur la proposition de M. Thiers, voté les 50 millions d'indemnité aux

d'Orléans, par respect pour la propriété. Sa haine des socialistes, qu'il dénonça si féroce-ment en 1848, est si intense, que dans sa classification des êtres, qui troublent la société, il place au dernier échelon Lacenaire, l'assassin, et immédiatement au dessus, Babeuf, le communiste (21).

Des gens qui seraient de la plus atroce mauvaise foi, s'ils n'étaient des ignorants et des oublieux, ont prétendu que l'homme qui, en novembre 1848, écrivait que "l'insurrection de juin est criminelle et sera condamnée par l'histoire, comme elle l'a été par la société... ; si elle avait réussi, elle n'aurait pas consacré le travail, mais le pillage," (*Événement*, n° 94) que cet homme avait déserté la cause de la sacrée propriété et pris la défense de l'insurrection du 18 mars. Et cela parce qu'il avait ouvert sa maison de Bruxelles aux réfugiés de la Commune.

Mais dans sa bruyante lettre, tout chez Hugo est réclame, et plus tard dans son Année terrible, n'a-t-il pas protesté avec indignation contre les actes de guerre de la Commune ; n'a-t-il pas injurié les Communards aussi violemment qu'autrefois les Bonapartistes, les stigmatisant avec les épithètes de fusilleurs d'enfants de quinze ans, de voleurs, d'assassins, d'incendiaires ? Mais les radicaux et le si hugolâtre Camille Pelletan, ont dû trouver que Victor Hugo les compromettait par son incontinence d'insultes et de calomnies contre les vaincus de la Semaine sanglante.

Qu'y avait-il donc de si extraordinaire dans l'acte de Victor Hugo, pour troubler ainsi les Pessard de la presse versaillaise. Est-ce que malgré les pressantes sollicitations de MM. Thiers et Favre, les ministres de la reine Victoria et du roi Amédée n'ont pas ouvert leurs pays, l'Angleterre et l'Espagne, à ces vaincus, qu'ils n'ont jamais insultés ainsi que Victor Hugo. Personne n'accusera ces hommes d'État de pactiser avec les socialistes et les ennemis de la propriété. En Suisse, en Belgique, en Angleterre, partout enfin, des bourgeois, tout ce

qu'il y a de plus bourgeois, n'ont-ils pas ouvert leurs bourses, pour secourir les proscrits sans pain et sans travail, ce que n'a jamais fait Victor Hugo, l'ex-proscrit millionnaire ?

Que les légitimistes, qui avaient nourri, choyé, prôné, décoré Victor Hugo, conservent pieusement une amère rancune contre le jeune Eliacin, qui les lâche dès que la révolution de 1830 leur arrache des mains la clef de la cassette aux pensions, rien de plus naturel. Qu'ils l'accusent de désertion, de trahison, rien de plus juste.

Cependant, le pair de France de la monarchie orléaniste, qui faisait porter à sa mère le poids de son royalisme, eût pu expliquer son orléanisme par son amour de la morale et leur dire : "Moi, l'homme toujours fidèle au devoir j'ai dû obéir aux commandements d'une morale plus haute que la reconnaissance: j'ai obéi aux injonctions de la morale pratique : pas d'argent, pas de suisse, ni de poète." Mais les anciens patrons de l'écrivain dépassent toute mesure, quand pour nuire à l'écoulement de sa marchandise parmi les gens pieux, ils le calomnient et l'appellent un impie. Rien de plus faux.

Victor Hugo eut le malheur de naître de parents impies, et d'être élevé au milieu des impies. Sa mère ne lui permit pas de manger du Bon Dieu (22), mais lui donna, en revanche, pour professeurs, des prêtres sceptiques, qui pendant la Révolution avaient jeté aux orties la soutane et le bréviaire. Et cependant une foi ardente s'éveille subitement dans son âme, le jour même que le trône et l'autel, l'un supportant l'autre, sont replacés sur leurs pieds. Il étrangle alors son voltairianisme et chante la religion catholique, ses pompes et ses pensions (23).

Les légitimistes ne reconnaissent-ils pas là le signe certain d'une foi sincèrement opportuniste ? Ils se montrent exigeants à l'extrême, quand ils demandent que ce catholicisme d'occasion survive aux causes qui l'avaient engendré. Ils n'avaient qu'à rester les

maîtres du pouvoir, pour que Hugo conservât jusqu'à sa quatre-vingt-troisième année, la foi au Dieu des prêtres : mais il dût se rendre à l'évidence et suspendre son culte pour ce Dieu qui cessait de révéler sa présence réelle par la distribution de pensions. C'est ainsi qu'un banquier coupe le crédit de son client ruiné, filant sur la Belgique.

La Révolution de 1830 remit à la mode Voltaire et la libre-pensée ; Victor Hugo, ce tournesol, que sa nature condamnait à tourner avec le soleil, déposa, comme une cuisinière son tablier, son légitimisme et son catholicisme de circonstance. Il avait de nouveaux maîtres à satisfaire. Il adora le Dieu des bonnes gens de Béranger et brûla Jéhovah, le Dieu farouche et sombre, qui cependant convenait mieux à son cerveau romantique. Ce changement de Dieux prouve la sincérité de son déisme. Il lui fallait à tout prix un Dieu ; il en avait besoin pour son usage personnel, pour être un prophète, pour être un trépid (24).

Il s'éleva sans difficulté jusqu'au niveau de la grossière irrégion de ses lecteurs : car on ne lui demandait pas de sacrifier les effets de banale poésie que le romantisme tirait de l'idée de Dieu et de la Charité chrétienne, sur qui les libres-penseurs se déchargent du soin de soulager les misères que crée leur exploitation ; il put même continuer à faire l'éloge du prêtre et de la religieuse, ces gendarmes moraux que la bourgeoisie salarie pour compléter l'œuvre répressive du sergot et du soldat (25).

Victor Hugo est mort sans prêtres, ni prières ; sans confession ni communion, les catholiques en sont scandalisés ; mais les gens à bon Dieu, ne peuvent lui reprocher d'avoir jamais eu une pensée impie. Son gigantesque cerveau resta hermétiquement bouché à la critique démolisseuse des encyclopédistes et aux théories philosophiques de la science moderne. En 1831, un débat scientifique passionna l'Europe intellectuelle : Cuvier et Geoffroy Saint-Hilaire discutaient sur l'origine et la formation des êtres et des mondes.



Le vieux Goethe, que Hugo appelle dédaigneusement "le poète de l'indifférence", l'âme remplie d'un sublime enthousiasme, écoutait raisonner ces deux puissants génies. — Hugo, indifférent à la philosophie et à la science, consacrait son "immense génie" qui "embrassait dans son immensité le visible et l'invisible, l'idéal et le réel, les monstres de la mer et les créatures de la terre..." à basculer la "balance hémistique" et à rimer nombril et avril, juif et suif, gouine et baragouine, Marengo et lumbago.

Trente ans plus tard, Charles Darwin reprenait la théorie de G. Saint-Hilaire et de Lamarck, son maître ; il la fécondait de son vaste savoir et de ses découvertes géniales ; et, triomphante, il l'implantait dans la science naturelle et renouvelait la conception humaine de la création.

Hugo, "le penseur du XIXe siècle", que les hugolâtres nomment "le siècle de Hugo" ; Hugo, qui portait dans son crâne "l'idée humaine" vécut indifférent au milieu de ce prodigieux mouvement d'idées. Il poeta sovrano, qui passa la plus grande partie de sa vie à courir dans les catalogues de vente et les dictionnaires d'histoire et de géographie, après les rimes riches, ne daigne pas s'apercevoir que Lamarckisme, Darwinisme, Transformisme, rimaient plus richement encore que faim et génovéfain.

On se souviendra de la débauche d'hyperboles de la presse parisienne, qui dura dix longues journées. Déjà on commence à revenir de cette exubérance d'admiration forcée ; et l'on arrivera bientôt à considérer ces jours d'enthousiasme et d'apothéose, comme un moment de folie inexplicable.

Il serait oiseux de discuter si dans un avenir prochain les œuvres de Victor Hugo vivront dans la mémoire des hommes, comme celles de Molière et de Lafontaine en France ; de Heine et de Goethe, en Allemagne ; de Shakespeare en Angleterre ; de Cervantès, en Espagne ; ou bien si elles dormiront d'un sommeil profond à côté des poèmes du Cavalier Marin, feuilletés avec

lassitude, seulement par quelques érudits, étudiant les origines de la littérature classique.

Cependant les lettrés du XVII<sup>e</sup> siècle annonçaient que l'*Adone* effacerait à jamais le *Roland furieux*, la *Divine Comédie* et l'*Iliade*, et des foules en délire promenaient des bannières, où l'on proclamait que l'illustre Marin était "l'âme de la poésie, l'esprit des lyres, la règle des poètes... le miracle des génies... celui dont la plume glorieuse donne au poème sa vraie valeur, aux discours ses couleurs naturelles, au vers son harmonie véritable, à la prose son artifice parfait... admiré des docteurs, honoré des rois, objet des acclamations du monde, célébré par l'envie elle-même, etc., etc.". Shakespeare mourait oublié de son siècle.

Parfois les générations futures ne ratifient pas les jugements des contemporains. Mais la critique historique qui n'admire ni ne blâme, mais essaye de tout expliquer, adopte l'axiome populaire, il n'y a pas de fumée sans feu ; elle pense que l'écrivain acclamé par ses contemporains, n'a conquis leurs applaudissements que parce qu'il a su flatter leurs goûts et leurs passions, et exprimer leurs pensées et leurs sentiments dans la langue qu'ils pouvaient comprendre.

Tout écrivain que consacre l'engouement du public, quels que soient ses mérites et démérites littéraires, acquiert par ce seul fait une haute valeur historique et devient ce que Emerson nommait un type représentatif d'une classe, d'une époque. — Il s'agit de rechercher comment Hugo parvint à conquérir l'admiration de la bourgeoisie.

La bourgeoisie, souveraine maîtresse du pouvoir social, voulut avoir une littérature qui reproduisit ses idées et ses sentiments et parlât la langue qu'elle aimait : la littérature classique élaborée pour plaire à l'aristocratie, ne pouvait lui convenir. Quand on étudiera le romantisme d'une manière critique, les études faites jusqu'ici n'ayant été que des exercices de rhétorique, où l'on s'occupait de louer ou de dénigrer, au lieu d'analyser, de comparer et d'expliquer, on verra

combien exactement les écrivains romantiques satisfaisaient, par la forme et le fond, les exigences de la bourgeoisie : bien que beaucoup d'entre eux n'aient pas soupçonné le rôle qu'ils remplissaient avec tant de conscience.

Hugo, ne se distingue ni par les idées, ni par les sentiments, mais par la forme ; il en était conscient. La forme est pour lui la chose capitale, "ôtez, dit-il à tous ces grands hommes cette simple et petite chose, le style, et de Voltaire, de Pascal, de Boileau, de Bossuet, de Fénelon, de Racine, de Corneille, de Lafontaine, de Molière, de ces maîtres, que vous restera-t-il ? — Ce qui reste d'Homère après avoir passé par Bitaubé". — La vérité de l'observation et la force et l'originalité de la pensée, sont choses secondaires, qui ne comptent pas. — "La forme est chose plus absolue qu'on ne pense... Tout art qui veut vivre doit commencer par bien se poser à lui-même les questions de forme de langage et de style... Le style est la clef de l'avenir... Sans le style vous pouvez avoir le succès du moment, l'applaudissement, le bruit, la fanfare, les couronnes, l'acclamation enivrée des multitudes, vous n'aurez pas le vrai triomphe, la vraie gloire, la vraie conquête, le vrai laurier, comme dit Cicéron : *insignia victoriae, non victoriam*" (26).

Victor Cousin, le romantique de la philosophie, et Victor Hugo, le philosophe du romantisme, servirent à la bourgeoisie l'espèce de philosophie et de littérature qu'elle demandait. Les Diderot, les Voltaire, les Rousseau, les D'Alembert et les Condillac du XVIIIe siècle l'avaient trop fait penser pour qu'elle ne désirât se reposer et goûter sans cassements de tête une douce philosophie et une sentimentale poésie, qui ne devaient plus mettre en jeu l'intelligence, mais amuser le lecteur, le transporter dans les nuages et le pays des rêves, et charmer ses yeux par la beauté et la hardiesse des images, et ses oreilles par la pompe et l'harmonie des périodes.

La révolution de 1789 transplanta le centre de la vie sociale de Versailles à Paris, de la cour

et des salons, dans les rues, les cafés et les assemblées populaires. Les journaux, les pamphlets, les discours étaient la littérature de l'époque, tout le monde parlait et écrivait et sans nulle gêne piétinait sur les règles du goût et de la grammaire. Un peuple de mots, de néologismes, d'expressions, de tournures et d'images, venues de toutes les provinces et de toutes les couches sociales, envahirent la langue polie, élaborée par deux siècles de culture aristocratique.

Le lendemain de la mort de Robespierre, les grammairiens et les puristes reprirent la fêrule arrachée de leurs mains et se mirent à l'œuvre pour expulser les intrus et réparer les brèches de la langue du XVIIIe siècle, ouvertes par les sans-culottes. Ils réussirent en partie ; et imitant les précieuses de l'hôtel Rambouillet, ils châtrèrent la langue parlée et écrite de plusieurs milliers de mots, d'expressions qui ne lui ont pas encore été restitués.

Heureusement que Chateaubriand, suivant l'exemple donné par les royalistes des Actes des apôtres qui avaient soutenu le trône et l'autel dans le langage des halles, défendit, au grand scandale des puristes, la réaction et la religion avec la langue et la rhétorique enfantées par la révolution. Le succès d'*Atala*, du *Génie du christianisme* et des *Martyrs* fut immense. L'honneur d'avoir dans ce siècle, non pas créé, mais consacré littérairement la langue romantique appartient à Chateaubriand, qui fut le maître de Victor Hugo.

Mais Chateaubriand, à l'exception d'une petite chanson fort connue et d'une pièce de théâtre justement inconnue, n'écrivit qu'en prose. Il restait encore à briser le moule du vers classique, à assouplir le vers à une nouvelle harmonie, à l'enrichir d'images, d'expressions et de mots que possédait déjà la prose courante et à ressusciter les vieilles formes de la poésie française. Victor Hugo, Lamartine, Musset, Vigny, Gautier, Banville, Baudelaire et d'autres encore se chargèrent de cette tâche.

Hugo, aux yeux du gros public, accapara la

gloire de la pléiade romantique, non parce qu'il fut le plus grand poète, mais parce que sa poésie embrasse tous les genres et tous les sujets, de l'ode à la satire, de la chanson d'amour au pamphlet politique : et parce que, il fut le seul qui mit en vers les tirades charlatanesques de la philanthropie et du libéralisme bourgeois.

Partout il se montra virtuose habile. Ainsi que les modistes et les couturières parent les mannequins de leurs étalages des vêtements les plus brillants, pour accrocher l'œil du passant, de même Victor Hugo costuma les idées et les sentiments que lui fournissaient les bourgeois, d'une phraséologie étourdissante, calculée pour frapper l'oreille et provoquer l'ahurissement ; d'un verbiage grandiloquent, harmonieusement rythmé et rimé, hérissé d'antithèses saisissantes et éblouissantes, d'épithètes fulgurantes. Il fut, après Chateaubriand, le plus grand des étalagistes de mots et d'images du siècle.

Ses talents d'étalagiste littéraire n'eurent pas suffi pour lui assurer cette admiration de confiance, si universelle ; ses actes, plus encore que ses écrits, lui valurent la haute estime de la bourgeoisie. Hugo fut bourgeois jusque dans la moindre de ses actions.

Il se signait dévotement devant la formule sacramentelle du romantisme : l'art pour l'art ; mais, ainsi que tous bourgeois ne songeant qu'à faire fortune, il consacrait son talent à flatter les goûts du public qui paie, et selon les circonstances il chantait la royauté ou la république, proclamait la liberté ou approuvait le bâillonnement de la presse ; et quand il était besoin d'éveiller l'attention publique il tirait des coups de pistolets : — le beau, c'est le laid est le plus bruyant de ses pétards.

Il se vantait d'être l'homme immuable, attaché au devoir, comme le mollusque au rocher : mais, ainsi que tout bourgeois voulant à n'importe quel prix faire son chemin, il s'accommodait à toutes les circonstances et saluait avec empressement les pouvoirs et les opinions se levant à l'horizon. Embarqué à la

légère dans une opération politique, mal combinée, il se retourna prestement, laissa ses copains conspirer et dépenser leur temps et leur argent pour la propagande républicaine, et s'attela à l'exploitation de sa renommée ; et tandis qu'il donnait à entendre qu'il se nourrissait du traditionnel pain noir de l'exil, il vendait au poids de l'or sa prose et sa poésie.

Il se disait simple de cœur, parlant comme il pensait et agissant comme il parlait ; mais, ainsi que tout commerçant cherchant à achalander sa boutique, il jetait de la poudre aux yeux à pleines poignées, et montait constamment des coups au public. La mise en scène de sa mort est le couronnement de sa carrière de comédien, si riche en effets savamment machinés. Tout y est pesé, prévu ; depuis le char du pauvre dans le but d'exagérer sa grandeur par cette simplicité et de gagner la sympathie de la foule toujours gobeuse, jusqu'aux cancans sur le million qu'il léguait pour un hôpital, sur les 50 mille francs pour ceci, et les 20 mille pour cela, dans le but de pousser le gouvernement à la générosité et d'obtenir des funérailles triomphales sans bourse délier.

Les bourgeois apprécièrent hautement ces qualités de Hugo, si rares à trouver réunies chez un homme de lettres : l'habileté dans la conduite de la vie et l'économie dans la gestion de la fortune (27). Ils reconnurent dans Hugo, couronné de l'auréole du martyr et flamboyant des rayons de la gloire, un homme de leur espèce et plus on exaltait son dévouement au Devoir, son amour de l'idée et la profondeur de sa pensée, et plus ils s'enorgueillissaient de constater qu'il était pétri des mêmes qualités qu'eux. Ils se contemplaient et s'admiraient dans Hugo, ainsi que dans un miroir. La Bourgeoisie donna une preuve significative de son identification avec "le grand homme" qu'elle enterrait au Panthéon.

Tandis qu'elle conviait à ses funérailles du premier juin toutes les nations ; elle ne fermait pas la Bourse et ne suspendait pas la vie commerciale et financière parce que le premier

juin était jour d'échéance des effets de commerce et des coupons des valeurs publiques. Son cœur lui disait que Victor Hugo, il poeta sovrano aurait désapprouvé cette mesure ; lui qui, pour rien au monde, n'aurait retardé de vingt quatre heures l'encaissement de ses rentes et de ses créances.

## NOTES

(1) Victor Hugo. Philosophie et littérature mêlées, 1831. Vol. 1, p. 203.

(2) Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie. Vol. 1, p. 147. Première édition.

(3) De 1817 à 1826 aucun événement heureux ou malheureux ne pouvait arriver à la famille royale, sans qu'il ne saisit aussitôt sa bonne plume d'oie : tantôt c'est une naissance, un baptême, une mort ; tantôt un avènement, un sacre, qui allume sa verve. Hugo est le Belmontet de Louis XVIII et de Charles X ; il est le poète officiel, attaché au service personnel de la famille royale.

(4) La plainte de ces intéressants et intéressés jeunes gens est touchante. "Le Conservateur n'a reçu aucun encouragement du gouvernement, disent-ils. D'autres recueils ont trouvé moyen de faire bénéfique sur les faveurs du ministre du roi, lesquels se sont souvenus des avantages de l'économie lorsqu'il s'est agi d'encourager un ouvrage assez maladroit pour se montrer royaliste et indépendant." (Préface du troisième volume du *Conservateur littéraire*). – Cependant page 361 du même recueil on lit : "L'ode sur la mort du duc de Berry, insérée dans la septième livraison, ayant été communiquée par le comte de Neufchâteau au duc de Richelieu, président du conseil des ministres et zélé pour les lettres, qui l'ayant jugée digne d'être mise sous les yeux du Roi, sa Majesté daigna ordonner qu'une gratification (sic), de 500 fr. fût remise à l'auteur, M. V. Hugo, en témoignage de son auguste satisfaction."

(5) Le Conservateur littéraire, vol. 2, p. 245.

(6) Baudelaire, Les fleurs du Mal. (Bénédiction ; La Muse vénale).

(7) Cette impertinente épithète est de Stendhal, qui pas plus que Baudelaire n'entendait rien au commerce des lettres. "L'*Edinburgh Review*, écrit-il, s'est complètement trompé en faisant de Lamartine le poète du parti ultra... le véritable poète du parti, c'est M. Hugo. Ce M. Hugo a un talent dans le genre de celui de Young, l'auteur des *Night Thoughts*, il est toujours exagéré à froid... L'on ne peut nier au surplus, qu'il sache bien faire des vers français, malheureusement il est somnifère". Correspondance inédite de Stendhal. Vol. I, p. 22.

(8) Victor Hugo Rac. Vol. 1 . 252.

(9) Victor Hugo Rac. Vol. 1.

(10) Victor Hugo Rac. Vol. 1.

(11) *Pièce de vers Sur le bonheur de l'Étude*, envoyé au concours de poésie de 1817 : tout lui devenait occasion pour outrager son héros.

(12) *Odes et Ballades. Les deux Iles*. Edit. de 1826.

(13) Les amateurs d'acrobatie politique trouveront dans le Dictionnaire des Girouettes de Prosnay d'Eppe et dans le Nouveau Dictionnaire des Girouettes de 1831, de quoi exciter leur admiration la plus exigeante. Ils s'étonneront avec Chateaubriand "qu'il y ait des hommes, qui après avoir prêté serment à la République une et indivisible, au Directoire en cinq personnes, au Consulat en trois, à l'Empire en une seule, à la première Restauration, à l'acte additionnel, à la seconde Restauration, ont encore quelque chose à prêter à Louis-Philippe".

- "Hé, hé, disait en souriant Talleyrand, après avoir prêté serment à Louis-Philippe, Sire, c'est le treizième !".

(14) Mémoire sur les moyens de suppléer à la traite des nègres par des individus libres, d'une manière qui garantisse pour l'avenir la sûreté

des colons et la dépendance des colonies, par Genty, in-8, janvier 1828. Blois, imprimerie Verdier.

(15) Monsieur Belton qui a fait des recherches sur la famille Hugo, a découvert que le vieux général écrivait et rimait en diable. A sa mort il a laissé une liste de manuscrits : *La Duchesse d'Alba*, le *Tambour Robin*, *l'Hermite du lac*, *l'Épée de Brennus*, *Perrine ou la Nouvelle Nina*, *l'Intrigue de cour*, comédie en trois actes, *la Permission*, *Joseph ou l'Enfant trouvé*, etc., ces ouvrages sont perdus ou égarés.

Bien que Victor Hugo ne mentionne jamais les productions poétiques et romantiques de son père, il les admirait beaucoup. Dans une lettre adressée au général, et citée par M. Belton, il parle d'une pièce qui l'a "pénétré jusqu'au fond de l'âme", dans une autre, il mentionne un poème, Lucifer qui l'a "transporté". Si l'on ne connaissait sa piété filiale, on s'étonnerait qu'il ne se soit jamais occupé de sauver de l'oubli les œuvres "remarquables" de son père, lui qui a recueilli et si précieusement conservé ses moindres excréments littéraires, que pour leur péché d'hugolatrie, Messieurs Vacquerie, Meurice et Lefebvre sont condamnés à publier, sinon à lire.

(16) Victor Hugo. *Philosophie et littérature mêlées*, 1834. *Journal d'un révolutionnaire de 1830*.

(17) Victor Hugo. *Le Rhin*. Tom. III. 288, 331.

(18) Ces détails biographiques, que par une modestie déplacée, Victor Hugo supprima dans l'autobiographie, qu'il dicta à sa femme, ont été rétablis dans l'étude si érudite et si spirituellement écrite de M. Ed. Biré, Victor Hugo avant 1830, J. Gervais, édit. 1883. On ne saurait trop en recommander la lecture aux Hugolâtres qui désirent connaître intimement leur héros.

(19) Cette fraternité pleurarde de crocodile reprocha à un poète qui ne se dégrada jamais jusqu'à pincer de la guitare philanthropique, à

Alfred de Musset, d'avoir envoyé "aux victimes de juin" un prix de 1.300 francs que venait de lui accorder l'Académie. L'Événement du 23 août commentait ainsi l'acte : "qu'il nous soit permis de faire observer à M. de Musset que sa détermination ne remplit nullement le but du legs fait par M. le comte de Latour-Landry. C'était à un poète peu favorisé de la fortune et non à une œuvre patriotique que le don devait appartenir".

(20) *Victor Hugo raconté*, etc., Tome II.

(21) "Plus bas que Marat, plus bas que Babeuf, il y a la dernière sape et de cette cave sort Lacenaire." *Les Misérables*. Tome VI, page 61-62, première édition.

(22) La brigande Vendéenne était une Voltairienne décidée : à Madrid, elle plaça ses enfants au collège des nobles, mais "s'opposa énergiquement, malgré la résistance des prêtres directeurs, à ce qu'ils servissent la messe comme les autres élèves et défendit même qu'on fit confesser et communier ses enfants." (*Victor Hugo rac.* Vol. I. 194).

(23) Dans une épître en vers de 1818, mais publiée en 1863, Hugo dit en parlant de lui-même : "... J'ai seize ans... Je lis l'*Esprit des Lois* et j'admire Voltaire." *Victor Hugo rac.* Tome I. 308).

(24) "Le Poète est lui-même un trépied. Il est le trépied de Dieu." William Shakespeare, par V. Hugo, p. 53.

(25) "Rien ne se pénètre, ne s'amalgame plus aisément qu'un vieux prêtre et un vieux soldat. Au fond c'est le même homme. L'un s'est dévoué pour la patrie d'en bas ; l'autre pour la patrie d'en haut ; pas d'autre différence." (*Les Misérables*).

"Il n'y a pas d'œuvre plus sublime, peut-être, que celle que font ces âmes (les religieuses). Et nous ajoutons : il n'y a pas de travail plus utile. Il faut ceux qui prient pour ceux qui ne prient jamais." (*Les misérables*). Victor Hugo a eu l'heureuse chance d'être beaucoup acheté, ce à quoi il tenait surtout, et d'être peu lu, il le sera

de moins en moins, autrement il y aurait beau jour que le Siècle et Léo Taxil auraient été forcés de le laisser pour compte aux catholiques.

(26) Victor Hugo. *Philosophie et littérature mêlées*, 1831. P. 27-49-50-51.

(27) Un bout de conversation saisi au vol dans la foule du premier juin :

Premier bourgeois. — Hugo, devait être diantrement riche pour que l'État lui fasse de telles funérailles : ce n'est pas pour un génie pauvre qu'il ferait tant de dépenses.

Deuxième bourgeois. — Vous avez bien raison. Il laisse, dit-on, cinq millions.

Premier bourgeois. — Mettons en trois, car on exagère toujours, et c'est bien beau. Il faut avouer qu'il était plus intelligent que les hommes de génie, qui ne savent jamais se retourner et ne laissent jamais de fortune.

*Le Temps* du 4 septembre 1885 fournit les renseignements suivants sur la fortune de Hugo :

"La succession liquidée de Victor Hugo s'élève approximativement à la somme de cinq millions de francs. On pourra se faire une idée de la rapidité avec laquelle s'accroissait la fortune du maître quand on saura que celui-ci réalisa, en 1884, onze-cent mille francs de droits d'auteur.

"Ajoutons que celui des testaments de Victor Hugo qui contient la clause d'un don de cinquante mille francs aux pauvres de Paris est tout entier écrit de sa main, qu'il est terminé et daté, mais non signé."

Donner 50000 francs aux pauvres, même après sa mort, dépassait ce que pouvait l'âme généreuse et charitable de Victor Hugo. Au moment de signer le cœur lui manqua.

*Publié en septembre 2013*

*Illustration de la première page : Danton à la tribune, gravure anonyme*